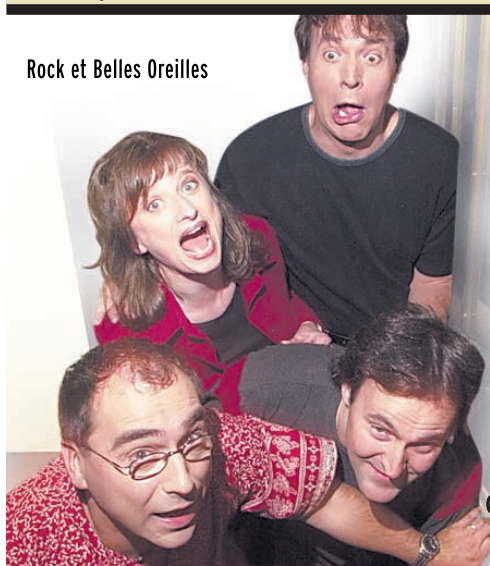




Rock et Belles Oreilles

**La Presse**  
cyberpresse.ca

Deux disques  
avec ça?

Cahier Arts+Spectacles, page D1



Vacances/Voyage  
prend des couleurs

Rentrée culturelle

Les Français  
débarquent

Un cahier à conserver



MONTRÉAL | SAMEDI 8 SEPTEMBRE 2001 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 117<sup>e</sup> ANNÉE > NO 314 > 234 PAGES > 12 CAHIERS | 2 \$ TAXES EN SUS | ÎLES-DE-LA-MADELINE 2,50 \$ | FLORIDE 2,60 \$ U.S.

## Quel livre pour Montréal ?

SONIA SARFATI

À Montréal, le concept populiste « Un livre, une ville » pourrait-il marcher ? Et autour de quel roman les citoyens pourraient-ils se rapprocher ?

Ainsi le collègue Richard Héту concluait-il l'article *Un livre, une ville* qu'il signait à la une de *La Presse* de dimanche. Il relatait alors l'expérience que vivent actuellement les habitants de Chicago : le maire de la ville, Richard Daley, a invité ses concitoyens à lire, d'ici le



14 octobre, *To Kill a Mockingbird* (*Du silence et des ombres*) de Harper Lee. Tous. Adultes comme adolescents. Dans le but de vivre une expérience communautaire.

Une idée lancée en 1998 à Seattle par la libraire Nancy Pearl. Toute la ville s'est alors mise à l'heure de *The Sweet Hereafter* (*De beaux lendemains*) de Russell Banks puis, l'année suivante, de *A Lesson Before Dying* (*Une longue journée de novembre*) d'Ernest Gaines. Le concept a depuis été repris, ou est en voie de l'être, à Rochester, Minneapolis, Buffalo, Denver, Philadelphie, Honolulu et Chicago.

Pourquoi pas, alors, Montréal ? *La Presse* a posé la question à des écrivains, journalistes, éditeurs, libraires, politiciens, enseignants. De Pierre Foglia à Dominique Demers en passant par le maire Pierre Bourque, Michel Tremblay, Christiane Charette, Sergio Kokis et plusieurs autres, les réponses s'imposent ou surprennent. Et si certains n'ont pas aimé l'idée, la plupart ont joué le jeu et avancé le titre d'un livre (parfois deux) qu'ils verraient bien entre les mains de tous les Montréalais.

Au rang des enthousiastes,

Voir LIVRE en A13

cyberpresse.ca Faites-nous part de vos suggestions de livre à

www.cyberpresse.ca/livre

## BIOPORTRAIT !



Photo ROBERT NADON, La Presse

Normand Gauvin, de l'Ange-Gardien, rêvait de faire de la culture bio, mais il s'en était abstenu en raison de la faible demande pour ces produits. Depuis qu'il a pris une semi-retraite, il s'est gardé un lopin où il ne fait que du bio.

## Entre le jardinage et l'agrobusiness

Partout dans le monde, l'étiquette bio est de plus en plus recherchée sur les aliments. Au Québec, le marché prend doucement son envol, poussé par une demande de plus en plus forte mais ralentie par les contraintes exigeantes de la production. Jusqu'à lundi, *La Presse* dresse un portrait du marché des aliments bios au Québec.

JUDITH LACHAPELLE

Payer plus cher pour un aliment qui n'est pas nécessairement plus nutritif ou savoureux ? Un nombre grandissant de clients — qui en ont les moyens ! — semblent prêts à le faire. Les producteurs québécois ne sont pas sourds à cet appel et prennent d'avantage leur place sur des tablettes jadis

peuplées de produits importés. En croisant les doigts. Est-ce que la demande maintiendra sa courbe ascendante ?

Selon un sondage mené en mai par le magazine *Québec Science*, 78 % des consommateurs seraient prêts à payer

Voir BIO en A2

Planète bio en B1

## L'économie s'essouffle au pays

Des analystes prévoient même une récession de faible amplitude d'ici la fin de l'année

RÉJEAN BOURDEAU

Les mauvaises nouvelles se multiplient au pays. Une semaine après l'annonce d'un brutal ralentissement de l'économie au deuxième trimestre, voilà que le taux de chômage grimpe pour le troisième mois d'affilée, ce qui ne s'était pas vu depuis mars 1992.

Et comme si ce n'était pas assez, la firme d'analystes UBS Warburg prévoit que le Canada entrera dans une récession de faible amplitude d'ici la fin de l'année, étant donné les baisses des profits, les réductions de production et l'accumulation des stocks.

Hier matin, Statistique Canada a annoncé que le taux de chômage est passé de 7 % à 7,2 % en août. C'est le taux le plus élevé en presque deux ans. Environ 7700 personnes ont perdu leur emploi le mois dernier, ce qui porte à 35 000 le total des pertes depuis le début de l'année.

Le Québec s'est toutefois mieux tiré d'affaire que les autres provinces, avec un gain de 10 000 emplois. L'augmentation du nombre de personnes à la recherche d'un emploi (population active) a néanmoins fait grimper le taux de chômage. Il atteint désormais 8,4 %, en hausse de 0,2 point.

« Cette troisième hausse consécutive du taux de chômage au Canada, au mois d'août, renforce l'idée que la Banque du Canada doit encore abaisser de 25 points de base le taux directeur, lorsqu'elle prendra une décision le 23 octobre », a déclaré Ted Carmichael, économiste de la firme J.P. Morgan, à l'agence

Voir ÉCONOMIE en A2

### CHÔMAGE PAR VILLE

(Moyenne en %, de juin à août)

|                      |      |
|----------------------|------|
| Saint-Jean, T.-N.    | 10,2 |
| Halifax              | 6,7  |
| Saint-Jean, N.-B.    | 9,5  |
| Chicoutimi-Jonquière | 10,9 |
| Québec               | 8,8  |
| Trois-Rivières       | 9,4  |
| Sherbrooke           | 6,1  |
| Montréal             | 7,7  |
| Ottawa-Hull          | 6,9  |
| Toronto              | 6,4  |
| Hamilton             | 6,4  |
| Winnipeg             | 5,5  |
| Regina               | 5,6  |
| Calgary              | 4,6  |
| Edmonton             | 4,1  |
| Vancouver            | 6,0  |

|                                                                                    |               |                                       |          |
|------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------------------------------|----------|
|  |               | <b>AUJOURD'HUI<br/>DANS LA PRESSE</b> |          |
| Arts et Spectacles                                                                 |               | Horoscope                             | I26      |
|                                                                                    | cahier D      | Jardiner                              | J10      |
| Cinéma                                                                             | cahier C      | Le monde                              | A20- A30 |
| - horaire cinémas                                                                  |               | Les petits                            |          |
| C4, C5, C8                                                                         |               | compagnons                            | H21      |
| - horaire spectacles                                                               | D15           | Loteries                              | A2, C11  |
| - horaire télévision                                                               | D2            | Mots croisés                          | I26      |
| Avis                                                                               | B10, B11, E12 | Mot mystère                           | I26      |
| Bridge-Échecs-Timbres                                                              |               | Petites annonces                      |          |
|                                                                                    | H21           | - immobilier                          | E1-E4    |
| Carrières et Formation                                                             |               | - marchandises                        | E4       |
|                                                                                    | cahier I      | - emplois                             | E4-E11   |
| Décès                                                                              | G10, G11      | - automobile                          | E11, E12 |
| Économie                                                                           | cahier F      | - affaires                            | F4       |
| Éditorial                                                                          | A16           | Restaurants                           | D16      |
| Encans                                                                             | B10           | Sports                                | cahier G |
| Feuilleton                                                                         | I26           | Vacances                              | cahier H |
| Forum                                                                              | A17           | Vin                                   | D17      |

**MÉTÉO** Voir page C11  
Ciel variable  
Maximum 27, minimum 18



6 21924 45678 2

## La raison d'État cherche à se maintenir



JOONEED KHAN

envoyé spécial

### EN AFRIQUE DU SUD

DURBAN — La nouvelle venait à peine de tomber, hier soir à Durban, d'une acceptation par l'Europe de reconnaître le commerce des esclaves et l'esclavage colonial comme « crimes contre l'humanité », signalant ainsi un important déblocage, que le Belge Louis Michel, parlant au nom de l'Union européenne, s'employait à en minimiser la portée.

« À l'époque, l'esclavage n'était pas considéré comme un crime contre l'humanité », a-t-il dit lors d'une conférence de presse. « Le colonialisme n'était pas entièrement négatif », a-t-il poursuivi, ajoutant : « Il faut mettre les cho-

ses en perspective. » Le marchandage se poursuivait entre-temps. « C'est un accord verbal dont le texte est à rédiger », a souligné un délégué britannique. Et la question d'excuses et de réparations opposait encore Africains et Européens.

Michel, profitant du fait qu'il avait raté son avion pour s'épancher devant la presse, en rajoutait : « Si la conférence échoue, c'est l'Afrique qui sera le grand perdant. J'aime l'Afrique. J'aime les Africains. Mais ils ne peuvent pas tout blâmer sur le passé. »

La Conférence mondiale contre le racisme, qui devait se terminer hier après-midi, jouait donc la prolongation. À 22 h, le Comité de rédaction débattait encore des points et des virgules des paragraphes de la Déclaration finale et du Programme d'action, les clauses les plus controversées étant référées à des comités restreints.

Il semblait bien que la CMCIR finirait par produire deux types de résolutions : celles adoptées par consensus, ce qui est le cas du plus

grand nombre, touchant le thème central du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée ; et celles soumises au vote (un vote des deux tiers étant requis pour « les questions de substance »).

Autre déblocage hier soir : le Groupe arabe et islamique se ralliait au texte de compromis rédigé par l'Afrique du Sud sur le Proche-Orient, qui ne fait pas mention d'Israël, mais évoque « le sort du peuple palestinien » ainsi que son droit à un État et à l'autodétermination, et qui dénonce à la fois l'antisémitisme et l'islamophobie.

Voir RAISON en A2

cyberpresse.ca Des hyperliens pertinents, des analyses et les dernières nouvelles de la Conférence mondiale contre le racisme à  
www.cyberpresse.ca/racisme

## Tennis: les soeurs Williams s'affrontent en duel ce soir

Les amateurs de tennis, du féminin en particulier, auront l'occasion de voir ce soir le match qu'ils attendent : Serena contre Venus, les soeurs Williams en finale à Flushing Meadows... Leur papa Richard, qui n'en est pas à une vantardise près, avait d'ailleurs prédit qu'on verrait un jour ses filles en finale d'un tournoi de Grand Chelem. Quant à ceux qui déplorent le manque de puissance chez les dames du court, ils auront peut-être à réviser leur position à la suite de cet affrontement historique qui risque de faire grimper les cotes d'écoute.

Voir nos informations en S3

jaibesoindevacances.com • jaibesoindevacances.com • jaibesoindevacances.com • Tél. : (514) 858-0011 • 1 888 302-6221 Ouvert le dim. jusqu'à 20 h

|                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|
| <b>Venezuela</b> en formule tout inclus à partir de<br>Barcelo Hippocampus 1 149 \$<br>Barcelo Pueblo Caribe 1 199 \$<br>Portofino Portobello 1 249 \$<br>Hesperia Playa El Agua 1 459 \$<br>Lti Costa Caribe 1 399 \$ | <b>La Tunisie</b> Offre exceptionnelle<br>22 jours - 40 repas à partir de 1 299 \$<br>+ taxes 48 \$ | <b>FORFAIT CROISIÈRE</b><br>Guide francophone 1 sem. à partir de de Montréal 1 489 \$<br>Incluant: vol, transferts, taxes, pourboires<br>Visitez: San Juan, Tortola, Dominique, Martinique, Barbade, St-Kitts | <b>La Thaïlande</b> Long séjour<br>3 sem. à partir de 1 889 \$ can<br>28 jrs à partir de 2 289 \$ Taxes incl.<br><b>Hong Kong et Bali</b><br>14 jrs à partir de 2 499 \$<br>2 nuits Hong Kong ( petits déjeuners incl.)<br>9 nuits Bali en formule tout compris | <b>multi-voyages</b><br>la Méga agence |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|

## DEMAIN DANS LA PRESSE

### Pilules du bonheur ou pilules de malheur ?

Au Canada, le nombre d'ordonnances pour les antidépresseurs a augmenté de 63 % depuis 1996. Fait alarmant, c'est au Québec que le nombre de consommateurs augmente le plus : en 2000, ils étaient 11 % de plus que l'année précédente. Au pays, les médicaments psychothérapeutiques — incluant les antidépresseurs — viennent au deuxième rang des médicaments les plus prescrits, immédiatement derrière les agents cardiovasculaires. On parle de ventes de plus de 30 millions par année ! Et la tendance serait à la hausse... Mais tiennent-ils toujours leurs promesses ?

À lire demain dans le cahier Santé.



#### LOTÉRIES

#### LA QUOTIDIENNE

À trois chiffres : **8-2-6** À quatre chiffres : **9-1-4-2**

#### SUPER 7

**08-14-17-19-24-28-32**

Compl. : **15**

Extra : **493177**

## POUR NOUS JOINDRE

**La Presse**

7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9  
[www.cyberpresse.ca](http://www.cyberpresse.ca)

#### RÉDACTION (514) 285-7070

**Nouvelles générales**  
general@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6808

**Éditorial, Forum**  
edito@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-4816

**Actuel**  
actuel@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6808

**Auto, Mon toit, Santé Voyages**  
aso@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6972

**Quoi faire aujourd'hui**  
quoifaire@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6808

**Arts, Spectacles, Cinéma, Livres**  
arts@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-4814

**Économie**  
econo@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-4809

**Sports**  
sports@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 350-4854

**Têtes d'affiche**  
denis.lavoie@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6808

**RENSEIGNEMENTS (514) 285-7272**  
**PROMOTION (514) 285-7100**  
**COMPTABILITÉ (514) 285-6892**  
**RECOURS (514) 285-6900**

#### PUBLICITÉ

**Les petites annonces : (514) 285-7111**  
Télécopieur : (514) 848-6287  
Lundi au vendredi : 8 h 00 à 17 h 30  
**Décès et remerciements : (514) 285-6816**  
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30  
**Détailants : (514) 285-6931**  
**National et Télé-Plus : (514) 285-7306**  
**Carrières et professions, Nominations : (514) 285-7320**

#### ABONNEMENT (514) 285-6911

abonnement@lapresse.ca  
Par télécopieur : (514) 285-7039  
Lundi au vendredi : 6 h 30 à 17 h 30  
Samedi : 7 h à midi / Dimanche : 7 h à 11 h

**Envois de publication canadienne**  
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.  
(USPS003692) Champlain N. Y. 12919-1518

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

## SUITES DE LA UNE

### ÉCONOMIE

Suite de la page A1

Bloomberg. La banque centrale a déjà réduit son taux directeur de 1,75 point de pourcentage cette année, dans l'espoir de stimuler l'économie. Le taux est de 3,75 %.

En fin d'après-midi, la Banque Royale a annoncé une baisse de ses taux hypothécaires d'un an de 30 points de base, à 5,90 %. Elle a été suivie par la Banque CIBC qui a ajouté une réduction de 15 points de base pour ses échéances de 2 à 7 ans.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale y est allée avec plus d'ampleur que la Banque du Canada, faisant passer son taux d'escompte de 6,5 % à 3,5 % depuis le début de 2001. Il faut dire que la situation se corse de l'autre côté de la frontière, alors que le rythme de croissance annuel de l'économie n'a été que de 0,2 % pour le deuxième trimestre.

Hier, le taux de chômage américain a atteint son plus haut niveau depuis septembre 1997, passant de 4,5 % à 4,9 %. Quelque 113 000

emplois ont été perdus en août contre un petit gain de 13 000 en juillet.

Les marchés boursiers ont mal réagi à la nouvelle. Le Standard & Poor's 500, regroupant les plus grandes entreprises américaines, a touché son plus bas niveau en trois ans en cours de séance. Il a terminé la journée en baisse de 1,86 %, ou 20,62 points, à 1085,78.

La moyenne des 30 industrielles Dow Jones a été la plus durement frappée avec une chute de 2,39 %, ou 234,99 points, à 9605,85. L'indice TSE 300 de la Bourse de Toronto a été moins secoué, avec un recul de 0,65 %, ou 47,20 points, à 7368,80.

Malgré les propos rassurants de certains économistes, la maison USB Warburg a jeté un pavé dans la mare, hier, en annonçant que le PIB subira un recul aux troisième et quatrième trimestres, entraînant ainsi le Canada dans une récession de faible amplitude.

Il y a une semaine, on apprenait

que la croissance du PIB n'avait été que de 0,4 % sur une base annuelle au deuxième trimestre, après une croissance de 2 % au premier trimestre.

Dans son rapport, USB Warburg fait notamment ressortir que les entreprises canadiennes ont mal géré leurs stocks au début de l'année, malgré les signes évidents d'un ralentissement de la demande. Ainsi, les stocks ont augmenté de 1,4 milliard de dollars au second trimestre. Aujourd'hui, les entreprises sont forcées de réduire leur production et des baisses de production sont à prévoir.

Depuis juillet, rapporte USB Warburg, l'activité manufacturière au Canada a décliné de 3,1 %, entraînant la hausse du chômage. Selon la firme, 100 000 autres emplois sont vulnérables au Canada à court terme, alors que les entreprises ajusteront finalement leur cadence de production pour réduire leurs inventaires.

« Notre impression est que le

Canada est finalement durement frappé par le ralentissement mondial, et le remède sévère appliqué par la Réserve fédérale pour soutenir l'économie américaine sera nécessaire ici aussi », déclare Avery Shenfeld, économiste à CIBC Marchés mondiaux, à Toronto. Le spécialiste estime que la Banque du Canada devrait réduire le taux directeur de 50 points de base le mois prochain, pour le porter à 3,25 %.

Il n'y a toutefois pas que des mauvaises nouvelles. L'emploi à temps plein a nettement progressé en août au Canada (hausse de 41 000 postes), alors que l'emploi à temps partiel reculait (baisse de 49 000).

Dans l'ensemble du Canada et au Québec, fait remarquer l'économiste Joëlle Noreau, du Mouvement Desjardins, « l'emploi à temps plein reprend du tonus depuis trois mois, et c'est une bonne nouvelle ».

Tout en déplorant la hausse du

chômage, l'économiste prend ses distances des prophètes de malheur. « Une perte de 8000 emplois sur 15 millions, ce n'est quand même pas considérable, a-t-elle déclaré à La Presse. Il n'y a pas de catastrophe. On sauve les meubles, on n'est pas à des pertes de 30 000 ou 40 000 emplois. »

L'économiste principale chez Valeurs mobilières Banque Laurentienne, Thérèse Laffèche, partage cet avis. « Dans l'ensemble, dit-elle, ce n'est pas surprenant et ce n'est pas si pire. L'économie est au ralenti, et tout le long du troisième trimestre ça va rester faible sur le marché du travail. »

Les plus fortes baisses de l'emploi ont touché les secteurs des services professionnels, scientifiques et techniques, où 17 600 ont disparu en août, ce qui porte le total à 66 000 depuis le mois de mai. Le secteur du commerce de détail, où le travail à temps partiel abonde, a encaissé la perte de 21 000 emplois le mois dernier.

### BIO

Suite de la page A1

plus cher pour des produits certifiés biologiques, des produits issus d'une agriculture sans pesticide, ni engrais de synthèse, ni plantes génétiquement modifiées, et sans usage d'antibiotiques dans l'élevage. Combien plus cher ? Ça reste à voir. Pour un meilleur goût — et c'est le cas de certains aliments dont les carottes, prônent les adeptes —, certains sont prêts à y mettre le prix. Mais quand le litre de lait bio à 2,59 \$ côtoie le litre ordinaire à 1,29 \$, ce n'est pas tout le monde qui a les moyens d'acheter biologique...

L'organisme Option consommateurs, qui a mené une étude sur la question le printemps dernier, a noté un malaise face à cette différence de prix. Les personnes interrogées étaient d'avis que cette différence était « inéquitable » envers ceux qui ont un plus faible revenu. Une réalité qu'Anne-Marie Hame-

lin a constatée lors de ses travaux sur la sécurité alimentaire des familles à faibles revenus. « Plusieurs d'entre elles ont émis le désir de faire des choix d'aliments de grande qualité, dont les aliments bios. Mais elles ne pouvaient pas le faire parce que ce n'était pas à portée de leur bourse », dit la chercheuse de l'Université Laval. « Elles n'ont pas la liberté de choisir ces aliments qu'elles croient supérieurs aux autres. »

Le bio, a constaté Anne-Marie Hamelin, c'est d'ailleurs plus qu'une question d'alimentation. Le consommateur bio ne se remplirait pas seulement l'estomac, mais également la bonne conscience. « C'est certainement une question idéologique, ça touche à la fois à la santé et à l'environnement. » Et pour favoriser une utilisation « propre » de la terre, il faut y mettre le coût, disent les tenants du bio. Les conséquences de l'utilisation de pesti-

cides sur l'environnement ne figurent pas sur le prix d'une botte de carottes conventionnelles, ajoutent-ils.

Car d'un point de vue strictement nutritif, il n'y aurait pas de différence entre un légume bio et un légume conventionnel. « Je ne dirais pas que les produits bios ne sont pas bons, mais je ne vois pas pourquoi ils sont plus « santé » que les autres », s'insurge Carl Winter, directeur du programme de sécurité alimentaire à l'Université de Californie à Davis. « Les consommateurs doivent comprendre qu'ils vont payer plus pour ces produits. Pour ceux qui peuvent se l'offrir, c'est bien. Mais pour les autres, si l'achat de produits biologiques veut dire qu'ils achèteront moins de fruits et légumes, cela pourrait ne pas être la meilleure décision pour leur santé. »

Quoi qu'il en soit, ils sont plu-

sieurs à espérer que les prix baissent à mesure que la demande et l'offre augmenteront. Pour ça, il faudra peut-être un petit coup de pouce supplémentaire des gouvernements. Par exemple, souligne Barbara Vogt de l'organisme Équiterre, les producteurs européens reçoivent une subvention de l'État pour les aider à payer les frais de la certification bio. D'autres suggèrent qu'il y ait plus de recherche qui se fasse pour trouver des solutions bios aux insectes, maladies et mauvaises herbes qui causent des lourdes pertes aux producteurs.

Verra-t-on naître de mégaproducteurs d'aliments bios ? Probablement pas au Québec, où même la taille moyenne des fermes conventionnelles n'a rien à voir avec celle des entreprises agricoles américaines. Mais au sud de la frontière, le bio brasse déjà six milliards de dollars par année et les géants de l'alimentation ajoutent

de plus en plus des produits bios à leurs inventaires. Bonne nouvelle ? Oui et non. Car s'ils se réjouissent de voir des produits bios distribués à plus grande échelle, les « purs et durs » craignent entre autres que ces grandes corporations ne fassent pression pour assouplir les exigences de la production biologique. Question de la rendre plus compatible avec les contraintes de la production de masse...

Mais au Québec, à part quelques producteurs d'aliments transformés bien organisés, les maraîchers et les éleveurs bios ne sont pas assez nombreux pour répondre à la demande, et malgré tout, ils sont loin de rouler sur l'or. Il faudra donc que tout le monde s'en mêle, à commencer par l'État, réclament les producteurs. Et espérer que la demande croissante pour leurs produits soit plus qu'une mode qui s'éteindra au bout de quelques mois...

### RAISON

Suite de la page A1

« Nous avons nos exigences et nos réserves, mais nous ne voulons pas embarrasser l'Afrique du Sud, et nous faisons un sacrifice pour nos amis africains », a déclaré Munir Akram, ambassadeur du Pakistan et porte-parole de l'Organisation de la conférence islamique (OCI).

Là encore, Louis Michel n'a pu se contenter du compromis. « La question du Proche-Orient n'a pas sa place à cette conférence », a-t-il affirmé, prenant le contre-pied de la majorité des 163 États membres de l'ONU participant à la CMC, du Forum des ONG et du Sommet des jeunes, qui ont tous, avec plus ou moins de passion, évoqué le

sort du peuple palestinien sous occupation militaire israélienne.

À une journaliste qui lui demandait ce qu'il en était de la « neutralité » proclamée de l'Europe dans le dossier du Proche-Orient, le ministre belge des Affaires étrangères a répliqué en la taxant de « militantisme », voire d'« antisémitisme ».

Troisième avancée hier : la commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme, Mary Robinson, qui est aussi secrétaire générale de la Conférence, a finalement accepté de soumettre aux États participant à la CMC les documents finals du Forum des ONG et du Sommet des

jeunes, mais « avec des réserves sur certains paragraphes » (sur le Proche-Orient notamment) qu'elle a jugés « durs et d'aucune aide ».

Mme Robinson avait commencé la semaine en dénonçant ces documents et en affirmant qu'elle ne pouvait pas les recommander à la conférence officielle, ce qui lui a attiré de très vives critiques, certaines importantes ONG l'accusant de « jeter le bébé avec l'eau du bain ». Lors d'un face-à-face avec les ONG hier, elle a fait marche arrière.

Elle s'efforçait de toute évidence de préserver l'avenir. Mais les États aussi veulent préserver l'avenir. Ainsi hier soir, au sein du Groupe

de travail plénier, les États s'employaient à vider les paragraphes de la Déclaration finale et du Programme d'action de leur contenu spécifique pour ne garder que des formulations « génériques » ouvertes à toutes les interprétations.

Ainsi sur un paragraphe général où il est question des conventions de Genève et des droits des peuples et des civils dans un contexte de guerre et d'occupation étrangère, le Canada est intervenu pour demander que ce texte d'une dizaine de lignes soit référé en comité restreint. Plusieurs pays s'y sont opposés, mais l'UE et la Norvège ont soutenu le Canada.

La Clinique juridique des Africains canadiens (ACLIC) avait présenté la veille à la délégation canadienne une pétition pressant Ottawa de ratifier l'article 14 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes formes de discrimination raciale « afin que des groupes et des individus puissent intenter contre le Canada des poursuites auprès d'instances internationales ». Une vingtaine d'organisations autochtones se retirait entre-temps de la CMC en protestation contre la réduction de leurs droits collectifs et inaliénables dans le documents finals — réduction approuvée par le Canada.



# matelas

Plus de **100** styles!

## 2 des meilleures façons d'économiser!

**Option 1** • Nous payons la TPS et la TVQ! \*

\*Nous vous accorderons une réduction de prix équivalente à la TPS et à la TVQ

**Option 2** • Vous ne payez rien avant un an! \*\*

\*\*Aucun paiement mensuel • aucun intérêt • aucun dépôt

**Charmeur de Sealy**  
à partir de **169<sup>00</sup>** ens. à partir de 299<sup>00</sup>

**Beautysleep Evasion de Simmons**  
à partir de **199<sup>00</sup>** ens. à partir de 399<sup>00</sup>

**Posturepedic de Sealy**  
à partir de **299<sup>00</sup>** ens. à partir de 489<sup>00</sup>

**Beautyrest de Simmons**  
à partir de **449<sup>00</sup>** ens. à partir de 799<sup>00</sup>

**Matelas « payer et emporter »**  
à partir de **49<sup>00</sup>**



### LINEN CHEST

DÉCOR D'ÉPOQUE

*« Le supercentré de la mode maison »*

CENTRE ROCKLAND : (514) 341-7810  
LA CATHÉDRALE • centre-ville : (514) 282-9525  
PLACE PORTOBELLO, BROSSARD : (450) 671-2202  
LES GALERIES LAVAL : (450) 681-9090  
CARREFOUR L'ANGELIER : (514) 254-3636

**Nouveau**

**Livraison, installation, retrait et cadre de lit GRATUITS!**

# ACTUALITÉS

| AIR TRANSAT |

## La FTQ défend sa consigne du silence

MATHIEU PERREAULT

La consigne du silence imposée par la FTQ aux mécaniciens d’Air Transat, à propos de l’Airbus 330 qui a atterri d’urgence aux Açores le 24 août, sert à faciliter le travail des enquêteurs du Bureau de la sécurité des transports (BST), a déclaré hier un dirigeant de l’Association des machinistes et des travailleurs de l’aérospatiale (AIMTA). Mais le BST soutient n’avoir aucune objection à ce que les personnes impliquées dans l’affaire se laissent aller à des spéculations dans les médias.

Cette semaine, des syndiqués ont dénoncé dans les médias la FTQ, dont le Fonds de solidarité détient une participation de 12 % dans Air Transat, pour avoir tenté de faire taire ses membres. Michel Cardinal, le vice-président de la loge 1751 de l’AIMTA, qui représente les mécaniciens d’Air Transat, a notamment tenu ce discours mercredi devant les caméras, avant de se réfugier dans le mutisme. Le président de la loge 1751, Jean Jallet, fuit également les médias depuis des révélations au quotidien torontois *The Globe and Mail*, publiées lundi.

« Nous n’avons pas donné d’ordres à nos membres, mais nous leur avons suggéré de garder leurs spéculations pour eux », a déclaré à *La Presse* Richard Martin, directeur pour l’est du Canada du district 140 de l’AIMTA, qui comprend la loge 1751. « Ces spéculations publiées dans les médias ont compliqué l’enquête du BST, qui doit maintenant interviewer plus de monde au lieu de s’en tenir au coeur de l’affaire. »

Faux, répond le BST. « Non, les entrevues accordées par les mécaniciens aux médias n’ont pas compliqué mon travail, a dit un porte-parole du BST, Jim Harris. C’est leur décision. A chaque incident, vous avez des spéculations. Si une information est importante, nous allons l’utiliser. »

L’Airbus 330 d’Air Transat, à bord duquel se trouvaient 291 passagers et 13 membres d’équipage, est tombé en panne sèche le 24 août, au petit matin, au-dessus de l’océan Atlantique. Le pilote Robert Piché a réussi à atteindre les Açores en planant pendant une vingtaine de minutes. Un changement du moteur droit, fait le 19 août, a été désigné la semaine dernière par les enquêteurs portugais comme une cause possible de la rupture d’un conduit d’essence.

Selon M. Martin, M. Jallet a été mal cité par le quotidien torontois, qui rapportait que le mécanicien responsable du changement de moteur a prévenu son supérieur qu’il manquait des pièces, allant même jusqu’à enregistrer sa conversation avec lui pour assurer ses arrières en cas de désastre. La semaine dernière, ce supérieur, non syndiqué, a été suspendu avec salaire pendant l’enquête.

Il n’y a rien d’inhabituel à l’enregistrement de certaines conversations dans les ateliers d’entretien de lignes aériennes, selon M. Martin. « Certaines lignes téléphoniques sont enregistrées en permanence. C’est un peu la boîte noire de l’entretien. »

**cyberpresse.ca** Pour en savoir plus sur l’affaire Air Transat et retrouver tous les textes et analyses publiés depuis l’atterrissage d’urgence, tapez: [www.cyberpresse.ca/airtransat](http://www.cyberpresse.ca/airtransat)

RAYMOND GERVAIS

**Un garçon de 14 ans, Shane Diabo, de Kahnawake, qui fréquentait l’école privée Weston, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, a perdu la vie hier matin dans un parc de Montréal, lorsqu’un but de soccer a basculé sur lui.**

La tragédie est survenue vers 9h30 au moment où le jeune sportif de deuxième secondaire suivait avec 13 autres élèves une cour d’éducation physique qui se déroulait dans le parc. Le but de soccer en acier, dont une barre transversale inférieure manquait, n’était pas ancré au sol.

Selon des témoins du drame, le jeune Diabo se serait agrippé à une des barres latérales supérieures du but. En se balançant, son poids aurait déstabilisé la structure qui a basculé. L’élève a été frappé à la tête par la structure d’acier. L’enseignant qui se trouvait sur place a tenté de lui porter secours tandis qu’un de ses camarades de classe se rendait dans une maison voisine pour appeler des secours.

Selon Éric Berry, porte-parole d’Urgences Santé, lorsque les ambulanciers sont arrivés sur les lieux, l’enfant était en arrêt respiratoire et en arrêt cardiaque. Le lourd but lui a fracturé le crâne. Des techniques de réanimation ont été utilisées et le blessé a été transporté à l’hôpital de Montréal pour enfants, où les médecins ont constaté le décès.

Informé du triste événement, le maire Pierre Bourque s’est dit « complètement bouleversé ». Dès qu’il a appris la nouvelle hier, il a dépêché le président de son comité exécutif, Jean Fortier, sur les lieux et a demandé à ce qu’on vérifie l’ensemble des équipements de la ville. « Je laisse maintenant le coroner faire son enquête et on va suivre ses recommandations », a déclaré le maire.

Le directeur de l’école Weston, Clifford Wilson, s’est dit consterné par la mort d’un de ses élèves. « Ça fait une dizaine d’années que nous utilisons ce parc dans le cadre de notre cours d’éducation physique et il ne s’est jamais produit d’accident. C’est terrible et il n’y a pas de mots pour exprimer notre douleur », a déclaré M. Wilson.

Afin de soutenir les compagnons de classe de Shane, l’école Weston a eu recours à cinq psychologues et à trois conseillers qui sont venus de Kahnawake réconforter les enfants, dont plusieurs



Photo ALAIN ROBERGE, La Presse

**Le président de la Ligue de soccer de NDG, Ted Erwin, examine le but qui a basculé sur le jeune Shane Diabo, provoquant un traumatisme cérébral mortel.**

étaient en état de choc.

Hier matin, des parents qui habitent le voisinage du parc de la rue Coronation, près de la rue Summerled, ont expliqué avoir demandé à plusieurs reprises à la Ville de fixer les buts de soccer, qui représentent un danger pour les enfants qui les font souvent basculer.

Ted Erwin, président de l’Association de soccer de NDG, a expliqué à *La Presse* qu’il ne savait plus quelle recommandation faire à la Ville et aux dirigeants de la ligue.

« La Ville a déjà, par le passé, ancré les buts de soccer, mais ils ne restent pas ancrés bien longtemps. Il est facile de les faire basculer, même lorsqu’ils sont ancrés, en les faisant balancer. Lorsqu’il y a des parties de soccer et qu’il a plu, les équipes bougent les buts pour éviter que le gardien de but se retrouve dans une mare d’eau », a expliqué M. Erwin.

Lors d’un accident similaire survenu il y a quelques années, le coroner avait recommandé que les buts de soccer soient solidement fixés au sol.



Shane Diabo

FEMME
A

**Le sherpa : au sommet des tendances!**

**GUESS**  
Jeans

Veste sherpa, col montant, fermeture éclair, chamois ou blanc cassé, **169,95\$**.  
Camisole, lycra, col châle, blanc cassé, noir, chamois ou rouge, **67,95\$**.  
Pantalon large à carreaux, chamois ou rouge, **97,95\$**.  
Chapeau de fourrure, **185\$**.  
Ceinture militaire, large, **84,95\$**.

HOMME
A

**La double fermeture éclair... de génie!**

**NAUTICA**

Cardigan, laine et coton, fermeture éclair à double sens, beige, **175\$**.  
Pantalon, velours côtelé, tout coton, mastic, vert ou marine, **98\$**.

DECO
A

**Chic, le vase!**

**abbott**

Grand vase carré, ambre, clair ou cobalt, **44,95\$**.

CARTE-CADEAU ÉLECTRONIQUE LA PUCE-À-PORTER

MODE DE VIE MODE DE PAIEMENT

[www.lesailles.com](http://www.lesailles.com)

**Nulle part ailleurs**



Photo ALAIN ROBERGE, La Presse ©

Pendant que l'ingénieur Jacques Chartrand inspectait l'édifice qu'habitent les squatteurs depuis plus d'un mois, un de ces derniers s'est fait enguirlander par un citoyen de Laval de passage.

# Les squatteurs attendent le verdict

## L'ingénieur reste muet au sujet de la fissure

LAURA-JULIE PERREAULT

LA FISSURE DÉTECTÉE dans un mur porteur du Centre Préfontaine, où logent les squatteurs de la rue Rachel, justifie-t-elle une éviction ? Voilà la question à laquelle devait répondre l'ingénieur engagé par la Ville de Montréal hier. Ce dernier est venu, il a vu, mais n'a rien répondu.

Jacques Chartrand, ingénieur de la firme privée Nicolet Chartrand Knoll, a été mandaté par le Service des immeubles de Montréal pour pratiquer une expertise sur le mur Est du Centre Préfontaine, importante cloison dans laquelle le Service de prévention des incendies de Montréal (SPIM) a découvert une fissure majeure jeudi soir.

L'ingénieur spécialisé en structure des bâtiments est arrivé vers 17h. Il était escorté par Robert Dubeau, chef de division au SPIM et

par plusieurs squatteurs qui habitent les lieux depuis le mois d'août.

À 17h30, il quittait les lieux dans le véhicule du SPIM. Selon M. Dubeau, qui a rencontré les médias à la suite de cette courte inspection, l'ingénieur n'a pas émis d'opinion sur-le-champ et projette de remettre un rapport au Service des immeubles de la Ville de Montréal d'ici lundi matin.

« Si c'est urgent et qu'il y a un danger, le Service des immeubles va transmettre immédiatement l'avis au SPIM et le SPIM peut prendre des mesures immédiates si c'est nécessaire d'évacuer le bâtiment. Si ce n'est pas urgent, le rapport va aller au Service des immeubles et finira à la direction générale », a expliqué hier Armand Fichaud, responsable de l'épineux dossier du squat du 3100, rue Rachel Est à la Ville de Montréal.

Les squatteurs ne savaient pas

trop quoi penser de cette inspection éclair. Ils ont collaboré avec le SPIM et ont laissé entrer l'ingénieur, mais ils n'ont pas reçu d'informations supplémentaires de la part de l'expert.

Au dire de Mathieu Thériault, un des porte-parole de l'endroit, les squatteurs utiliseront le répit qui semble leur être accordé pour réparer les trous qui ont été pratiqués dans les murs depuis leur arrivée sur les lieux, de manière à contrer l'argument du maire Bourque qui soutient que les jeunes ont brisé l'entente conclue entre eux et la Ville en modifiant l'édifice.

Ils attendent aussi la visite d'un ingénieur aujourd'hui, à 14h30, qui fera à leur demande une contre-expertise sur l'édifice, initiative que le maire Bourque a refusée de commenter.

François Saillant, militant du Front d'action populaire en réamé-

nagement urbain, croit que le maire s'est mis dans un beau pétrin en commandant les études sur l'édifice. « Pour moi, dit-il, il y a deux options. Ou l'édifice est sécuritaire et on demande à la police et aux experts de dire le contraire pour évincer les squatteurs. Ou l'autre possibilité, c'est que l'édifice n'était pas sécuritaire lorsque les squatteurs sont arrivés. »

Dans le premier cas, l'avis d'un deuxième expert devrait suffire à dévoiler le mensonge, croit-il. Dans le second, les squatteurs pourraient intenter une poursuite contre la Ville si l'édifice qui leur a été confié était dangereux.

M. Saillant se rappelait hier que les résidents des années 80 de l'îlot Overdale — lieu que les squatteurs ont symboliquement investi avant d'emménager rue Rachel — ont été évincés de la même manière, après maintes tentatives de la Ville de les

exproprier pour construire des nouvelles habitations au centre-ville.

Au Service des immeubles, on se défend bien d'avoir manqué de vigilance en choisissant l'emplacement de l'ancien Centre Préfontaine pour reloger les squatteurs.

« Il y a une inspection sommaire qui a eu lieu. Mais nous nous étions entendus avec eux pour qu'ils n'utilisent pas le quatrième étage. Ils n'ont pas tenu promesse et dans ces circonstances, nous devons maintenant faire une inspection plus en profondeur », a commenté Sandy Hébert, responsable des communications aux Services des immeubles.

**cyberpresse.ca** Toute la chronologie et une sélection des textes publiés sur l'affaire des squatteurs à [www.cyberpresse.ca/squatteurs](http://www.cyberpresse.ca/squatteurs)

# OUVERTURE

## MERCREDI 12 SEPTEMBRE À MIDI

LES 300  
PREMIERS CLIENTS  
RECEVRONT

# 35\$

EN BON D'ACHAT  
MERCREDI ET JEUDI\*.

\* utilisable la journée même, pour l'achat de vêtements seulement, aucun achat minimum requis.

**HOMME**  
mezzanine

**FEMME**  
rez-de-chaussée

**COIFFURE**  
sous-sol



# Tristan & AMERICA

METCALFE STE-CATHERINE

[www.tristan-america.com](http://www.tristan-america.com)

# Une bataille par la mobilisation

LAURA-JULIE PERREAULT

CONTRAIREMENT AUX squatteurs néerlandais et anglais, qui ont gagné la propriété de leurs squats grâce à des batailles de coq par avocats interposés, c'est uniquement par la mobilisation que les squatteurs de la rue Rachel à Montréal comptent rester en place.

« Le contexte est bien différent ici, comparé à l'Europe. En Europe, des gens peuvent prendre possession d'un édifice qui n'a pas été habité pendant 12 ans. Quand nous avons investi l'immeuble de l'îlot Overdale, en juillet, il était à l'abandon depuis 13 ans, mais la propriété privée est un concept plus fort en Amérique du Nord », se désole Mathieu Thériault, porte-parole des squatteurs et membre du Comité des sans-emploi.

Au lieu de préparer les injonctions qu'ils présenteront en cour advenant une poursuite par la Ville de Montréal, les squatteurs montréalais préparent une petite fête en l'honneur de la culture de la résistance, qui devrait avoir lieu ce soir et une manifestation pour demain.

Pendant ce temps, les infractions reliées à l'utilisation de l'édifice prêté par la Ville aux jeunes, s'accumulent. Une trentaine d'anomalies ont été repérées par les forces de l'ordre en début de semaine, chiffre qui croît sans cesse depuis, au dire du Service de prévention des incendies de Montréal (SPIM).

Les squatteurs disposent pourtant d'un avocat prêt à prendre leur défense. Denis Poitras, qui a aussi défendu en cour de nombreux manifestants qui ont été arrêtés à Québec lors du Sommet des Amériques, est en contact quotidien avec eux.

Récemment, il a été au coeur d'une querelle épistolaire entre avocats. Alors que ceux de la Ville affirment que les militants anti-pauvreté ont perdu le contrôle du squat, M<sup>e</sup> Poitras soutient au contraire que la police réfère des personnes qui ont des problèmes de toxicomanie et de santé mentale au Centre Préfontaine.

« Denis est à moitié notre avocat, à moitié notre camarade », a précisé hier Mathieu Thériault en parlant de l'homme de loi.

YVES BOISVERT

yboisver@lapresse.ca

# La fissure

L'inspection municipale est une chose mystérieuse. Il y a un mois, notre très botanique administration municipale installait des squatteurs dans un de ses immeubles, le Centre Préfontaine. Il n'y avait apparemment aucune fissure. Les squatteurs venaient de passer six jours dans une maison privée vacante de la rue Overdale. C'était bien entendu illégal, et les propriétaires avaient réclamé leur éviction. Plutôt que d'expulser les intrus, comme le proposait la police, le maire de Montréal leur a ouvert les portes. Question de sécurité, disait-il.

C'était un jour merveilleux. Les squatteurs allaient fonder une « coopérative d'habitation multifonctions » et un « centre de diffusion culturelle alternatif ».

Un mois plus tard, la Ville envoie ses inspecteurs qui trouvent, après trois inspections, une fissure providentielle dans le Centre Préfontaine. Ouf. Il faut vider.

Conclusion triste mais inévitable : la ville a mis en danger ces jeunes gens en les envoyant le mois dernier dans un immeuble fissuré... Il y a sûrement là matière à recours collectif, n'en doutons pas !

Pour suivre sa logique jusqu'au bout, ce n'est pas un ordre d'éviction que Pierre Bourque devrait donner. Ce sont des excuses qu'il devrait présenter, assorties, pourquoi pas, d'un dédommagement et d'une garantie de réinstallation permanente dans un autre immeuble, mais dûment inspecté celui-là.

Mais non, le maire a subitement changé de personnalité. Il déplore l'état des lieux. Mais en conférence de presse, il est incapable de dire réellement quel est le problème. Du moins un problème qu'on n'aurait pas pu prévoir le mois dernier devant ce mélange hétéroclite de pensionnaires, qui vont des

anarchistes antimondialisation aux militants pour le logement social. C'était déjà le cas cet été, il n'y a rien là de surprenant.

■ ■ ■

La fissure, la vraie, la

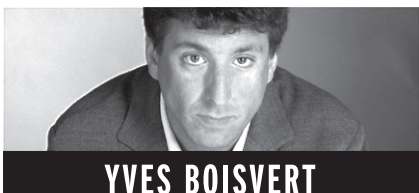
grosse, elle est bien entendu électorale. Si Pierre Bourque a voulu jouer au maire *cool* le mois dernier, et s'il tente de jouer le père rigoureux soudainement, c'est parce que cette affaire de squat est en train de virer au désastre pour sa campagne.

Personne ne vous le dira mieux que Jack. Devant la clôture qui barre l'entrée au terrain du centre, le préretraité n'en revenait pas. « Je sais qu'il y en a qui ont de la misère, mais de là à ce qu'ils ne payent rien, ni chauffage ni taxes ! Et ils ont refusé des emplois ! »

Jack habite l'Est, dans Tétreaultville, et c'était jusqu'à cet été un admirateur du maire Bourque, pour qui il a voté deux fois. « Il a beaucoup fait pour les quartiers. Mais là, c'est fini. Et c'est la même chose pour mes trois fils. »

Il désigne du doigt un squatteur qui jongle avec quatre quilles. « Regardez moi ça : des jeunes en pleine santé qui refusent de travailler... Hey ! C'a 20 ans, ça ! Moi, quand j'ai été opéré, j'ai passé un mois à l'hôpital. J'étais en retard d'un mois pour payer mes taxes municipales. Ça m'a coûté 21 \$ d'intérêts, j'ai eu beau leur expliquer, ils ne voulaient rien savoir. Alors quand je vois ça... »

De l'autre côté de la clôture, X, la cagoule montée jusqu'aux yeux, avoue qu'il « trippe » ferme et que le squat est vraiment « hot ». « Moi j'ai 18 ans, je vis chez mes pa-



YVES BOISVERT

rents. J'ai vu le squat à la TV, alors je suis venu les rejoindre. J'étais surpris pas mal que Bourque nous emmène ici. On est 35-40 qui restent ici. Ça varie. Des fois, je retourne chez mes parents.

Je lutte pour le logement social, mais je suis aussi anticapitaliste... Anarchiste ? Je suis pas rendu là... »

« Non à l'État policier », peut-on lire sur l'épaule d'une fille qui franchit la clôture sur les trefaîtes.

On est si peu dans un État policier, en fait, que c'est le Service de police de la CUM qui a dû faire des leçons de démocratie aux avocats de la Ville de Montréal. Contrairement à l'occupation de la rue Overdale, celle du Centre Préfontaine n'a rien d'illégal : c'est Pierre Bourque qui a lancé l'invitation. C'est la Ville qui a envoyé des camions pour déménager les invités, et c'est la Ville qui s'est engagée à payer tous les frais, sans fixer de délai.

Voilà bien, sans doute, la nouvelle la plus réjouissante de la semaine : la direction du Service de police, appuyée par son syndicat, envoie le message qu'elle n'est pas à la botte du maire. C'est d'autant plus important qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier, il n'y aura plus de CUM ; le maire de la nouvelle ville pourrait être tenté de se croire patron du chef de police.

La police est là pour faire appliquer le Code criminel. Quelqu'un a-t-il commis un crime ? Lequel ? Qui l'a fait ? Si on le sait, on peut l'arrêter, mais pas évincer tous les

autres : ils sont invités !

C'est une chose assez extraordinaire que ce groupe qui n'en est pas un, qui n'est pas organisé, qui n'a pas d'objectifs clairs ou le moins concrètement concrets, qui n'a de projet que verbal, que ceux-là aient obtenu ce que bien d'autres auraient pu mériter, si jamais la Ville avait eu l'intention sincère de créer ce genre de centre alternatif.

Leur mérite est d'avoir fait chanter le maire en période préélectorale avec des slogans sympathiques. Pierre Bourque a eu peur de passer pour un bourreau de la jeunesse manifestante. Et puis, qui est contre le droit au logement ?

Si Montréal veut faire ce genre d'expérience, ce n'est pas avec des ententes tout croches signées sur des coins de table qu'elle arrivera à quelque chose de sérieux. Évidemment.

Mais on n'en est plus là. Pierre Bourque les a choisis (qui, au fait ? Quiconque est admis), désignés comme bénéficiaires de ce supposé projet. Qui les blâmera, aujourd'hui, de ne pas s'en aller ? Voyons donc !

Et maintenant, ce ridicule festival de l'inspection municipale. La recherche désespérée d'un prétexte d'expulsion pour ne pas avouer que Pierre Bourque a improvisé magistralement.

Le maire n'a pas fini d'en payer le prix, à droite, chez les petits propriétaires et les commerçants où il compte une base solide, comme à gauche, dans les groupes qui soutiennent les squatteurs.

Cette fissure-là est infiniment plus menaçante...

## Reportage publicitaire

# IL FAUT SUPPORTER NOS TRANSPORTEURS CANADIENS!

Dès le moment où il y a un incident ou un accident aérien les gens sont apeurés et évitent le transporteur en question au profit des transporteurs étrangers. On déplore et on critique sans ménagement le service d'entretien de certains transporteurs. De ce point de vue, il est important et nécessaire d'informer le grand public qu'en matière de maintenance des appareils, les exigences de Transport Canada sont très sévères et très strictes. Si les mêmes exigences étaient appliquées aux États-Unis 50 % des appareils seraient cloués au sol. L'erreur n'est pas une option mais plutôt une obligation. Il faut tout simplement la corriger et c'est ce qu'a fait le pilote d'Air Transat en ramenant son appareil à bon port.

La licence de pilote canadienne est la plus convoitée et pour ainsi dire la meilleure au monde. À deux occasions, l'expertise de nos pilotes a été mise à l'épreuve. D'abord le cas de Canada 3000, un des moteurs de l'avion a pris feu en plein vol. L'expertise du pilote a permis de ramener son appareil au sol en effectuant avec succès une glissade périlleuse pour éloigner les flammes de la carlingue. Ce fut alors tout un exploit. Ensuite l'incident d'Air Transat, le pilote a posé son avion lourd de plusieurs centaines de milliers de livres sans moteur. Ce n'est pas tant le fait d'avoir plané l'avion qui marquerait l'exploit mais plutôt d'avoir posé l'appareil sans moteur et d'avoir pu par le fait même sauver tous les passagers. Un autre point très significatif est le travail combien excellent des agents de bord. Pendant toute la durée de l'opération, ils ont su contrôler et rassurer les quelques trois cents passagers. De plus, ils ont réussi en quelques secondes à les évacuer sans pépin. Ainsi nous pouvons être fiers d'avoir les meilleurs pilotes au monde et un service d'entretien des plus sécuritaires.

Vous êtes vous déjà posé la question à savoir pourquoi les compagnies canadiennes ne sont jamais impliquées dans des catastrophes aériennes ou presque. La réponse est simple, nos appareils sont très sécuritaires et nos pilotes excellents. Donc il ne faut pas abandonner nos compagnies aériennes au profit des compagnies étrangères au contraire, il faut les supporter, les protéger et non leur tourner le dos, car elles en ont grand besoin.

L'équipe de Multi Voyages se joint aux 6 000 agents de voyages du Québec pour leur témoigner notre soutien et leur dire que nous sommes fiers de nos transporteurs et de nos pilotes.

La direction de Multi Voyages

ST-BRUNO

**L'AVENTURIER**  
VOYAGE

Surveillez l'ouverture de notre  
nouvelle boutique au Promenades

**ST-BRUNO**

**Nouveau**  
CONCEPT de boutique

PRÊT-À-PORTER

VÊTEMENTS techniques

CHAUSSURES

SACS à DOS et de VOYAGE

LIVRES et ACCESSOIRES

DÉCOUVERTES...

Venez profiter des

**PROMOTIONS d'ouverture**

**Maintenant**  
7 adresses  
pour vous servir !

|              |                             |                |
|--------------|-----------------------------|----------------|
| - ST-BRUNO   | Promenades St-Bruno         | (450) 461-1115 |
| - MONTRÉAL   | 1610, rue St-Denis          | (514) 849-4100 |
| - LAVAL      | Centre Décor                | (450) 681-8030 |
| - QUÉBEC     | 710, rue Bouvier, local 135 | (418) 624-9088 |
| - BROSSARD   | 8025, boul. Taschereau      | (450) 462-3389 |
| - STE-FOY    | Place de la Cité            | (418) 654-1774 |
| - CHICOUTIMI | 250, rue Racine Est         | (418) 545-2251 |

**www.aventurier.net**

Pour les enfants...

**Une expérience extra!**

Venez magasiner  
on s'occupe de la marmaille!

- Animation

- **Mur d'escalade**

Tous les samedis de septembre, octobre et novembre

**L'Aventurier Laval** Centre Décor, 3912 Aut. 440 Ouest (450) 681-8030

**GRATUIT!**  
pour les 5 à 10 ans  
de 10hrs à 14 hrs à l'Aventurier de Laval

Une collaboration de :

+

CANADA

# Éducation des adultes: le Canada tout juste dans la moyenne

LISA SCHMIDT  
Presse Canadienn

OTTAWA — Une étude menée dans plusieurs pays révèle que le Canada se tient dans la moyenne, sans plus, en matière d'éducation des adultes.

Les auteurs de l'étude, rendue publique hier par Statistique Canada, analysent 15 indicateurs internationaux de la participation à l'éducation des adultes. C'est la première fois qu'on dispose d'une source de données fiables, comparables à l'échelle internationale, sur la participation à l'éducation des adultes.

Cette étude, basée sur des données recueillies lors d'une enquête menée par 22 pays entre 1994 et 1998, visait à étudier la

mesure dans laquelle les adultes utilisent l'information imprimée pour fonctionner en société, et à recueillir des données sur la fréquence et le volume de la participation à l'éducation et à la formation des adultes.

Le Canada se place en bonne position, mais derrière des pays comme les États-Unis et le Royaume-Uni.

Cette situation doit changer, a commenté hier la ministre du Développement des ressources humaines, Jane Stewart, qui était de passage à Mississauga, en Ontario, pour promouvoir les habiletés de lecture en milieu de travail.

« Si nous voulons être compétitifs et continuer à développer notre économie, il faut accorder de l'importance à cette question », a dit la ministre.

Durant la période observée, 35 % de la population canadienne âgée entre 25 et 65 ans a participé à des programmes d'éducation des adultes, contre 39 % aux États-Unis.

C'est la Finlande qui est dans le peloton de tête avec 56 %, tandis que le Portugal est relégué au dernier rang avec 13 %. La moyenne se situe à 34 %.

Même si la plupart des Canadiens conviennent qu'en raison de la rapidité des changements technologiques, il est important de parfaire ses connaissances et sa formation, peu d'entre eux ont le temps nécessaire pour passer à l'acte, a déploré la ministre.

L'étude démontre que les travailleurs plus jeunes, les cols blancs, les travailleurs très

qualifiés et ceux travaillant pour de grandes entreprises ont davantage tendance à profiter des programmes de formation continue disponibles en milieu de travail. De même, les adultes très instruits étaient beaucoup plus portés à participer à ces programmes que ceux qui étaient peu instruits.

À l'inverse, les cols bleus et les chômeurs acquièrent peu de formation, un problème auquel la ministre dit vouloir s'attaquer.

Dans tous les pays, les employeurs étaient les principaux parrains de l'éducation et de la formation des adultes. Les employeurs américains se démarquaient nettement à cet égard. Aux États-Unis, 67 % des participants recevaient un soutien financier de leur employeur, contre 51 % au Canada.

## Paul Martin prêt à verser 4 milliards aux provinces de l'Atlantique

Presse Canadienne

SAINT-JEAN, N.-B. — Le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard et son homologue de la Nouvelle-Écosse veulent en savoir plus long sur la proposition qu'aurait faite le ministre fédéral des Finances en vue d'accroître les transferts dévolus aux provinces de l'Atlantique.

On apprenait, hier, que, selon des informations obtenues par le *New Brunswick Telegraph-Journal*, le ministre Paul Martin serait prêt à verser 4 milliards aux provinces de l'Atlantique, au cours des 10 prochaines années, pour donner un coup de pouce à leur économie.

Le ministre aurait énoncé cette hypothèse au cours du dernier caucus des députés libéraux, le mois dernier, à Edmonton, selon le journal.

Le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, Pat Binns, a réagi à cette information, vendredi, en disant qu'il était prêt à examiner toute proposition visant à mettre un terme à l'incapacité historique de cette région du pays à développer son économie.



Paul Martin

PHOTO PC

De son côté, le premier ministre de Nouvelle-Écosse, John Hamm, s'est dit ouvert à toute initiative d'Ottawa en ce domaine.

## Les pays des Amériques se penchent sur un projet de charte des droits démocratiques

ISABELLE RODRIGUE  
Presse Canadienne

OTTAWA — Quatre mois après le Sommet de Québec, les 34 pays membres de l'Organisation des États américains (OEA) devront se pencher sur l'adoption d'une charte commune de « démocratie interaméricaine ».

Ce document, qui sera présenté à l'assemblée générale de l'OEA mardi, au Pérou, découle directement de la fameuse clause sur la démocratie, adoptée à Québec. Cette clause, fortement défendue par le premier ministre Jean Chrétien au Sommet d'avril, avait pour but d'exclure les pays totalitaires des activités commerciales de l'hémisphère.

« Une condition essentielle », avait alors insisté M. Chrétien. La mesure a eu pour effet d'exclure Cuba de toutes les discussions.

Le document, élaboré à la suite de négociations entre les pays membres, fait état dès le premier article de cette notion : « Les peuples des Amériques ont droit à la démocratie et leurs gouvernements ont pour obligation de la promouvoir et de la défendre », peut-on lire dans le document.

S'ils sont adoptés sans modification, les 28 articles de cette charte encadreraient donc les

pratiques dans les pays qui voudraient faire partie de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

Reste à savoir comment l'exclusion de la participation d'un pays sera mise en oeuvre. Et c'est la principale critique soulevée à l'endroit du texte, qui n'est pas assez contraignant, selon certains.

L'article 20 du document indique que dans « le cas où il se produit dans un État membre une altération de l'ordre constitutionnel qui a de sérieuses incidences sur son ordre démocratique », le conseil permanent de l'OEA peut procéder à une évaluation et adopter des décisions.

« On trouve que le mécanisme de déclenchement du processus aurait dû être plus clair et plus objectif », souligne Nancy Thed, de l'organisme Droits et Démocraties. Plusieurs organismes avaient suggéré, sans succès, qu'un organisme indépendant de l'OEA soit responsable du mécanisme d'exclusion.

C'est également sur cet aspect que s'attarde le député bloquiste Pierre Paquette, critique en matière de commerce international. « C'est en retrait de ce qu'il y avait dans la clause démocratique de Québec (...) où l'article était beaucoup plus clair. »

## Un débrayage perturbé pour les fonctionnaires fédéraux

Presse Canadienne

DIVERS INCIDENTS ont marqué la journée de débrayage organisée par les fonctionnaires fédéraux, hier, dans l'ensemble du pays. Au Québec, quelque 18 000 fonctionnaires fédéraux ne sont pas entrés au travail.

Tôt le matin, à Montréal, un millier d'entre eux ont installé un piquet de grève devant un immeuble du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, au centre-ville, où l'escouade tactique de la police a tenté en vain de faire pénétrer un convoi de 11 autobus. D'autres manifestants se sont rassemblés devant un bureau d'assurance-emploi du centre-ville.

Dans la région de Québec, les policiers sont intervenus à deux reprises pour escorter une centaine de personnes qui voulaient

franchir un piquet de grève devant la gare du Palais. Des fonctionnaires ont aussi manifesté devant la base militaire de Valcartier et les bureaux du ministère du Développement des ressources humaines.

Les fonctionnaires protestent contre les offres salariales du gouvernement Chrétien, qu'ils jugent insuffisantes. L'Alliance canadienne de la fonction publique, qui réclame des augmentations de 15 % en trois ans, a quitté la table des négociations, le 30 août, à la suite du refus du Conseil du Trésor fédéral de bonifier son offre de 8,5 % pour la même période.

L'Alliance, qui représente quelque 65 000 travailleurs au pays, prévient le gouvernement que si de nouvelles offres ne sont pas déposées bientôt, les moyens de pression vont s'intensifier.

### FAITES FORTUNE AVEC L'IMMOBILIER

#### LA BOURSE ↑ L'IMMOBILIER ↓

Les millionnaires ne sont pas 100 fois, ni même 10 fois plus brillants que vous; toutefois dans les faits, ils gagnent 10 fois, 50 fois et même 100 fois plus d'argent que vous. Travaillent-ils beaucoup plus que vous? **D'AUCUNE FAÇON.** Même si vous ne travaillez que 20 heures par semaine, il est physiquement impossible que ces personnes, s'affairent 10 fois plus que vous (il n'y a que 168 heures dans une semaine, et personne ne peut en avoir plus).

Saviez-vous que parmi les gens qui ont fait fortune, la plupart l'ont fait en investissant dans l'immobilier. Ce genre de placement vous offre la plus grande stabilité existante sur le marché et, règle générale, suit l'inflation. Il n'est pas soumis aux fluctuations émotives du marché comme les autres genres d'investissement disponibles. L'immobilier est le genre de placement qui a toujours le mieux traversé toutes les crises économiques. Il est possible d'acheter des immeubles avec aussi peu que 5 % du prix d'achat et, dans certains cas, **SANS AUCUN COMPTANT.** Profitez de ce cycle, l'immobilier est le secteur de l'activité économique qui nous offre actuellement d'excellentes opportunités.

**QUI DEVRAIT ASSISTER À CE SÉMINAIRE :**  
Les gens qui ont à cœur leur sécurité financière, qui veulent s'assurer une retraite dorée, qui en ont assez de vivre d'une paie à l'autre, qui veulent profiter de la vie immédiatement, s'assurer de pouvoir payer des études à leurs enfants, se payer de beaux voyages, avoir plus de temps libres, travailler moins, bref avoir une vie plus agréable et surtout en avoir le contrôle.

**CE QUE VOUS APPRENDREZ PENDANT CES 6 HEURES :**  
Comment: se construire un excellent crédit - identifier des immeubles jusqu'à 50% en bas de leur valeur - déterminer la valeur d'un immeuble - choisir le bon immeuble - faire un profit instantané à l'achat - négocier vos acquisitions - augmenter votre avoir net de 100% par année - acheter avec le minimum de comptant - identifier les sources d'argent - les différentes techniques de profit - faire du profit avec des propriétés en détresse - les reprises bancaires - se construire une fortune - gérer ses immeubles ou ne serais-ce qu'acheter une résidence au prix du gros pour y habiter.

**LE SAMEDI 15 SEPTEMBRE 2001 de 9h à 16h**  
**H TEL DES GOUVERNEURS**  
**LE CHARRON**  
**LONGUEUIL**

**PRIX: 250 \$ TAXES (MATÉRIEL DE COURS INCLUS)**  
**Réservez immédiatement: (450) 679-0261**  
Formateurs: Jacques Lépine M.B.A.  
Ginette Méroz, avocate  
GROUPE FORSYTHE INTERNATIONAL INC.  
Organisme accrédité par la Loi 90 SQDM.

## C'EST ENCORE MIEUX QUAND C'EST MEILLEUR!

### L'ÉVÈNEMENT « LE MEILLEUR DE NISSAN »

# 399\$

/mois\*

**0\$acompte disponible**  
Transport et préparation inclus!

### LE MIEUX C'EST D'EN PROFITER!

- Transmission automatique
- Ensemble agrément
- Radio AM/FM/CD avec 6 haut-parleurs, 120 watts
- Climatiser avec régulateur automatique
- Freins ABS et à disque aux 4 roues
- Moteur V6 de 255 chevaux
- Système antivol et antidémarrage avec clé à puce
- Assistance routière 24h

## 4,8%

financement à l'achat!\*\*

# MAXIMA

## 2002

**NISSAN**  
TOUJOURS PLUS LOIN.

\*Location de 48 mois pour la Maxima GXE 2002 (U4RG72 AA.00). Acompte ou échange équivalent de 3995 \$. Limite de 24 000 km par année avec 0,10\$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. \*\*Taux de financement de 4,8 % à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. TOUJOURS PLUS LOIN et le logo NISSAN sont des marques de commerce de Nissan.

www.nissanmontreal.com www.nissancanada.com 1 800 387-0122

## FÉLICITATIONS!

### DEUX PROFESSEURS DE L'UQAM REÇOIVENT LES PRIX D'EXCELLENCE 2001 DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

**Renald Legendre : Prix d'excellence en enseignement 2001**  
Arrivé au Département des sciences de l'éducation en 1973, M. Legendre est le directeur actuel du Centre d'études, de recherches et de consultations lexicologiques en éducation. Selon l'hommage qui lui a été rendu, « sa connaissance concrète du milieu scolaire, alliée à sa pensée éducative novatrice centrée sur les besoins personnels, culturels et sociaux, constitue un heureux contrepoint à un discours dominant trop souvent utilitariste. Le professeur Legendre constitue un modèle de pédagogie. »

**Philip Merrigan : Prix d'excellence en recherche 2001**  
Œuvrant au sein du Département des sciences économiques de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM depuis 1991, M. Merrigan est un chercheur reconnu et respecté en économie du travail. On lui reconnaît une maîtrise exceptionnelle de l'exploitation des grandes banques de données, notamment celle de Statistique Canada, et du traitement de leurs multiples variables. Ses pairs soulignent également la rigueur des méthodes statistiques et économétriques raffinées qu'il applique à ses sujets de recherche.

### FÉLICITATIONS AUX DEUX LAURÉATS !

## UQAM

L'avenir est ici

# Chrétien entrouvre la porte à sa succession

Il conseille aux ministres de modérer leurs ardeurs et de se concentrer sur leurs fonctions

Presse Canadienne

OTTAWA — Le premier ministre Jean Chrétien a invité hier les ministres de son cabinet qui convoitent son poste à modérer leurs ardeurs, car il envisage bien d'être encore aux rênes du gouvernement au moins jusqu'à avril 2003 et leur a conseillé plutôt de se concentrer sur leurs fonctions.

Il a toutefois entrouvert, pour la première fois, la porte à une course à sa succession en indiquant ne pas se formaliser du fait que certains de ses ministres cherchent à se faire valoir en tant que successeurs éventuels, pourvu qu'ils n'oublient pas leurs priorités.

M. Chrétien a déclaré précisément à la CBC qu'il serait en poste pour le 40<sup>e</sup> anniversaire de son entrée en politique fédérale et a répété qu'il n'avait pas encore décidé s'il allait se faire réélire pour un quatrième mandat.

« Ils (les ministres) doivent d'abord s'acquitter de leurs tâches et ils le savent », a-t-il expliqué. « Parce que s'ils ne font pas leur travail, ils auront beaucoup de temps pour faire campagne de l'arrière-ban. »

Le chef du gouvernement a confié vouloir s'acquitter de son mandat le plus longtemps possible tout en laissant du temps à son successeur éventuel pour prendre les rênes.

Soucieux de ne pas se prononcer en faveur de l'un ou l'autre, il a dit voir d'un bon œil tous les candidats potentiels — John Manley, Paul Martin, Allan Rock, Sheila Copps et Brian Tobin — nommés jusqu'à maintenant.

« Je tire une grande satisfaction du fait d'avoir été en mesure de diriger un parti... et un gouvernement et de former des candidats qui peuvent bien me remplacer. »

De son côté, Brian Tobin, considéré comme le candidat négligé dans la course non officielle, a persisté à dire, dans une interview accordée à la *Presse Canadienne* et à *Broadcast News* qu'il n'y avait pas actuellement de course à la direction du Parti libéral.

Et tandis que ses organisateurs travaillent à réunir des appuis et des fonds pour soutenir sa candidature, le ministre de l'Industrie demeure foncièrement loyal à son chef et surveille ses paroles.

Le ministre des Finances, Paul Martin, considéré comme étant en tête des candidats, refuse d'être interviewé sur la question.

Le ministre des Affaires étrangères, John Manley, reconnaît convoiter le poste, mais souligne qu'il ne fait rien en ce sens tant que M. Chrétien n'aura pas décidé de son avenir.

M. Tobin quant à lui s'est borné à dire jeudi avec un sourire qu'il n'y avait pas de course au leadership et qu'il n'y en aurait peut-être pas avant dix ans.

Mais loin des micros, Brian Tobin s'efforce de faire la promotion de sa candidature qui a des années de retard sur ses principaux rivaux. Ses partisans ont déjà amassé un trésor de guerre de plus de 3 millions.

Le ministre de l'Industrie s'est même mis à l'étude intensive du français, d'abord en prenant des vacances en France cet été et la semaine prochaine à Québec pour acquérir de la pratique.



Photo PC

Jean Chrétien a déclaré qu'il serait en poste pour le 40<sup>e</sup> anniversaire de son entrée en politique fédérale.

## La GRC admet avoir commis des erreurs au sommet de l'APEC

NAHLAH AYED  
Presse Canadienne

OTTAWA — Le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), Giuliano Zaccardelli, a reconnu hier que la police fédérale avait commis des erreurs en tentant de contrôler les manifestants au sommet de l'APEC, en 1997, à Vancouver.

Les policiers de la GRC ont tiré des leçons de cet incident, a-t-il ajouté.

C'était la première réaction officielle de la GRC au rapport que l'ex-juge Ted Hughes a rendu public le mois dernier. M. Hughes a présidé l'enquête sur les affrontements qui ont opposé la police et les manifestants, il y a près de quatre ans, sur le campus de l'Université de la Colombie-Britannique.

Des manifestants avaient alors été arrosés de gaz poivre, certains avaient subi des fouilles à nu, des banderoles avaient été confisquées et la police avait procédé à plus de 40 arrestations.

« Je reconnais que la GRC a commis des erreurs dans la planification des mesures de sécurité pour le sommet de l'APEC », a déclaré le commissaire Zaccardelli, au cours d'une conférence de presse.

« Le processus de planification utilisé à l'APEC n'a pas servi et ne servira pas à d'autres événements touchant la sécurité », a-t-il ajouté.

Le rapport d'enquête a conclu que la police avait enfreint les droits des manifestants et que certains policiers n'avaient pas respecté les normes de compétence, de professionnalisme et d'efficacité

auxquelles on est en droit de s'attendre de leur part.

M. Hughes a aussi souligné que certains hauts fonctionnaires, dont l'un des bras droits du premier ministre Jean Chrétien, Jean Carle, avaient tenté d'influencer le travail de la police.

M. Carle avait demandé à ce que les manifestants soient éloignés d'un secteur situé près de l'endroit où avait lieu le sommet.

Le rapport a conclu que les dirigeants de la GRC avaient cédé à l'influence et à l'ingérence du gou-

vernement, dans un domaine où cette influence et cette ingérence étaient inappropriées.

En conférence de presse, le commissaire Zaccardelli a commencé par dire qu'il acceptait les conclusions du rapport Hughes au sujet des agissements de M. Carle.

Plus tard, il a cependant déclaré qu'aucune pression n'avait été exercée pour obliger la GRC à faire quoi que ce soit, et qu'il ne lui appartenait pas de déterminer si M. Carle avait agi ou non de façon inappropriée.

M. Zaccardelli a néanmoins précisé que les questions de sécurité devaient demeurer sous la responsabilité de la GRC, qui profite de l'expertise de spécialistes.

Le commissaire a évoqué certaines mesures prises pour s'assurer que des incidents semblables à ceux qui sont survenus au sommet de l'APEC ne se reproduisent plus. Le comportement des policiers au Sommet des Amériques — tenu à Québec plus tôt cette année — était approprié, a aussi souligné le commissaire Zaccardelli.

**SAVOIR ÊTRE DIFFÉRENT**

**NOTRE-DAME**

Le Collège Notre-dame vous invite à ses journées PORTES OUVERTES. En compagnie de votre enfant, vous pourrez échanger avec le personnel et les élèves.

Pour réserver votre place aux examens d'admission ou pour obtenir plus de renseignements, veuillez communiquer avec notre service d'information au numéro suivant : (514) 739-1739

**Cours complet pour les filles et les garçons de 1<sup>re</sup> à 5<sup>e</sup> secondaire**

**PORTES OUVERTES**

Jeudi 11 octobre 2001  
de 14h à 16h

Dimanche 14 octobre 2001  
de 10h à 16h

[www.collegenotre-dame.qc.ca](http://www.collegenotre-dame.qc.ca)

**Toujours à bon prix!**

|                                     |                                       |                                            |                                           |                                            |
|-------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------|-------------------------------------------|--------------------------------------------|
| G4 733 MHz<br>2489 <sup>99</sup> \$ | iMac 500 MHz<br>1489 <sup>99</sup> \$ | PowerBook 400 MHz<br>3299 <sup>99</sup> \$ | iBook 500 MHz CD<br>1999 <sup>99</sup> \$ | AppleDisplay 17po<br>1539 <sup>99</sup> \$ |
|-------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------|-------------------------------------------|--------------------------------------------|

Une grande sélection de produits en magasin • un service technique réputé

Le tout à des prix incroyables !

Ordinateurs Apple et accessoires, logiciels, caméscopes et appareils photo numériques, cartouches d'encre, papier, matériel d'artiste et d'art graphique et beaucoup plus encore...

**B.Mac**  
Le supermagasin Apple

Spécialiste Apple  
Centre de service autorisé

**Centre-ville:** 463, rue Sainte-Catherine Ouest, 2<sup>e</sup> étage • (514) 842-2571  
**Montréal:** 5580, rue Paré • (514) 738-9955    **Laval:** 2600C, boul. Daniel-Johnson • (450) 688-4966  
**Ottawa:** 1541, rue Merivale (613) 226-2799

\* Détails en magasin. Taxes en sus. Apple, le logo Apple, iMac, iBook, PowerBook, G4 et AppleDisplay sont des marques déposées de Apple Computer Inc.

**LA CORDÉE**

**GRANDE OUVERTURE**

**À LAVAL**

**La Cordée Plein Air**

La plus grande boutique de plein air au Québec ouvre ses portes à Laval

**jeudi le 13 septembre dès 9 h**

**CELTROPOLIS**  
LAVAL

Au 2777, boul. St-Martin Ouest (angle autoroute 15)

**Plusieurs spéciaux d'ouverture en magasin**

**Jusqu'à 50% de rabais**

**sur certains produits** (à la succursale de Laval seulement)

**Heures d'ouverture**  
Jeudi et vendredi 9 h à 21 h • Samedi 9 h à 17 h • Dimanche 10 h à 17 h

[www.lacordee.com](http://www.lacordee.com)

QUÉBEC

# Bacon, le film laisse un arrière-goût désagréable aux producteurs de porc

JUDITH LACHAPELLE

CLÉMENT POULIOT et ses collègues de la Fédération des producteurs de porc du Québec ont vu le documentaire *Bacon, le film*, du réalisateur Hugo Latulipe. Mais bien qu'il parle de leur industrie, ils disent ne pas s'être reconnus à travers les propos « tendancieux » du cinéaste. Où, demande Clément Pouliot, parle-t-on des récents efforts des producteurs sur le plan environnemental ? De la qualité de leurs produits ? Du fait que l'industrie porcine québécoise est perçue comme « un modèle de production exemplaire reconnu à travers le monde » ?

Le documentaire, produit par l'Office national du film, dresse un portrait assez sombre de l'industrie porcine au Québec, de ses conséquences inquiétantes sur l'environnement et de la lutte acharnée — et

souvent vaine — des citoyens qui veulent empêcher les porcheries de s'installer chez eux. Le réalisateur Hugo Latulipe, un ancien de la *Course Destination Monde*, ne cache d'ailleurs pas son scepticisme et son inquiétude face à l'attitude de l'État qui, dit-il, subventionne grassement cette industrie et ignore les plaintes des citoyens.

À ce sujet, il est clair que le réalisateur et les producteurs de porc ne voient pas le rôle de l'État de la même façon. « Eux parlent de collusion, dit Clément Pouliot. Nous, on parle de partenariat. C'est comme ça qu'on arrive à relever les défis. »

Le président s'étonne également devant la vision « nostalgique » de l'agriculture qui est présentée par les opposants. « On dirait qu'ils veulent revenir à l'époque des chevaux et des boeufs... »

M. Pouliot ne réfute pas les statistiques évoquées dans le docu-

mentaire sur la contamination de l'eau par le lisier ou le nombre de porcs qui augmente sans cesse. Les données ne sont pas nouvelles, elles ont été tirées de différents rapports publiés au fil des ans par divers organismes, dont le Vérificateur général et le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. Il haussera cependant un sourcil quand on évoquera l'information selon laquelle le tiers des terres agricoles de la province où on répand le lisier de porc commencent à montrer des signes d'infertilité. « Moi-même, je cultive 300 acres, et je ne vois pas de signes d'infertilité... » Les producteurs de porc cultivent surtout le maïs, l'une des seules plantes à pouvoir absorber le phosphore contenu dans le lisier de porc et qui constitue la principale source d'alimentation du bétail. Mais le maïs est également reconnu comme une

plante qui use beaucoup plus les sols que les autres.

Quant à l'opposition des citoyens dans certaines municipalités, Clément Pouliot plaide pour le droit de produire à partir du moment où les lois environnementales sont respectées. « On vit quand même en démocratie. La population peut se prononcer, elle nomme ses représentants qui font les lois. Et elle a l'occasion de se prononcer chaque fois qu'elle achète nos produits, qui sont de très grande qualité. »

## L'Union paysanne s'en mêle

À l'opposé de la Fédération des producteurs de porc, l'Union paysanne (qui regroupe des agriculteurs, des éleveurs, des consommateurs, de la ville ou de la campagne) réclame la fin du « massacre de l'industrie porcine en régime ». Les porte-parole de l'Union,

Roméo Bouchard et Maxime Laplante, participent également au film *Bacon*.

L'Union paysanne demande notamment au gouvernement de « déclarer un moratoire sur toute nouvelle autorisation de porcherie tant qu'on n'aura pas mis au point, de pair avec les citoyens, un encadrement crédible de cette production qui garantisse qu'elle ne mettra pas en danger l'eau, les sols, le bien-être et la santé des animaux et l'équilibre socio-économique du milieu rural ».

Des référendums sur les nouveaux projets de porcheries devraient pouvoir avoir lieu dans les municipalités où les citoyens le réclament, ajoute l'Union. Elle suggère enfin de privilégier les petits élevages sur litière compostée, une méthode plus coûteuse mais moins polluante que l'épandage de lisier liquide.

# Montréal ne sera pas forcé de tourner à droite

SILVIA GALIPEAU

SI MONTRÉAL ne veut pas du virage à droite au feu rouge, on ne le lui imposera pas. Quoi qu'emballé par l'expérience pilote du virage à droite menée dans plusieurs régions, le ministre des Transports ne compte pas l'imposer coûte que coûte à Montréal. Si la métropole n'en veut pas, il ne la forcera pas.

« Ma décision n'est pas prise. Mais je vous avoue que je n'ai pas l'intention de faire de bataille », a déclaré Guy Chevrette hier.

Depuis janvier, 26 municipalités de la province font l'expérience du fameux virage à droite. Le gouvernement doit faire un bilan du projet pilote dans les mois qui viennent, et décider s'il l'étend à toute la province. Jusqu'ici, « il n'y a rien d'anormal, s'est félicité Guy Chevrette. Il y a eu un seul accident avec blessure légère, mais nous ne sommes même pas sûrs que ce soit dû au virage à droite. Et c'était en Abitibi, où cela tourne (à droite) depuis cinq ans. »

Le ministre se félicite de ces bons résultats. Alors qu'on lui avait prédit « les pires problèmes », voire « la mort des piétons », il s'est dit « ravi » de voir que les conducteurs québécois n'étaient « pas plus fous qu'ailleurs », à savoir pas plus fous que les Ontariens ou les Américains, qui tournent à droite au feu rouge depuis des années déjà.

Mais pour ce qui est de Montréal, le ministre reconnaît qu'il y a eu davantage de réticences exprimées. Du maire Pierre Bourque aux coalitions de personnes handicapées ou de personnes âgées, de nombreuses voix se sont élevées contre le projet. « Je n'ai pas l'intention de faire une guerre avec ceux qui ne veulent pas », a répété Guy Chevrette.

Sa décision n'est toutefois pas arrêtée et plusieurs scénarios sont envisageables : tout le Québec sauf Montréal, tout le Québec incluant Montréal d'ici deux ans, des échanciers différents selon les régions, etc. « Ma décision n'est pas prise, a-t-il ajouté. Il y a encore des coûts à analyser, les coûts de la signalisation, de la promotion. »

De son côté, Pierre Bourque ne démord pas de sa position. « Montréal, c'est beaucoup de personnes âgées, beaucoup de jeunes familles, beaucoup de poussettes, beaucoup de monde. Il y a 500 000 voitures qui viennent à Montréal chaque jour, des camions, des autobus, etc. C'est un autre monde. »

Son rival à la mairie de la future grande ville de Montréal, Gerald Tremblay, est moins catégorique. Opposé au virage à droite au centre-ville, il n'y voit pas de problème dans les régions où il n'y a pas de « haute densité de population », a affirmé hier son attachée de presse, Denise Courteau.

# Québec planifie l'ABC de l'alphabétisation

LIA LEVESQUE

Presse Canadienne

CONFRONTÉ À DES chiffres alarmants en matière d'analphabetisme qui stagnent depuis des années, Québec lance une campagne de promotion de l'alphabétisation.

Le ministre de l'Éducation François Legault s'est déplacé dans le métro de Montréal, hier, pour lancer la campagne, en insistant sur la nécessité de toucher ces gens qui ont des problèmes à lire, écrire et compter et qui restent dans l'isolement.

Les autorités estiment qu'au Québec, 1 million de personnes éprouveraient des difficultés à lire, à écrire, à compter. De ce nombre, 610 000 ont moins de 65 ans et n'ont pas terminé leur 3<sup>e</sup> année de secondaire.

Le phénomène touche aussi les jeunes, puisque 70 000 personnes de moins de 30 ans n'ont pas terminé leur 3<sup>e</sup> année de secondaire, a souligné le ministre Legault, au

cours d'une rencontre avec les journalistes. Pour le moment, le ministre ne s'est pas fixé d'objectif précis en matière d'alphabétisation. Il attendra, pour ce faire, l'issue d'une consultation publique qui doit être menée à l'égard du « Projet de politique de l'éducation des adultes dans une perspective de formation continue ». Ce projet de politique a été lancé en mai dernier et doit faire l'objet d'une consultation, en octobre. « On a promis non seulement une politique, mais un plan d'action d'ici la fin de l'année. On aura, dans cette politique et ce plan d'action, des objectifs concrets, des cibles concrètes pour réduire le nombre d'analphabetes. Ce que je souhaite, idéalement, c'est de donner à chaque région, à chaque localité, des cibles concrètes pour être capable de réduire à chaque endroit au Québec le nombre d'analphabetes », a confié le ministre Legault.

La campagne a pour thème « savoir lire, écrire et compter, c'est profiter de la vie ».



Photo PC

Le renvoi d'une question par une province à son plus haut tribunal reste une procédure exceptionnelle, a fait valoir hier M. Bégin. Québec ne l'avait pas utilisé depuis 1989.

# Bégin contestera le projet de loi sur les jeunes contrevenants en Cour d'appel

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le gouvernement du Québec va reporter l'application du projet de loi fédéral C-7 sur les jeunes contrevenants. Le procureur général Paul Bégin a déposé hier un renvoi en Cour d'appel du Québec pour vérifier, notamment, si le projet de loi est conforme aux conventions internationales sur les droits de l'enfant.

Il faut s'attendre à ce que la Cour d'appel du Québec prenne « quelques mois » voire un an avant de prendre position. Son avis sera probablement soumis, par la suite, à l'attention de la Cour suprême, a indiqué hier le ministre Bégin en conférence de presse.

Le renvoi d'une question par une province à son plus haut tribunal reste une procédure exceptionnelle, a fait valoir hier M. Bégin. Québec ne l'avait pas utilisé depuis 1989 et le plus récent cas à s'être présenté au Canada remonte à trois ans. L'Alberta avait alors décidé de tester les intentions fédérales sur le contrôle des armes à feu.

Le projet de loi C-7 n'est pas encore adopté. Hier, le ministre Bégin disait douter que le gouvernement fédéral décide d'aller de l'avant sans avoir au préalable

reçu l'avis de la Cour d'appel du Québec. Pour le ministre Bégin, le Québec n'est pas isolé dans son opposition au projet de loi : l'ensemble des autres provinces réclame qu'Ottawa le mette de côté, pour des raisons diverses toutefois.

Le projet de loi fédéral nie, selon lui, le droit des jeunes prévenus à la réhabilitation, une orientation qui constitue la base des interventions dans ce domaine au Québec. Les groupes qui se consacrent à la réinsertion sociale des jeunes délinquants au Québec se sont d'ailleurs vivement opposés au projet de loi C-7 a rappelé M. Bégin. Aussi, l'Assemblée nationale, unanimement, a dénoncé les intentions d'Ottawa face aux jeunes contrevenants.

En pratique, Québec pose six questions sur le projet de loi fédéral au plus haut tribunal provincial. La Cour devra dire si le projet de loi C-7 « permet l'expression des particularités des diverses provinces dans l'exercice de leur responsabilité relative à la protection de l'enfance ». Surtout, d'insister M. Bégin, le tribunal devra dire si le projet est compatible avec le droit international, notamment la convention relative aux droits de l'enfant.



ÉCOLE  
SECONDAIRE  
DUVAL  
Fondée en 1966

## Le diplôme d'études secondaires (secteur jeunes)

Permis 316501

### Formation générale Ire à 5e secondaire

Désirez-vous?...

- Compléter votre diplôme d'études secondaires en peu de temps?...
- Reprendre certains cours échoués?...
- Répondre aux nouvelles exigences du collégial?...
- Améliorer un résultat considéré faible?...
- Possibilité de débiter en tout temps.
- Choix d'horaire selon vos disponibilités.
- Deux sessions d'examen du ministère de l'Éducation par année.

Nouvelle adresse

L'école secondaire Duval vous offre, par son enseignement individualisé et dynamique, l'opportunité d'avancer à votre propre rythme.

### Cours du samedi :

pour prévenir un échec...

L'école offre aussi des cours le samedi pour l'élève qui désire: améliorer un résultat considéré faible (prévenir l'échec); reprendre un cours échoué; suivre un cours obligatoire pour l'admission au collégial; suivre le cours mathématiques 436 et / ou sciences physiques 436.

...une école à la mesure de vos ambitions.

Pour renseignements :

...à deux pas  
du Henri-Bourassa

(514) 382-6070

260, boul. Henri-Bourassa, Est / Montréal (Québec) H3L 1B8



**PROFITEZ DU SAVOIR-FAIRE DE L'ITHQ**  
Faîtes vite, les places sont limitées.

**Québec**  
ITHQ  
INSTITUT DE  
D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC

[www.ithq.qc.ca](http://www.ithq.qc.ca)

**FORMATION POUR TOUS**

**Cours pratiques, démonstrations et dégustations** (soirs ou fins de semaine)

- CUISINE POUR DEUX EN 30 MINUTES
- CANARD AU MENU
- ÉTIQUETTE À TABLE
- BIÈRES DE MICROBRASSERIES QUÉBÉCOISES

ET PLUSIEURS AUTRES

**Pour l'information et inscription**  
REGISTRARIAT  
(514) 282-5113 ou 1 800 361-5111, p. 5113

[www.ithq.qc.ca](http://www.ithq.qc.ca)  
(rubrique Cours grand public)

**SHERBROOKE**

# « Un pays mort d'épuisement, de folie et de mensonge »

René-Daniel Dubois fait une sortie volontairement provocatrice contre les « Québécois fascistes »

SILVIA GALIPEAU

« CE PAYS est en train de mourir. Il est déjà mort. De ses mensonges, et comme il est terrible d'apprendre que l'on appartient à un peuple complice et solidaire des haineux. »

Ce peuple « complice », « solidaire des haineux », c'est nous, les Québécois, tous des descendants de fascistes, s'il faut en croire les propos tenus par le dramaturge René-Daniel Dubois, dans un texte pamphlétaire et volontairement provocateur, qu'il doit interpréter demain à 17h sur les ondes de la chaîne culturelle de Radio-Canada, à l'émission du comédien Alexis Martin.

« Ce pays est mort. Mort d'épuisement, de folie et de mensonge », répète-t-il. Il n'y a jamais eu de fascistes ici, pensez-vous ? C'est ce que vous avez appris dans vos cours d'histoire, ce qu'on a répété sur toutes les tribunes, dans les médias, les revues spécialisées, et les documentaires ? N'y croyez rien, vous répondra-t-il. Déjà, pour moi, ce n'est plus la découverte de l'ampleur du fascisme chez

nous, qui est accablante, mais celle du silence. Le silence d'aujourd'hui. Ce qui s'est passé à l'époque est dégoûtant, certes, et à plus d'un titre, mais le silence ! Le silence ! Comment expliquer le silence et les mensonges énormes qui continuent d'être proférés chaque jour sans la moindre pudeur ? »

Ce qui a provoqué sa « révolte », ce qui a « véritablement rivé le clou », comme il le dit lui-même, c'est un événement précis, qui l'a fait passer du « passage du statut d'observateur de mensonge, à celui de victime de mensonge ».

Que s'est-il passé ? « Voici les faits », dit-il : en 1936, alors que le gouvernement légitime d'Espagne est soumis aux attaques du général fasciste Franco, une délégation officielle du gouvernement vient au pays pour amasser des fonds, afin d'acheter des médicaments pour la population civile de Madrid. Des rassemblements ont lieu à Toronto, Hamilton et Ottawa, mais celui de Montréal est annulé. « La police prétend ne pas pouvoir assurer la sécurité des orateurs ». Une foule

de protestataires contre la tenue du rassemblement, qui n'ont de toute évidence pas été prévenus de l'annulation, s'amasse devant l'aréna où il devait avoir lieu, scandant : « À bas, à bas, à bas les communistes, à bas les juifs ! »

« Les journaux de l'époque ne précisent pas le nombre de manifestants pro-Franco, mais rapportent qu'il faudra de quatre à cinq cents policiers (...) pour les empêcher de traverser ! »

Alors que les représentants officiels espagnols n'ont pas été en mesure de récolter des fonds pour les civils malades de Madrid, quelques jours plus tard, le poète Federico García Lorca meurt « battu à coups de crosse de fusil, puis fusillé ».

Il n'en faut pas plus pour que René-Daniel Dubois enchaîne : « Vous avez tué Lorca. »

Lorca, et « au moins un millier de femmes et d'enfants d'Espagne (...) parce que la rencontre prévue, la rencontre que les fascistes avaient réussie à empêcher, avait été destinée à réunir l'argent nécessaire pour l'achat de sérums et de vaccins. »

Fascistes, nous le sommes tous depuis toujours, depuis « les jeunesses laurentiennes », « *Le Devoir* », « le chanoine Groulx », dit-il. Personne n'y échappe : les papes, les évêques, les curés, Trudeau, Michel Chartrand, Duplessis, les médias, les intellectuels et les historiens, nous sommes tous complices, dénonce-t-il.

« Aujourd'hui, j'ai enfin accepté de coucher par écrit ces pensées secrètes, ces craintes que, nombreuses, je n'ai jamais confiées à personne », dit-il, avant d'enchaîner : « Je n'en puis plus de l'atmosphère puante de cette société enferrée dans ses mensonges et ses cachotteries. »

Trop de mensonges le forcent à claquer la porte : si le « pays est mort », comme il le dit, alors lui, il est un « apatride ».

Bien connu pour son franc-parler et ses positions tranchées, René-Daniel Dubois a fait beaucoup parler de lui lors du dernier référendum, alors qu'il reprochait au Parti québécois d'embrigader les artistes. Cette fois, il revient à la charge, et ne ménage personne.

| VIOLENCE CONJUGALE |

# L'initiative de Pierre Mailloux saluée par les intervenants



Le psychiatre Pierre Mailloux

MARIE-FRANCE LÉGER

L'APPEL À LA SOLIDARITÉ envers les femmes battues lancé par le psychiatre Pierre Mailloux est perçu comme une contribution utile par les intervenants sur le terrain qui constatent une augmentation des victimes de violence conjugale.

En 2000-2001, le taux d'occupation des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence a atteint 88 %, soit une augmentation de 5 % par rapport à l'année précédente. Non seulement les femmes sont-elles plus nombreuses dans ces centres, mais elles y demeurent également plus longtemps ; par manque de logement

ou de ressources. Selon Marie-Josée Lamarre, coordonnatrice de la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec, le taux d'occupation est un révélateur fiable de la gravité de la situation. « Ça ne s'améliore pas, malgré la sensibilisation. On assiste même à un *backlash* dans le discours. On parle beaucoup de la violence des femmes », a-t-elle dénoncé.

L'an dernier au Québec, les drames conjugaux ont fait 22 morts, 19 femmes et trois hommes, selon les statistiques du ministère de la Sécurité publique. Dans les circonstances, M<sup>me</sup> Lamarre juge que l'intervention du psychiatre et animateur radiophonique peut avoir un impact positif. « Le principe est

bon. Il est toujours bon de se positionner contre la violence », convient M<sup>me</sup> Lamarre qui se demande toutefois si la méthode suggérée par le psychiatre n'est pas un peu rétrograde. Car les femmes, dit-elle, « ne doivent pas dépendre de l'action des autres pour dire non à la violence ».

Le controversé animateur de l'émission *Un psy à l'écoute* vient de publier le livre *Au secours des femmes* où sont détaillés les comportements des hommes violents et les signes qui permettent de déceler si une femme est victime de violence. Pierre Mailloux est d'avis que les hommes violents seront davantage impressionnés par leurs pairs s'ils leur démontrent qu'ils ont un comportement inacceptable. Et dans la

mesure où, évidemment, la violence n'ira pas répondre à la violence.

Ce point de vue est partagé par les intervenants. « Je pense que plus les hommes s'en parlent entre eux, plus ça peut être aidant. Ça plus d'impact si c'est un homme », convient également Marlène Poirier, directrice de la maison Carrefour pour elle, sur la Rive-Sud de Montréal.

Le syndic du Collège des médecins, François Gauthier, a préféré s'abstenir de tout commentaire sur la nouvelle « sortie » du psychiatre, étant donné que le cas Mailloux était toujours en cours devant le comité de discipline. Quatre jours de plaidoiries sont prévus en octobre.

## Le greffé du premier coeur artificiel va mieux

Agence France-Presse

LOUISVILLE — Un Américain, premier greffé à avoir reçu un coeur artificiel entièrement autonome, a quitté le service de soins intensifs du Jewish Hospital de Louisville (Kentucky, centre), ont annoncé ses médecins hier.

Robert Tools, 59 ans, « a été transféré au service d'observation jeudi », lit-on dans un communiqué.

Il continue « à avoir des hauts et des bas, mais globalement, la récupération de Bob est remarquable », a déclaré le docteur Laman Gray, qui fait partie de l'équipe de médecins de l'Université de Louisville qui l'a opéré. M. Tools a été le premier à recevoir cette nouvelle prothèse cardiaque baptisée « Abiocor Implantable Replacement Heart » (coeur greffable de remplacement Abiocor). L'Abiocor, qui n'en est qu'au stade du prototype, est équipé d'un moteur très silencieux et d'une batterie interne qui permet aux malades de disposer d'une complète liberté de mouvement, selon ses concepteurs.

Avant son opération, les médecins accordaient à Robert Tools une chance de survie de neuf pour cent.

## Honnête comme pas une

Presse Canadienne

SAVANNAH — Aux États-Unis, une femme a fait preuve d'une honnêteté peu commune. Wanda Johnson, une mère seule était résignée et apportait son téléviseur à un prêteur sur gages pour acquitter sa facture d'électricité mardi dernier, à Savannah, en Georgie. C'est à ce moment qu'elle a ramassé un sac de plastique qui était tombé d'un fourgon blindé et qui contenait 120 000 \$ US. Elle a gardé le sac pendant quatre heures et, après avoir parlé avec un prêtre, a finalement appelé la police pour signaler l'incident. La compagnie E-M Security lui a promis une récompense.

**SALON de l'ARME**

**DIMANCHE**  
9 septembre 2001  
de 9 h à 15 h

Armes antiques et modernes,  
militaria, épées, cartouches, etc.  
Achat, vente ou échange.

**PLACE DESAULNIERS**  
1023, boul. Taschereau, Longueuil

Organisé par l'Association des collectionneurs  
d'armes du Bas-Canada.

Adm. 6 \$ • Rens.: (450) 445-5801  
Prochaine exposition 18 novembre 2001

289095-1

# SI T'AS RIEN À DIRE, ÉCRIS-LE!



NOKIA 3360

Seulement

**49<sup>99</sup> \$\***  
(après remise postale)

- sonneries et graphiques téléchargeables
- jeux vibra shock

**Trois mois en prime\*\* :**

- courriel et messagerie texte
- boîte vocale
- affichage numérique des appels

| Forfait                                                                                                                 | Week-ends | Soirs/semaine | Jours/semaine |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|---------------|---------------|
| 25 \$ / mois                                                                                                            | Illimités | 150 minutes   |               |
| À partir de maintenant, les week-ends illimités commencent le vendredi à 18 heures et se terminent le lundi à 8 heures. |           |               |               |
| 25 minutes Jours/semaine en prime avec tout paiement préautorisé                                                        |           |               |               |
| Informez-vous sur nos autres forfaits.                                                                                  |           |               |               |

De plus, courez la chance de participer  
à la production du prochain vidéoclip de **Nelly Furtado**  
en vous inscrivant au **www.rogers.com/nelly<sup>†</sup>**.

Consultez le **www.rogers.com/sans-fil**, composez le **1 800 IMAGINE** ou rendez-vous chez nos distributeurs Rogers<sup>™</sup> AT&T<sup>™</sup> participants.

Cet appareil et cette couleur ne sont pas offerts dans tous les magasins. \*Applicable à toute nouvelle entente de deux ans seulement, pour les forfaits de 20 \$ ou plus par mois. Faites parvenir une preuve d'achat et vous recevrez un crédit sur la facture correspondant à un rabais de 50 \$. \*\*Vous devez souscrire à la troussé de messagerie et/ou à l'affichage numérique des appels pour recevoir la prime de trois mois sans frais. Des frais s'appliqueront après les trois premiers mois. Des frais d'accès au système s'appliqueront. Taxes applicables, interurbains et frais de déplacement en sus. †Aucun achat requis. Demandez tous les détails à votre représentant. Offre d'une durée limitée, sujette à changement sans préavis. Appelez-nous au 1 800 226-8352 pour connaître les offres spéciales à nos abonnés. <sup>™</sup>Rogers Communications inc. Utilisé sous licence. <sup>™</sup>AT&T Corp. Utilisé sous licence.



**ROGERS<sup>™</sup>**



**AT&T<sup>™</sup>**

**COMMUNICATIONS SANS FIL**

imagination sans fil

**RadioShack.**



**LA CABINE**  
TÉLÉPHONIQUE

**FUTURE SHOP**

**CELLULAND**

» **CENTRE HI-FI**



**Dumoulin**

**SEARS**

**AudioTronic**

**BUREAU EN GROS**  
Associations, Boutiques

**JITEC**  
TECHNOLOGIES

**ROGERS** **AT&T**

**MONTRÉAL**  
732, rue Ste-Catherine O.  
(514) 877-0090  
3573, boul. St-Laurent  
(514) 288-0600  
Centre Eaton  
(514) 844-6242

2360, rue Notre-Dame O.  
(514) 983-1666  
1, Place-Ville-Marie, bur. 11108  
(514) 394-0000

8984, boul. de l'Acadie  
(514) 387-9999  
1201, avenue Greene  
(514) 933-8000

5150, rue Jean-Talon O.  
(514) 341-2221  
5954, boul. Métropolitain E.  
(514) 257-8826

62244, rue St-Jacques O.  
(514) 369-4000  
Place Alexis-Nihon  
(514) 865-9949

Place Versailles  
(514) 355-0003  
Les Galeries d'Anjou  
(514) 358-0356

**BOUCHERVILLE**  
Promenades Montarville  
(450) 449-4998

**BROSSARD**  
7005, boul. Taschereau, bur. 150  
(450) 926-3111

Mail Champlain  
(450) 671-3300  
Place Portobello  
(450) 671-4744

**CHATEAUGUAY**  
129, boul. St-Jean-Baptiste  
(450) 692-2201

**DOLLARD-DES-ORMEAUX**  
33391, boul. des Sources  
(514) 683-3333

**DRUMMONDVILLE**  
1565, boul. Lemire  
(819) 478-0851

**GATINEAU**  
360, boul. Maloney O., bur. 1  
(819) 663-8580

Promenades de l'Outaouais  
(819) 561-3031

**GRANBY**  
575, boul. Boivin  
(450) 777-6612

**JOLIETTE**  
517, rue St-Charles-Borromée N.  
(450) 755-5000

**KIRKLAND**  
2758, boul. St-Charles  
(514) 428-9000

16900, route Trans-Canada  
(514) 693-9265

**LAVAL**  
1696, boul. des Laurentides  
(450) 629-6060

379, boul. Curé-Labelle  
(450) 622-0303

Centre Laval  
(450) 978-1081

3364, boul. St-Martin O.  
(450) 682-2640

241 C, boul. Samson  
(450) 969-1771

Carrefour Laval  
(450) 687-5386

**LASALLE**  
8457, boul. Newman  
(514) 368-4000

Carrefour Anguignon  
(514) 368-4230

**L'ASSOMPTION**  
814, boul. de l'Ange-Gardien N.  
(450) 585-1411

**L'ILE-PERROT**  
15, boul. Don-Quichotte  
Bureau 103A  
(514) 425-5505

**LONGUEUIL**  
1490, chemin de Chambly  
(450) 442-1566

1150, rue King-George  
(450) 448-7777

**MAGOG**  
221, rue Principale O.  
(819) 843-4455

**POINTE-CLAIRE**  
Fairview Pointe-Claire  
(514) 695-1554

**REPERTINGAY**  
110, boul. Industriel  
(450) 581-4666

Les Galeries Rive-Nord  
(450) 261-5991

**ROSEMÈRE**  
209, boul. Curé-Labelle  
(514) 971-0707

Place Rosemère  
(450) 971-2000

**SAINT-AGATHÉ**  
221, rue Principale E.  
(819) 321-3331

**SAINT-BRUNO**  
Promenades St-Bruno  
(450) 653-7472

**SAINT-EUSTACHE**  
360E, rue Arthur-Sauvé  
(450) 974-9299

**SAINT-HUBERT**  
3399, boul. Taschereau  
(450) 676-3963

**SAINT-HYACINTHE**  
Les Galeries St-Hyacinthe  
(450) 822-4650

**SAINT-JEAN**  
Carrefour Richelieu  
(450) 359-4941

**SAINT-JÉRÔME**  
108, boul. du Carrefour  
(450) 340-0334

**SAINT-LAURENT**  
438, rue Isabey, bur. 108  
(514) 745-0745

2100, boul. Marcel-Laurin  
(514) 856-1881

300, avenue Sainte-Croix  
(514) 933-7333

**SHERBROOKE**  
2980, rue King O.  
(819) 566-5555

Carrefour de l'Estrie  
(819) 822-4650

**SOREL**  
2605, chemin St-Roch  
(450) 742-6060

**TERREBONNE**  
1270, boul. Moody, bur. 10  
(450) 964-1964

Les Galeries de Terrebonne  
(450) 964-8403

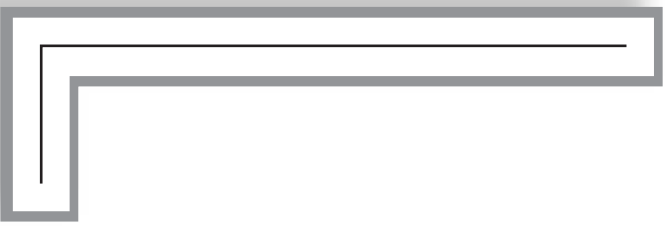
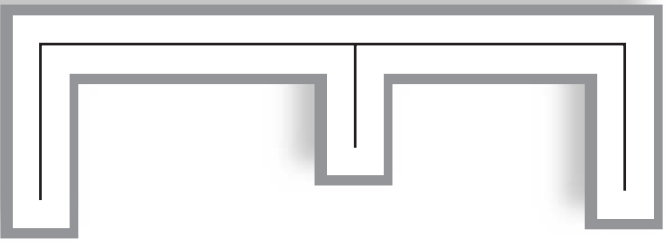
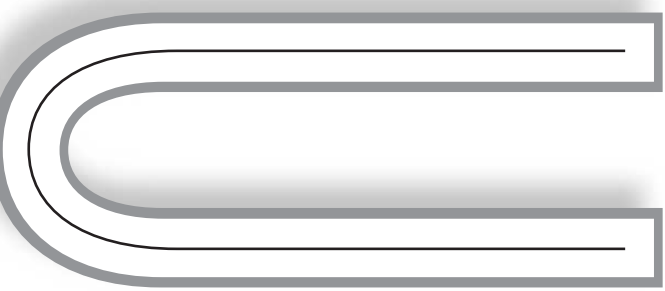
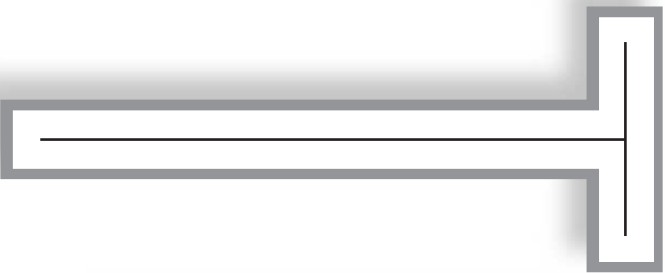
**TROIS-RIVIÈRES**  
5335, boul. des Forges  
(819) 372-5005

5635, boul. Jean-XIII  
(819) 372-5005

**VICTORIAVILLE**  
495, boul. des Bois-Francis Sud  
(819) 758-8840

# DÈS SAMEDI PROCHAIN, ACTUEL FAIT SA RENTRÉE

Le cahier Actuel fête son premier anniversaire et sera enfin publié le samedi.



## AU MENU, SAMEDI PROCHAIN:

### - Une radiographie de la génération des 18-35

par Marie Allard



et Hugo Dumas,



illustrée par Chapleau.



### - Dans votre assiette

une page hebdomadaire sur l'alimentation et ses enjeux sociaux signée Judith Lachapelle.



### - Visite libre

Nathalie Petrowski rencontre des personnalités qui bougent.



Aussi, un cahier **Plus** nouvelle formule dans lequel le «columnist» Yves Boisvert vous donne rendez-vous tous les samedis.



Les laboratoires américains et allemands de Pfizer affirment que le décès d'un consommateur de Viagra ne peut en aucun cas être relié directement au médicament.

## ALLEMAGNE

# 30 personnes sont mortes après avoir pris du Viagra

Dans le monde, on compte 616 décès depuis sa mise en marché

Agence France-Presse

BERLIN — Trente personnes en Allemagne sont mortes après avoir pris du Viagra depuis 1998, date de l'introduction sur le marché du médicament des laboratoires américains Pfizer contre l'impuissance sexuelle et les problèmes de libido, a indiqué le ministère allemand de la Santé hier.

Le ministère a confirmé une information du quotidien *Bild* en publiant la réponse qu'il avait faite à la question d'un député sur les décès ayant suivi la prise de Viagra en Allemagne.

« Si les personnes ont respecté les consignes d'utilisation, il n'y a pas de lien de causalité entre le Viagra et leur mort », a démenti la filiale allemande de Pfizer.

L'Agence allemande du médicament a souligné pour sa part qu'il n'y avait effectivement, dans un aucun cas de décès, « la preuve certaine d'un rapport causal ». Le rapport est « possible », « des indices plus ou moins probants » existent, a souligné un porte-parole de l'Agence.

Sur 104 personnes ayant signalé des effets secondaires négatifs après la prise de Viagra, 30 « sont mortes des suites d'une complication cardiaque ou de la circulation sanguine à un moment donné après la prise du médicament », a précisé le ministère, citant le rapport de l'agence allemande.

Au total, dans les pays de l'Union européenne ainsi qu'en Norvège et en Islande, 709 cas d'effets secondaires ont été recensés,

dont 77 ont été suivis d'un décès, selon l'Agence.

À l'échelle mondiale, le centre de statistiques suédois Uppsala Monitoring Center (UMC) a recensé 616 morts, grâce à la coopération de 60 pays, a rappelé le ministère, citant le rapport de l'Agence du médicament.

« La sécurité et l'efficacité du Viagra ont été prouvées depuis son introduction sur le marché et ont été confirmées par un nombre important d'études. Les spéculations sur la sécurité du Viagra ne sont pas fondées », a commenté Pfizer.

L'Agence allemande des médicaments avait dès janvier 2000 souligné les risques liés au Viagra, conseillant aux personnes souffrant de problèmes du coeur ou de la circulation de ne pas en prendre.

# Trêve à Belfast pour l'enterrement d'un adolescent protestant

Agence France-Presse

BELFAST — Pour la première fois après une semaine de violences sectaires, les élèves de l'école catholique Holy Cross de Belfast et leurs parents ont pu emprunter sans incident hier la rue à majorité protestante qui mène à leur établissement.

Les funérailles à Belfast en fin de matinée d'un adolescent protestant de 16 ans, Thomas McDonald, renversé et tué mardi à Belfast par une voiture conduite par une catholique, ont apparemment secoué les deux communautés.

De l'Italie, le pape Jean-Paul II a appelé catholiques et protestants d'Irlande du Nord « impliqués dans la violence à renoncer à l'usage des armes et à emprunter le chemin du dialogue et de la paix ».

À Belfast, le ministre à l'Irlande du Nord John Reid a multiplié les rencontres pour préparer un plan visant à désamorcer les tensions de ce quartier défavorisé, du nord de Belfast.

L'annonce d'une rencontre lundi à Londres entre John Reid et l'envoyé spécial pour l'Irlande du Nord du président américain George W. Bush, Richard Hass, est venue confirmer la volonté du gouvernement britannique d'enrayer la spirale de la violence et de redonner une impulsion au processus de paix.

Le temps presse en effet : Londres doit trouver d'ici le 23 septembre une solution à la crise qui paralyse l'Irlande du Nord depuis la démission, le 1<sup>er</sup> juillet, de son premier ministre, le protestant modéré David Trimble.

Le calendrier constitutionnel impose aux partis de trouver d'ici là un accord permettant d'élire un nouveau premier ministre, faute de quoi l'ensemble du processus de paix né des accords de 1998 pourrait s'effondrer.

Par respect pour la famille de la victime, les manifestants protestants qui s'opposent au passage des élèves catholiques dans leur quartier pour rejoindre l'école Holy Cross sont restés silencieux hier lors du passage des fillettes et de leurs parents.

Comme les jours précédents, un imposant dispositif de sécurité avait été déployé le long de la rue pour éviter tout débordement.

Vêtus de couleurs sombres en signe de deuil, plusieurs dizaines de protestants ont tourné le dos au cortège des fillettes, dont la plupart avaient retrouvé le sourire.

Cette ambiance calme et recueillie contrastait avec le concert de cornes de brumes et de sifflets qui avait accompagné le cortège la veille. Et plus encore avec les violences et les bordées d'injures qui ont émaillé les trois premiers jours de la semaine sur Ardoyne Road, culminant avec l'explosion mercredi matin d'une bombe artisanale à quelques mètres de fillettes terrorisées.

Les manifestants protestants avaient demandé aux parents catholiques de faire un geste hier pour marquer l'enterrement de Thomas McDonald, en se rendant à Holy Cross par une rue contournant leur quartier.

Sans aller jusqu'à obtempérer, les parents ont toutefois accepté de retarder un peu leur passage par Ardoyne Road.

Puis, dans la cour de l'école, ils ont observé une minute de silence et récité un « Notre Père » à la mémoire de l'adolescent protestant, lors d'une prière collective conduite par un prêtre catholique et deux révérends protestants.

À quelques kilomètres de là, sur les hauteurs de Belfast, un millier de personnes ont assisté à l'enterrement du jeune Thomas McDonald.



Photo AP

Par respect pour la famille du jeune Thomas McDonald, 16 ans, heurté mardi par une automobiliste catholique, les manifestants protestants qui s'opposent au passage des élèves catholiques dans leur quartier sont restés silencieux hier.

# Super cool.



Sanyo 4500



Samsung Uproar



Sanyo 6000



André le pingouin



Samsung T300



Victor le pingouin



Sanyo 5000



Audiovox 8100

Des téléphones offerts en exclusivité chez TELUS Mobilité.

Des téléphones pour aussi peu que 24,99\$\* Toute une famille de sans-fil super cool vous attend. Uniquement chez TELUS Mobilité. Vous en trouverez sûrement un qui vous convient. Pour obtenir les détails et connaître la disponibilité des modèles, visitez [telusmobilité.com](http://telusmobilité.com). Le futur est simple.



Magasinez en ligne à [telusmobilité.com](http://telusmobilité.com) ou appelez-nous au 1 888 810-5555

## BOUTIQUES TELUS

Les Galeries d'Anjou, Montréal  
950, rue Ste-Catherine Ouest, Montréal  
Fairview Pointe-Claire, Pointe-Claire  
Les Promenades St-Bruno, St-Bruno  
Mail Champlain, Brossard  
Place Rosemere, Rosemere

Carrefour Laval, Laval  
Centre Rockland, Mont-Royal  
Carrefour Angrignon, LaSalle  
Place Versailles, Montréal  
Place Vertu, St-Laurent

Centre du Rosier

LA CABINE  
TELEPHONIQUE

FUTURE SHOP

Compus  
Saskatoon

Maison Sony.

Damoulin  
REGION METROPOLITAINE

CENTRE HI-FI

Zellers

EN GROS

## DÉTAILLANTS TELUS MOBILITÉ AUTORISÉS

### CANDIAC

D2 Technologie  
(450) 635-5480  
DOLLARD-DES-ORMEAUX  
La Zone SCP  
(514) 421-9889

2979568A

### JOLIETTE

Multicom Communication  
2000 Inc.  
(450) 752-2266  
LASALLE  
La maison du cellulaire  
(514) 366-6665

### LAVAL

Digital Radiocommunication Inc.  
(450) 973-3443  
SRAD Communications Inc.  
(450) 622-1748  
LONGUEUIL  
Cell-Bo Communications Inc.  
(450) 468-0993

### MONTRÉAL

Action Télécom  
(514) 989-9952  
Communication  
Métropolitaine  
(514) 259-1988  
(514) 388-3533

Direct.Com  
(514) 381-3490  
Globe Mobilité  
(514) 272-0099  
Instant Page  
(514) 527-2080

Radio Service LCT Inc.  
(514) 953-4864  
Satellico Com Inc.  
(514) 387-4848

### REPENTIGNY

Technicom  
(450) 582-0085  
SAINT-LAMBERT  
TFR Communication inc.  
(450) 465-0720

### ST-JEAN-SUR-LE-RICHELIEU

Majestech Inc  
(450) 990-0547  
ST-LAURENT  
PC Page Communications Inc.  
(514) 339-1130

### TROIS-RIVIÈRES OUEST

Communication Le Rocher  
(819) 377-2424

***Bibliothèque  
et Archives  
nationales***

**Québec** 

*La Presse*

8 septembre 2001

Page A12 manquante

# Loto-Québec réprimandée pour le suicide d'un croupier

Presse Canadienne

HULL — Le suicide d'un croupier du Casino de Montréal, survenu à Hull en juillet 2000, vaut de sévères recommandations à Loto-Québec et au Casino de Montréal. Dans un rapport rendu public hier, le coroner Gaston Tremblay recommande la tolérance zéro à l'égard des clients qui se montrent menaçants autour des tables de jeux.

Le coroner établit un lien direct entre la mort d'un croupier originaire de Hull, Philippe Bussièrès, et des menaces qu'il aurait reçues quelque temps auparavant d'un joueur au Casino de Montréal.

Bussièrès, 26 ans, se trouvait dans un état dépressif lorsqu'il a embouti de plein fouet un fardier stationné sous un viaduc de l'autoroute 5, à Hull, dans la nuit du 27 juillet 2000. L'enquête a conclu à un suicide.

Il venait de quitter le domicile familial de Hull, où il avait confié à son père qu'il était l'objet de mena-

ces fréquentes de la part de clients du Casino de Montréal. Le jeune Bussièrès aurait notamment relaté le cas d'un client lui ayant demandé de tricher en ralentissant la roulette.

Devant le refus du croupier, ce client aurait répliqué : « J'te dirai pas ce que je fais avec des gars comme toi. » Ce genre d'incident avait rendu Philippe très inquiet et très dépressif, écrit le coroner en se fiant au témoignage du père.

« À ma connaissance, c'est la première fois qu'on établit directement le lien entre le suicide d'un croupier et les menaces qu'il a reçues sur son lieu de travail », a noté hier M. François Houle, porte-parole du bureau du coroner.

Le père du jeune Bussièrès, Roger, a déclaré hier qu'il attendait depuis longtemps la parution de ce rapport. « On veut toutefois consulter notre conseiller juridique avant de réagir dans les médias », a-t-il dit en entrevue téléphonique.

## LIVRE

Suite de la page A1

Pascal Assathiany, vice-président de l'Association nationale des éditeurs de livres et PDG de Dimédia. Il a aimé à un point tel qu'il a acheté — en quelque sorte : « J'en ai parlé jeudi au conseil d'administration de l'ANEL. Je trouve que ce serait fantastique si le milieu de l'édition pouvait approcher le maire Bourque et organiser, avec le soutien des autorités municipales, un événement de ce genre qui culminerait lors de la Journée mondiale du livre, en avril. Nous allons faire une proposition en ce sens à la Ville. »

Il évoque la participation des cercles de lecture, des bibliothèques, des maisons de la culture. Quant au livre élu, il devrait bien sûr « pouvoir rejoindre tout le monde ». « Un livre emblématique et de lecture accessible, choisi par un jury élargi et indépendant de toute influence », résume-t-il.

Alors, si vous faisiez partie de ce jury, quel livre choisiriez-vous ? Prenez connaissance des réponses des gens que nous avons interviewés et faites-nous part de vos propres suggestions. Tous les détails en page D1.

# Mondialisation: les syndiqués ne veulent pas rester à l'écart du débat

Agence France-Presse

BERLIN — À l'heure où Berlin et Paris lancent un groupe de travail sur la mondialisation, le mouvement syndical mondial entend ne pas être exclu du débat et s'affirmer aux côtés des États, des institutions internationales et de la société civile comme un des acteurs d'une « gouvernance mondiale ».

Cette question est au centre du 1<sup>er</sup> congrès de l'Internationale syndicale Union Network International, réuni depuis mercredi à Berlin. Mais elle est également la préoccupation de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), qui regroupe les centrales syndicales de 148 pays représentant quelque 156 millions d'adhérents.

Ces organisations internationales seront d'ailleurs présentes ensemble le 9 novembre prochain au Qatar pour l'ouverture de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, où elles espèrent bien faire entendre la voix des syndicats.

Nous voulons à cette occasion « faire savoir aux gouvernements que les règles du commerce et des investissements sont des choses

trop importantes pour être fixées derrière des portes closes ou laissées aux économistes », a déclaré à Berlin le secrétaire général de la CISL, Bill Jordan, en annonçant pour le même jour une journée d'action mondiale des syndicats.

« L'antidote aux échecs de Seattle et de Gênes, ce n'est pas d'avantage de mesures de sécurité, mais le dialogue avec les syndicats et les autres organisations », a souligné en écho le secrétaire général de l'UNI, Philip Jennings.

Fer de lance du « contrôle politique et social » sur la mondialisation, Frank Bsirske, le président du nouveau syndicat allemand des services, Verdi, né de la fusion de plusieurs syndicats membres de la centrale DGB et fort de près de 3 millions d'adhérents, a résumé le programme « antimondialisation » qui pourrait devenir celui des organisations syndicales mondiales et qui recoupe sur de nombreux points celui d'associations comme Attac.

Celui-ci préconise notamment « la démocratisation des structures du FMI et de la Banque mondiale, la création d'un comité consultatif des syndicats au sein de l'OMC » et

la prise en compte par cette dernière des questions d'environnement et de protection sociale. Mais il demande aussi des mesures pour stabiliser les échanges et les évolutions monétaires, par l'intermédiaire de fonds régionaux, un contrôle par les États des transferts de capitaux à court terme, et l'instauration de la taxe Tobin.

Pour sa part, Bill Jordan considère que l'Organisation internationale du travail devrait devenir un des piliers de la globalisation » afin, a-t-il dit, de « lui donner sa dimension sociale ».

La prise en considération par le mouvement syndical mondial des changements induits par la mondialisation pourrait toutefois, à plus ou moins long terme, ne pas rester sans conséquence pour ses structures.

Selon Bill Jordan, « qu'on le veuille ou non, les revendications nationales et internationales des syndicats sont de plus en plus imbriquées et les réponses nationales, dans un splendide isolement avec les travailleurs du reste du monde, sont souvent inefficaces et parfois inutiles ». « La vieille forme du syndicalisme doit changer. »

**SOLARIUMS**  
**Zytco**  
2973233A  
  
NOUVEAU  
VERRE  
SUPER-ISO  
BLOCK

**VASTE SÉLECTION DE**  
**MODÈLES DE SOLARIUMS**  
**TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS**  
**CLASSIQUE, CATHÉDRALE, EUROPÉEN,**  
**CONSERVATOIRE, WINDSOR, VICTORIEN**  
**ALUMINIUM OU CÈDRE**  
4940 CHEMIN BOIS-FRANC  
ST-LAURENT, QC, H4S 1A7  
**WWW.ZYTCO.COM**  
**514-335-2050**  
**800-361-9232**

**La Galerie Art Sélect inc.**  
la galerie  
Importateur de meubles exclusifs de France

Du 25 août au 15 septembre  
**SOLDE D'ÉTÉ**  
Profitez de réductions sur tous les meubles de votre choix à des prix avantageux.



Une réduction exceptionnelle de 40 % applicable sur les mobiliers de salon en magasin

100, av. Laurier Ouest, Montréal QC H2T 2N7  
Tél. : (514) 273-7088  
Fermé les dimanches et lundis

**loto-québec**  
**CaMini**  
Tirage du: 2001-09-07

| NUMÉROS |          | LOTS  |         | NUMÉROS |  | LOTS |  |
|---------|----------|-------|---------|---------|--|------|--|
| 177641  | 50 000\$ | 17764 | 1 000\$ |         |  |      |  |
| 77641   | 5 000\$  | 1776  | 100\$   |         |  |      |  |
| 7641    | 250\$    | 177   | 10\$    |         |  |      |  |
| 641     | 25\$     |       |         |         |  |      |  |
| 41      | 5\$      |       |         |         |  |      |  |

**1 Pontiac SUNFIRE\***  
(numéros non décomposables)  
**500B840**

**5 lots de 1 000 \$**  
(numéros non décomposables)  
146A657 260B151  
309A289 576B346  
562A061

**15 lots de 500 \$** (numéros non décomposables)  
161A184 399A117 578A199 433B649  
275A242 427A375 192B798 534B470  
283A466 534A527 265B746 593B759  
378A922 546A078 279B520

**30 lots de 250 \$** (numéros non décomposables)  
164A436 516A469 265B706 412B398  
208A600 541A664 322B982 453B111  
233A113 561A677 351B710 471B236  
291A244 581A265 352B170 497B120  
298A950 102B486 365B160 524B734  
378A709 175B648 365B336 533B667  
481A811 176B115 370B631 594B620  
505A874 193B038

**Le jeu doit rester un jeu.**  
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.  
**51 autres lots bonis le vendredi 14 septembre**

**Événement annuel**  
**Le retour des grands classiques**  
Des aubaines incroyables durant tout le mois de septembre!

| Literie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Literie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Matelas                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Salle de bain                                                                                                                                                                                                           | Salle de bain                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Duvets</b><br><br>Construction en cloison<br>Simple 89 <sup>95</sup> Double 109 <sup>95</sup> Grand 119 <sup>95</sup> Très grand 149 <sup>95</sup><br><b>Oreillers de duvet blanc</b> 27 <sup>95</sup><br>Taies d'oreillers en percale Assortiment d'imprimés Légères imperfections. La paire 2 <sup>95</sup><br><b>Wamsutta Springmaid</b><br>Assortiment de draps plats<br>Simple 6 <sup>95</sup> Double 9 <sup>95</sup> Grand 14 <sup>95</sup> Très grand 19 <sup>95</sup> | <b>Springmaid</b><br>Ensembles complets<br>Simple 79 <sup>95</sup> Double 99 <sup>95</sup> Grand 149 <sup>95</sup><br>Assortiment d'imprimés<br><b>CANNON</b><br>Oreiller classique 6 <sup>95</sup><br>Couvre-matelas « Easy Fit »<br>Simple 9 <sup>95</sup> Double 12 <sup>95</sup> Grand 14 <sup>95</sup><br>Ensembles de draps en percale 180 fils au pouce carré Nous n'avons pas tous les formats de chaque modèle.<br>Simple 16 <sup>95</sup> Double 24 <sup>95</sup> Grand 34 <sup>95</sup> Très grand 44 <sup>95</sup><br>Lits en laiton et en fer Aux plus bas prix. Garantis! | Choisissez parmi notre vaste sélection<br><br><b>Sealy</b><br>Charmeur simple 169 <sup>95</sup> double 199 <sup>95</sup> grand 249 <sup>95</sup><br>Sealy Posturepedic simple à partir de 299 <sup>95</sup> double à partir de 389 <sup>95</sup> grand à partir de 429 <sup>95</sup> très grand à partir de 689 <sup>95</sup><br><b>Sealy Beautyrest</b><br>simple à partir de 449 <sup>95</sup> double à partir de 569 <sup>95</sup> grand à partir de 649 <sup>95</sup> très grand à partir de 899 <sup>95</sup><br><b>**Nous payons la TPS et la TVQ* ou ne payez rien avant un an.</b><br>*Nous vous accorderons une réduction de prix équivalente à la TPS et la TVQ.<br>Nous avons les produits.<br><br><b>Fenêtres</b><br>Service à domicile gratuit<br><b>331-5260 Levolor</b><br>HunterDouglas<br>SILHOUETTE • DUETTE • LUMINETTE | Robes de chambre 39 <sup>95</sup><br>Débarbouillettes 99¢<br><b>CANNON</b><br>Serviette de bain 4 <sup>95</sup><br><b>MARTEX STEVENS</b><br>Essuie-main 1 <sup>95</sup><br>Draps de bain épais 37"x65" 11 <sup>95</sup> | Serviettes<br><b>MARTEX EXCALIBUR</b><br>Notre prix<br>Bain 6 <sup>95</sup> Essuie-main 4 <sup>95</sup> Débarbouillette 2 <sup>95</sup><br><b>CANNON</b><br>Tapis de bain 5 <sup>95</sup><br>Assortiment de rideaux de douches en DPC 4 <sup>95</sup><br>Sièges de toilettes Softstyle 9 <sup>95</sup> |

**Porcelaine • Cristal • Articles-cadeaux • Couverts**  
Royal Doulton • Mikasa • Wedgwood • Villenoy & Birch • Noritake • Drexelors • Onida • J.G. Durand • Kosta Boda • Lenox • Waterford • T-Fal • Lagostina • Rosenthal • Nikko • Versace • Spode • Royale de Champagne • Atlantis et plusieurs autres!

|                                                                                                                                                                                 |                                                                           |                                                                        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| <b>LENOX</b><br>A l'achat d'un ensemble de 5 pièces recevez gratuitement 1 assiette creuse du même modèle.<br>Offre valable sur motifs sélectionnés jusqu'au 30 septembre 2001. | Collection Evelyn de Tracy Porter<br>12 <sup>95</sup> à 129 <sup>95</sup> | Plateau pour baguette<br>13 po 59 <sup>95</sup> 25 po 74 <sup>95</sup> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|

**Articles ménagers**

|                                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                            |                                                                                                                               |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Ambry Home Médallion Professionnelle<br>EN PRIME: Poêle à omelette<br>Acier inoxydable 18/10 fini miroir<br>Disque en aluminium encapsulé (pour une cuisson égale)<br>Garantie 20 ans • Ens. 9 pièces • Notre prix 139 <sup>95</sup> | Ambry Home Couteaux de chefs, acier trempé<br>Ensemble de 3 • Garantie à vie • Notre prix 87 <sup>95</sup> | Machine espresso Gran Gaggia<br>Avec dispositif à vapeur « turbo » pour de savoureux cappuccinos. Notre prix 99 <sup>95</sup> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**Tout pour la maison aux prix garantis les plus bas**

  
**LINEN CHEST**  
DÉCOR DÉPÔT  
«Le supercentre de la mode maison»

|                                                        |                                                        |                                          |                                             |                                                  |
|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| <b>La Cathédrale</b><br>Centre-ville<br>(514) 282-9525 | <b>Place Portobello,</b><br>Brossard<br>(450) 671-2202 | <b>Centre Rockland</b><br>(514) 341-7810 | <b>Les Galeries Laval</b><br>(450) 681-9090 | <b>Service à domicile</b><br>GRATUIT<br>331-5260 |
|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------------|--------------------------------------------------|

**LISTE DE MARIAGE**  
**LINEN CHEST**  
MAGASIN D'ENTRÉPÔT  
C'est ouvert au public!  
**Carrefour Langelier**  
(514) 254-3636

## ÉTATS-UNIS

# Plus d'enfants américains étudient à la maison

LOUISE DALY  
Agence France-Presse

CHICAGO — Un nombre croissant d'enfants américains a rompu avec le rituel de la rentrée scolaire et des traditionnels bus jaunes de ramassage scolaire pour étudier à la maison, leurs parents ayant renoncé à l'école publique traditionnelle.

Selon le département de l'Éducation, au moins 850 000 enfants de moins de 17 ans, souvent issus de familles nombreuses, étudient désormais à la maison, dont les trois quarts sous la gouverne de leurs parents. Ces chiffres ont plus que doublé par rapport à 1994 où les autorités américaines estimaient à 345 000 le nombre d'enfants édu-

qués à la maison. Les raisons de cette progression sont multiples. Interrogés par le ministère de l'Éducation, les parents — qui pouvaient donner plusieurs réponses — ont mis en avant leur convictions religieuses (38,4 %), le piètre niveau des écoles publiques (25,6 %), et des raisons familiales (16,8 %). Mais surtout, 48,9 % d'entre eux ont expliqué qu'ils pouvaient donner une meilleure éducation à leurs enfants chez eux, de plus en plus aidés en cela par l'explosion des conseils et méthodes désormais disponibles sur Internet.

Kathy Faas, 47 ans, thérapeute à Upper Marlboro (Maryland), s'occupe ainsi elle-même de l'éducation de ses quatre enfants. Pour

elle, « le but ultime de l'éducation est d'enseigner aux enfants à devenir des adultes pieux », et « les mettre dans une école publique n'allait pas renforcer ce que nous leur enseignons à la maison ».

Son fils Brad, 21 ans, a terminé sa scolarité. « Il a tout à fait les pieds sur terre et il est indépendant. Il a un esprit curieux et continue à se développer par lui-même, affirme sa mère. Je suis très heureuse de la tournure que prend sa vie. »

Dori Bock, 36 ans, qui élève du bétail et des chevaux dans un ranch isolé du Montana, a également choisi d'éduquer elle-même sa fille de 14 ans, Brianna, pour les valeurs traditionnelles qu'elle peut ainsi lui inculquer.

Pragmatique, elle a aussi choisi ce type d'éducation pour épargner à sa fille de longs trajets pour aller à l'école la plus proche, à une soixantaine de kilomètres du ranch.

« Souvent, l'école ne donne aucun enseignement pratique, seulement des connaissances livresques plutôt que celles nécessaires à la vie », explique-t-elle, en s'étonnant du manque d'initiative de nombreux jeunes invités au ranch.

À l'inverse, explique-t-elle, Brianna est « très indépendante, très mûre. Elle peut s'occuper du bétail, conduire un camion, un tracteur ».

Les débuts, reconnaît Dori, ont été difficiles. Elle a dû improviser des leçons à l'aide de quelques li-

vres, avant de trouver sur Internet une association regroupant des parents dans son cas. Désormais sa fille suit de vrais cours par correspondance, ses progrès sont vérifiés par ordinateur.

Brianna se dit heureuse de la situation. « J'ai toujours été indépendante; même à l'école primaire personne ne m'aimait », assure l'adolescente qui espère un jour s'occuper elle-même d'un ranch.

Et Dori Bock n'est pas préoccupée par le manque de contacts de sa fille avec des enfants de son âge.

« Pendant que les autres enfants trainent dans des centres commerciaux ou flirtent dans des parkings, Brianna est dehors à réparer des barrières ou à travailler avec le bétail », fait-elle valoir.

## Des vaccins efficaces contre le sida

Agence France-Presse

WASHINGTON — Plusieurs prototypes de vaccins antisida réussissent à bloquer la progression du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) sans empêcher encore son entrée dans l'organisme, selon une série d'études encourageantes publiées cette semaine aux États-Unis.

Plusieurs vaccins testés sur des singes ont réussi à stimuler les défenses immunitaires pour empêcher la prolifération du VIH, réduisant dans certains cas la présence du virus à des niveaux indétectables, pendant une durée pouvant aller jusqu'à près de deux ans.

Et si aucun vaccin ne peut pour l'instant prémunir de l'infection, l'utilité de ces prototypes est néanmoins évidente pour réduire la mortalité causée par le virus, ainsi que son taux de transmission, selon les experts réunis depuis mercredi à Philadelphie pour « AIDS Vaccine 2001 », la première conférence dédiée aux avancées de la recherche sur les vaccins antisida.

De son côté, une équipe de chercheurs de l'Université Yale a publié, hier, dans la revue américaine *Cell* les résultats de ses recherches conduites sur des singes auxquels avait été injecté le virus affaibli de la stomatite vésiculaire (VSV) modifié par des gènes du VIH.

Sept singes rhésus ont reçu ce prototype de vaccin puis ont été infectés par le VIH tandis que huit autres recevaient le VIH sans vaccination. Le taux de cellules T4, cibles privilégiées du virus, a commencé à diminuer chez les singes vaccinés, mais dans des proportions bien moindres que chez les animaux non vaccinés, tandis que la charge virale était également moins élevée sur les sujets vaccinés qui restent en bonne santé depuis le début de l'étude il y 14 mois.

## Des missiles interceptés par le bouclier américain pourraient tomber sur l'Europe

MICHEL MOUTOT  
Agence France-Presse

NEW YORK — Des missiles nucléaires lancés sur les États-Unis, et interceptés par le bouclier antimissile que le Pentagone projette de déployer, pourraient tomber sur l'Europe ou n'importe où dans le monde, assurent des chercheurs du prestigieux MIT de Boston. Le programme de bouclier antimissile, pour lequel les premiers tests ont commencé, a pour objectif de détourner les engins de leur trajectoire mais pas de détruire les têtes nucléaires, qui tomberaient en cas d'interception réussie à peu près au hasard sur la surface du globe, estiment ces physiciens du Massachusetts Institute of Technology (MIT).

L'option choisie par le Pentagone est de viser le missile hostile pendant sa phase de propulsion, au cours de laquelle il est facilement repérable : se comportant comme une petite fusée, il émet de la chaleur, ce qui permet de le localiser. Ensuite, en orbite basse, il est plus froid et beaucoup plus difficile à intercepter. « Premièrement, cette interception en phase de propulsion doit marcher, ce qui reste à démontrer » explique George Lewis, physicien spécialisé au MIT dans les systèmes de défense antimissile. « Mais si

cela fonctionne, l'autre question est : où la tête nucléaire va-t-elle tomber ? »

Selon cette équipe de trois physiciens du MIT, qui travaillent depuis des années sur la question, il n'y a aucun moyen avec la technologie actuellement développée ou disponible dans les années à venir d'intercepter un missile tout en contrôlant son point de chute. « Dans la pratique, poursuit M. Lewis, vous allez tenter de l'abattre le plus tôt possible, en particulier parce que vous allez vouloir tirer dessus plusieurs fois si la première tentative échoue. C'est pourquoi vous n'allez probablement pas avoir beaucoup de contrôle sur le lieu de la chute de la tête nucléaire. »

Que ce soit avec des missiles intercepteurs (les premiers tests ont eu lieu cet été) ou avec des lasers géants embarqués à bord d'avion ou de navires, il n'y a donc quasiment aucune chance que la tête nucléaire soit détruite, assurent ces physiciens. Ted Postol, professeur de physique au MIT (son cours s'appelle « Forces nucléaires et systèmes de défense antimissiles »), travaille depuis plus de 15 ans sur la question. Il a notamment témoigné devant le Congrès sur les performances du système Patriot après la guerre du Golfe et a été, de 1982 à 1984, conseiller scientifique du chef des Opérations navales de l'armée américaine. « Si un missile est

par exemple lancé de Corée du Nord et intercepté pendant sa phase de propulsion, la tête nucléaire pourrait tomber sur le Canada ou l'Extrême-Orient russe », assure-t-il. « S'il est lancé d'Irak ou d'Iran, il pourrait tomber sur le Canada, mais aussi sur l'Europe occidentale. »

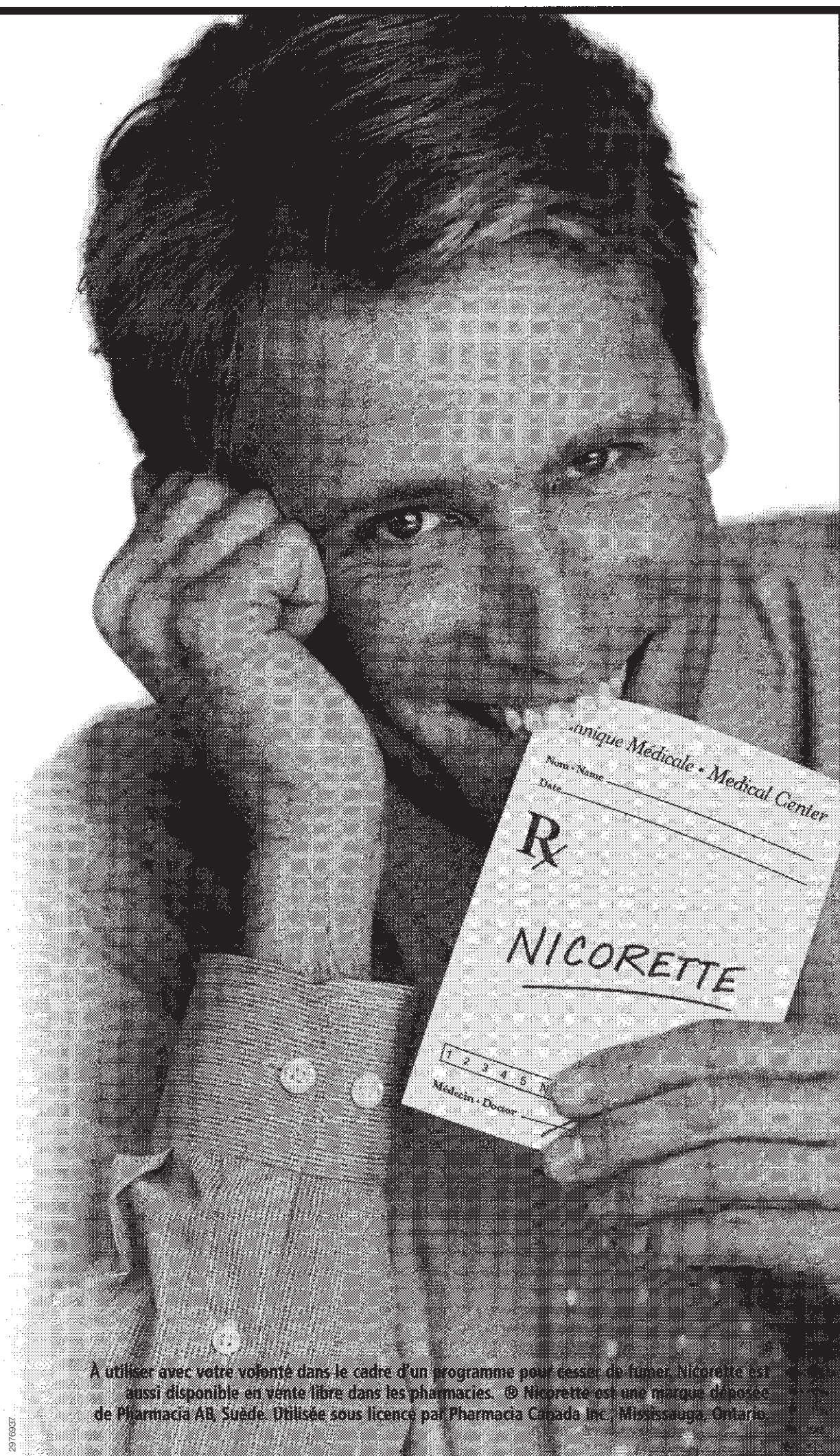
Interrogé par l'AFP un porte-parole de la Ballistic Missile defense Organization au Pentagone a estimé qu'il était « illogique » qu'une tête nucléaire puisse continuer sa course une fois le missile porteur détruit. « Je pense que si vous êtes capable de détruire un missile lancé de Corée du Nord dans sa phase de lancement la tête retomberait peut-être en Corée du Nord », a déclaré le lieutenant-colonel Rick Lehner. Selon M. Postol, il y a peut-être un moyen de détruire la tête au moment de l'interception, notamment avec un projectile à fragmentation dont une partie pourrait être destinée à viser l'avant du missile contenant la charge, mais « personne ne travaille dessus pour le moment ». Statistiquement, il est logique de vouloir éviter qu'une tête nucléaire qui aurait par exemple visé New York atteigne sa cible, car une fois interceptée il y a de fortes chances qu'elle tombe dans l'océan ou dans une région inhabitée. « Mais les gens qui vivent sous la trajectoire du missile pourraient avoir une toute autre opinion... », concède George Lewis.

## Mordu de cigarettes, Nicorette est maintenant couvert

Couvert par le régime  
général d'assurance  
médicaments du Québec  
lorsqu'il est prescrit.  
Consultez votre médecin.



Mordu de cigarettes,  
mordez dans Nicorette.



A utiliser avec votre volonté dans le cadre d'un programme pour cesser de fumer. Nicorette est aussi disponible en vente libre dans les pharmacies. © Nicorette est une marque déposée de Pharmacia AB, Suède. Utilisée sous licence par Pharmacia Canada Inc., Mississauga, Ontario.

***Bibliothèque  
et Archives  
nationales***

**Québec** 

*La Presse*

8 septembre 2001

Page A15 manquante

FORUM

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration  
GUY CREVIER > Président et éditeur  
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint  
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Editorialiste en chef

# De l'aspirine pour les garderies



KATIA GAGNON  
kgagnon@lapresse.ca

Comme un mal de tête lancinant, la pénurie de places en garderies revient dans l'actualité à chaque rentrée. Malheureusement pour les parents, légitimement frustrés d'être parqués sur la liste d'attente, il n'existe pas de solution miracle au manque de places. Le gouvernement doit cependant sortir de ses ornières idéologiques pour administrer quelques remèdes temporaires à un réseau qui en a bien besoin.

Quand il a lancé le projet de créer un réseau de garde à 5 \$, le gouvernement péquiste n'avait pas prévu l'engouement que son programme susciterait. Quatre ans après le lancement de la politique familiale, il manque encore au moins 70 000 places à l'échelle du Québec, 17 000 rien qu'à Montréal. Parce que l'argent est évidemment limité, Québec n'arrivera pas à suffire à la demande avant 2005. Pour encore quatre ans, il y aura donc des parents insatisfaits.

Comment en sommes-nous arrivés là? Il faut remonter à la création du programme de garderies à 5 \$ pour retrouver la racine du problème. En 1997, lors de la mise sur pied de ce nouveau réseau, Québec le subordonne à deux principes : l'universalité et le caractère non-commercial des garderies. En commençant le développement de ses places à 5 \$, le gouvernement ferme donc, jusqu'en 2002, le robinet du développement des garderies à but lucratif, qui facturent 20 ou 25 \$ aux parents, sans obtenir de subvention de l'État. En même temps, Québec refuse d'imposer des priorités d'entrée pour certaines clientèles dans son propre réseau : on aurait pu choisir de favoriser les familles monoparentales ou encore les familles de la classe moyenne où les deux conjoints travaillent, par exemple.

En s'accrochant mordicus à ces deux principes, on a abouti à la création d'un réseau de services de garde à deux vitesses... à l'envers. Des parents fortunés, qui ont été assez chanceux pour dénicher une garderie à 5 \$, ont profité du réseau à contribution réduite. Des familles défavorisées, qui pour toutes sortes de raisons n'ont pu y accéder, se

sont retrouvées à payer 20 ou 25 \$ par jour dans des services de garde non régis, en bon français des dames qui gardent chez elles quatre ou cinq enfants, mais ne sont soumises à aucun contrôle de la part du ministère. Et où la qualité laisse parfois à désirer.

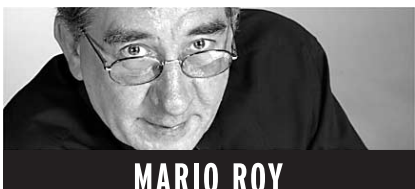
Cette situation est profondément injuste.

À terme, bien sûr, personne ne questionne l'objectif de l'universalité. Des places à 5 \$ pour tous les enfants, c'est ce que tout le monde veut. Mais dans les huit années qui auront séparé le lancement de la politique familiale de la création de 200 000 places, on aurait pu prioriser certaines clientèles. Et laisser les parents dont le revenu était suffisant profiter, entre-temps, d'un réseau dynamique de garderies commerciales, en appuyant ces familles, comme le fait le gouvernement à l'heure actuelle, par de solides crédits d'impôt.

Cela dit, que faire dans l'immédiat? Il y a trois façons pour le gouvernement de créer plus de places, plus rapidement. D'abord, l'évidence : le premier ministre Landry, réalisant bien que le manque de place était un facteur de « frustration » important pour les parents, a indiqué sa volonté d'accélérer le développement. C'est bien, mais ce n'est pas assez. La ministre de la Famille, Linda Goupil, doit de son côté faire de façon urgente le ménage dans les 20 000 places, créées sur papier depuis deux ans mais qui ne se sont jamais concrétisées. On devrait retirer ces places aux garderies qui sont incapables de mener à bien leurs projets et les confier à d'autres.

Finalement, le gouvernement doit rapidement lever le moratoire qu'il impose au développement des garderies privées. La mesure est imparfaite, puisque les garderies privées voudront inévitablement, à terme, faire leur entrée dans le réseau à 5 \$. L'État serait donc contraint, d'ici quatre ans, de subventionner le fonctionnement d'entreprises privées. Mais la situation est la même pour l'école privée, qui bénéficie chaque année de généreuses contributions de l'État. Et lorsque le développement des places sera complété, les parents pourront enfin choisir leur garderie sur la base de critères de qualité. Les garderies mal tenues, qu'elles soient des centres de la petite enfance ou des garderies privées, tomberont d'elles-mêmes.

# Une histoire inusable



MARIO ROY  
mroy@lapresse.ca

Est-il vraiment indiqué, après deux films ainsi que des séries radio et télé qui ont été imensément populaires, de tourner un autre « Séraphin », comme on s'appête à le faire, à compter de lundi, dans un décor rustique monté dans la région de Lanaudière?

C'est probablement une excellente idée — sous réserve, bien sûr, de voir le résultat. Parce que c'est une bonne histoire dont a accouché Claude-Henri Grignon en 1939. Parce que *Un homme et son péché*, comme toutes les bonnes histoires, résiste au temps, fonctionne à plusieurs niveaux et peut donc se plier à mille adaptations différentes : proches du sombre drame qu'a conçu Grignon à l'origine, ou plus anecdotiques comme l'a été la série radio-canadienne.

La comparaison avec certaines oeuvres de Marcel Pagnol, faite par des officiants de la maison de production, n'est pas bête.

*Un homme et son péché*, c'est notre folklore proche — fin XIX<sup>e</sup>, début XX<sup>e</sup> siècle — de la même façon que *Manon des Sources* et *Jean de Florette* font partie de celui des Français du Sud. Des oeuvres que Pagnol lui-même a d'ailleurs partiellement versées au cinéma et qui ont été tournées à nouveau, près d'un demi-siècle plus tard, par Claude Berri.

À partir de la Révolution tranquille, les Québécois ont eu leur période de vénération du passé, de

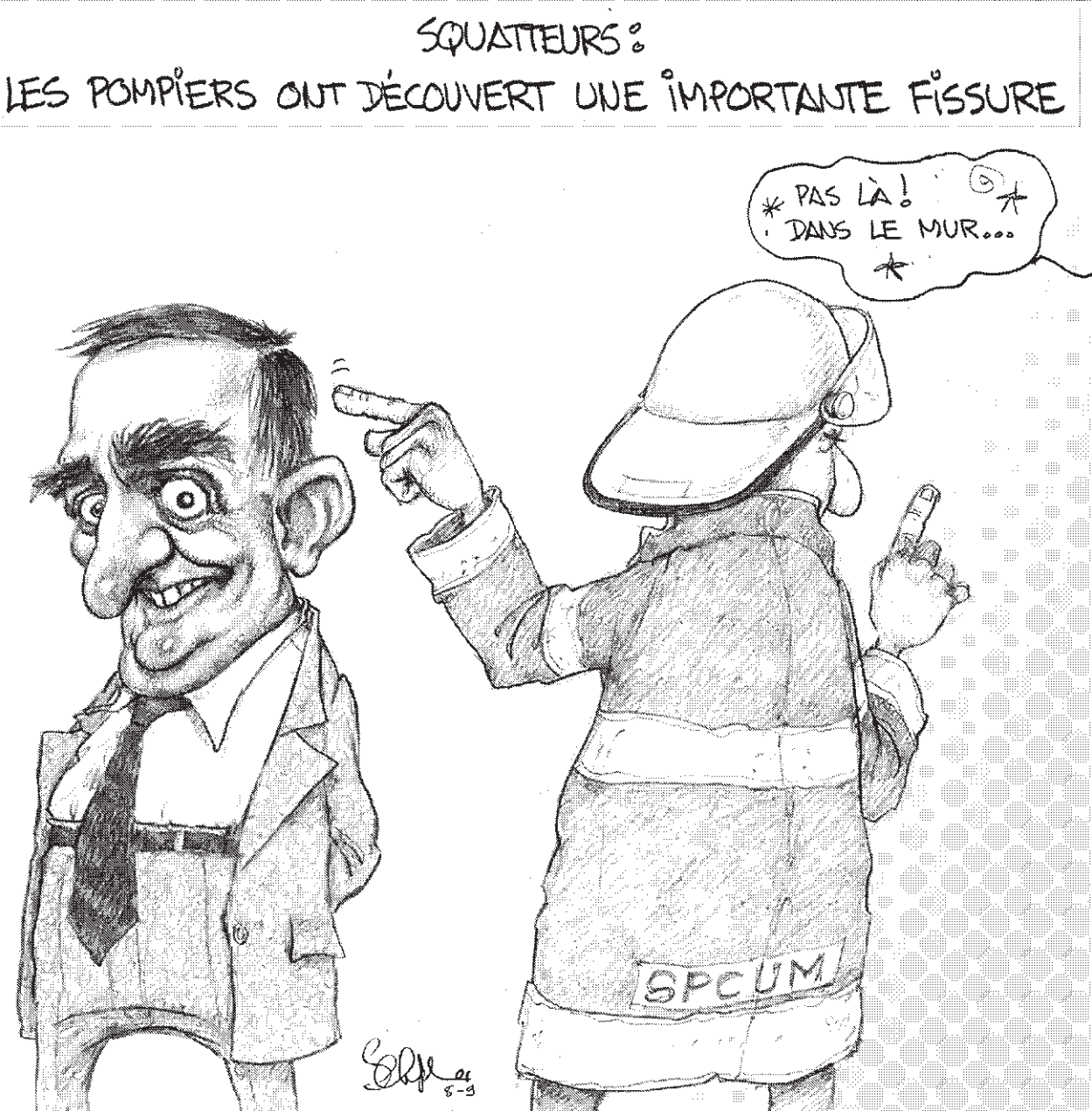
retour à la campagne et de jupes en terre cuite. Ils ont ensuite jeté le tout par-dessus bord pour embrasser la post-modernité, l'aluminium brossé et le Pentium IV... Peut-être sont-ils mûrs aujourd'hui pour revoir ce folklore d'un oeil neuf, ce que propose précisément le réalisateur Charles Binamé.

Il y a ensuite une telle chose que des classiques — et notre littérature, même jeune, a les siens. Interrogés sur ce qu'il convient de lire, des gens évoquent spontanément *Bonheur d'occasion* (Gabrielle Roy), *Le Survenant* (Germaine Guèvremont) et *Le Matou* (Yves Beauchemin), comme on peut le constater aujourd'hui dans notre cahier Arts et Spectacles. Il est plutôt heureux que parmi ces oeuvres, et d'autres, il y en ait pour toujours soulever l'intérêt des gens d'images. Ce qui indique bien qu'elles se sont fondues dans le décor et sont devenues incontournables.

Les classiques, ce sont en général des histoires simples enrobant un conflit à termes binaires : la vie et la mort, le bien et mal, la foi et la désespérance. Si on raconte : *un homme aime une femme, cette femme ne veut ou ne peut l'aimer*, et qu'on ajoute : *parce que ce serait mal*, on vient de résumer une bonne moitié des grandes oeuvres de la littérature, de la scène et de l'écran, à partir de la tragédie grecque jusqu'au cinéma hollywoodien...

Séraphin Poudrier, flanqué d'une épouse qui ne veut ni ne peut en aimer un autre, c'est l'éternel *Avare*, évidemment, le personnage en qui s'incarne la lutte de l'être et de l'avoir... laquelle fait partie de ces vieilles *bibites* humaines destinées à ne jamais périr et à forger les classiques des siècles à venir.

Il s'agit d'une vieille histoire? Peut-être. Mais elle est inusable.



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

OPINION

# Les oubliés de Durban: les esclaves

JULIEN BAUER  
*L'auteur est professeur au département de science politique à l'Université du Québec à Montréal.*

L'esclavage est sans doute la forme la plus ignoble de relations interhumaines. Il aurait dû être au centre des préoccupations de la conférence de Durban. Le seul esclavage dont on a parlé est celui qui a disparu il y a plus d'un siècle aux États-Unis et plus tôt dans les diverses colonies européennes. Condamner plusieurs générations après la disparition d'une plaie le fait que la plaie a existé est d'une utilité douteuse. À ce compte, il faudrait condamner l'Égypte pour avoir construit les pyramides avec des esclaves juifs.

Contrairement à ce que beaucoup croient, et croiront encore plus, à la suite de la conférence de Durban, l'esclavage existe de nos jours. Selon la Société antiesclavagiste pour la protection des droits de la personne, dont le siège est à Londres, le nombre d'esclaves est au moins d'un million. Un million de personnes, hommes, femmes, enfants, sont traitées comme des non-humains, comme on n'ose pas traiter les animaux. Quelques esclaves libérés ont parlé à Durban. Les chefs d'État, les dirigeants de la majorité des ONG, les grands journalistes ont brillé par leur absence aux séances où se trouvaient des esclaves. C'est que condamner l'esclavage contemporain n'est pas politiquement correct. La quasi-totalité des victimes sont noires, la quasi-totalité des maîtres sont arabes. Les États arabes ont imposé un silence total sur ce phénomène.

Parmi les principaux coupables se trouvent l'Arabie Saoudite, la Mauritanie et le Soudan. En Arabie Saoudite l'esclavage légal a été aboli en 1962 mais continue à sévir. Chaque année, des millions de Musulmans vont en pèlerinage à la Mecque. Parmi ces musulmans se trouvent des centaines de milliers de Noirs qui ont souvent du mal à payer leur voyage de retour. Environ dix mille pèlerins noirs qui arrivent chaque année en Arabie ne retournent pas chez eux. Comme il est impossible de rester illégalement dans la monarchie saoudienne, où passent ces 10 000 Noirs? Ils disparaissent du monde et deviennent des esclaves.

La Mauritanie, pays pauvre, comprend au Nord des Arabes et au Sud des Noirs. L'esclavage y continue. Faut-il préciser que les esclaves sont noirs et les maîtres arabes et que l'inverse ne se produit jamais.

Encore plus ahurissant est le cas du Soudan. Dans ce pays à population mixte, Arabo-musulmans au Nord et Noirs chrétiens et animistes au Sud, le gouvernement dominé par les Arabo-musulmans impose la sharia, le code religieux musulman, aux Chrétiens et animistes. La guerre civile qui sévit depuis plus de vingt ans a causé la mort de plus de deux millions de personnes, presque toutes noires.



**L'esclavage aurait dû être au centre des préoccupations de la conférence de Durban. Mais le seul esclavage dont on a vraiment parlé est celui qui a disparu il y a plus d'un siècle aux États-Unis et dans les diverses colonies européennes, mais qui se pratique toujours dans des pays comme l'Arabie Saoudite, le Soudan et la Mauritanie.**

Pour terroriser les Noirs, surtout ceux qui habitent les régions qui ont des ressources pétrolières, des raids sont organisés pour enlever des enfants noirs et les vendre en esclavage à des maîtres arabes. La boucherie au Soudan — une des pires dans un monde qui en connaît, hélas, trop —, l'esclavage n'a entraîné aucune condamnation sérieuse. L'ONU reste silencieuse. À l'exception de quelques groupes antiesclavagistes et de quelques groupes chrétiens, personne ne s'intéresse au sort de ces esclaves. Le Canada, représenté au Soudan par la compagnie Talisman qui exploite du pétrole dans les zones habitées par les Noirs, ne dit mot.

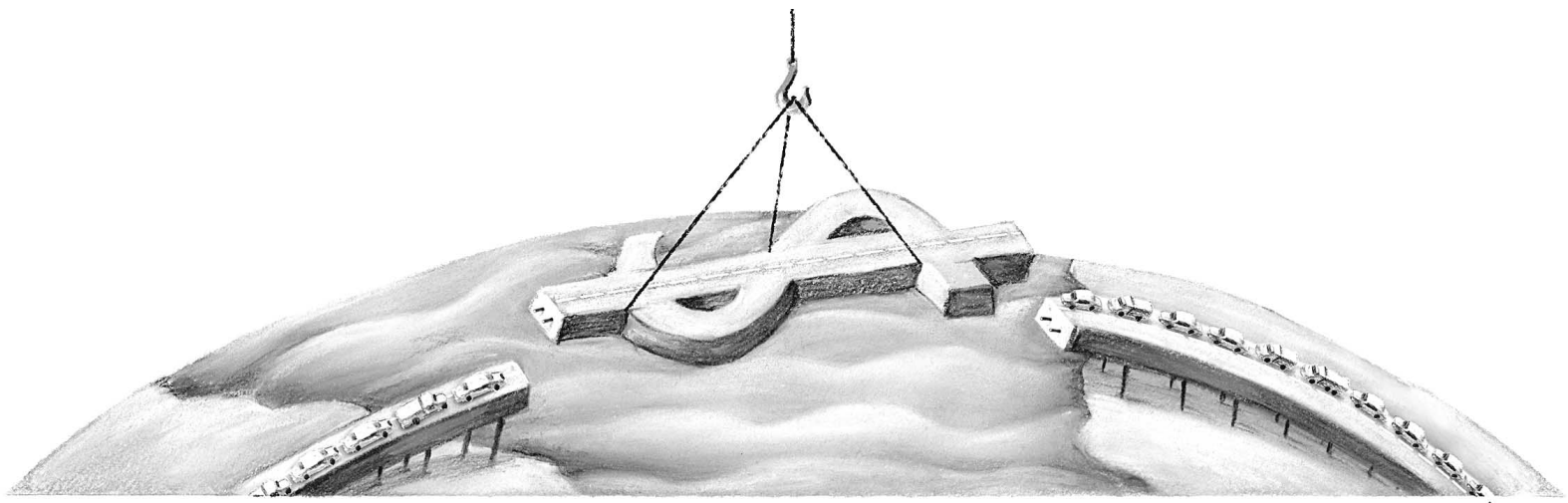
Le fil directeur entre l'esclavage en Arabie Saoudite, en Mauritanie et au Soudan est que les esclaves sont noirs, les propriétaires arabes et que, dans la hiérarchie des êtres humains selon Durban, les premiers n'ont aucun droit et les seconds tous les droits.

La Ligue arabe a imposé le silence à Durban. Par contre, elle a lancé des attaques racistes antisé-

mites, antisémites et non anti-israéliennes car le vocabulaire, les caricatures, les attitudes n'ont rien à voir avec un conflit politique mais tout avec un racisme virulent réminiscent du nazisme. Les Arabes ont oublié un point. La seule et unique fois où des Blancs ont été chercher des Noirs en Afrique, non pas pour en faire des esclaves comme aux États-Unis ou en Arabie Saoudite, mais pour en faire des hommes et des femmes libres a culminé, les 24 et 25 mai 1991, lorsque 14 000 Noirs éthiopiens ont été transférés par pont aérien en Israël.

Les esclaves actuels ont été trahis par Durban. Tous les États et toutes les ONG qui ont délibérément abandonné les esclaves à leur triste sort ont choisi leur camp, celui des racistes et des esclavagistes. Dans un mois, le Conseil de sécurité de l'ONU aura un nouveau membre, la Syrie. Peut-on espérer que le Canada aura la dignité de voter contre ce représentant des esclavagistes?

FORUM



# Pas seulement un pont!

## Le développement de la grande région de Montréal passe par des investissements majeurs dans le réseau routier

PIERRE ANCTIL

*L'auteur est vice-président exécutif chez SNC-Lavalin.*

Au moment où la Commission Nicolet (Commission de consultation sur l'amélioration de la mobilité entre Montréal et la Rive-Sud) s'apprête à reprendre ses travaux et alors que la rentrée occasionne déjà ses premiers bouchons de circulation, nous croyons utile d'expliquer à nouveau notre point de vue sur la problématique du transport dans la grande région de Montréal.

Le Groupe SNC-Lavalin est associé au développement, à la conception et à la construction des infrastructures publiques à Montréal et au Québec depuis maintenant plus de 90 ans. Nous avons participé à la plupart des grands chantiers qui font le Québec d'aujourd'hui, nous sommes donc tout naturellement interpellés par la consultation sur le transport entre Montréal et la Rive-Sud.

C'est notre métier de concevoir et construire des infrastructures... par inclinaison naturelle nous sommes partisans du développement.

Trois projets importants font présentement l'objet du débat public : le Système Léger sur Rail (SLR) projeté sur l'Estacade, pour lequel nous avons participé à l'étude de faisabilité, le projet de pont entre Montréal et la Rive-Sud, dont nous nous sommes faits les promoteurs, et le prolongement de l'autoroute 30 vers l'ouest, pour boucler la ceinture de contournement au sud de Montréal. En ce qui nous concerne, les trois sont justifiés : ils répondent à des besoins réels et clairement établis.

Les grands projets d'infrastructure soulèvent toujours de nombreuses questions quant aux enjeux sociaux, environnementaux, économiques, démographiques et techniques qui doivent être intégrés dans l'établissement des choix collectifs. Nous soumettons ci-après quelques éléments de réflexion s'inscrivant surtout aux niveaux économiques et techniques, là où se situe notre expertise.

### Le transport et la compétitivité des grandes villes

À l'heure de la mondialisation, l'infrastructure de transport est un des grands facteurs de compétitivité des grandes villes. À ce chapitre, le sous-investissement historique dans le Grand Montréal est visible. Non seulement pour la création d'emplois qu'entraînent les projets de construction, mais pour les gains d'efficacité dont bénéficient tous les utilisateurs, le développement de Montréal passe impérativement par l'amélioration de son réseau de transport.

La population qui emprunte tous les jours les ponts de la Rive-Sud, le ministère des Transports du Québec, les organisations responsables du transport en commun, les associations représentatives du secteur du transport des marchandises, la Commission de consultation sur l'amélioration de la mobilité entre Montréal et la Rive-Sud le reconnaissent tous : nous sommes aux prises avec un problème majeur de congestion de la circulation. Les conséquences de ce problème entraîneront progressivement une perte de compétitivité des entreprises de la région, sans compter une diminution constante de la qualité de vie des personnes migrant quotidiennement entre la Rive-Sud et Montréal.

Les pressions exercées aujourd'hui sur les infrastructures existantes et vieillissantes par l'augmentation du trafic autoroutier, par la hausse substantielle du transport des marchandises, par le sous-investissement dans nos structures de transport ne peuvent qu'handicaper le dynamisme d'une région comme la nôtre et compromettre sa prospérité. Une étude commanditée par le ministère des Transports du Québec en 1997 établit les coûts de la congestion routière dans la grande région de Montréal à 500 millions de dollars par année pour les usagers.

Les trois projets précités et présentement débattus publiquement répondent chacun à un besoin spécifique. Ils ne sont pas en concurrence mais doivent plutôt être considérés comme complémentaires. Nous expliquons ci-après la logique qui sous-tend leur développement.

### Le projet de Système Léger sur Rail

Le projet de SLR découle d'abord et avant tout d'une recherche de solutions pour régler trois problèmes majeurs auxquels font face les autorités organisatrices de transport en commun (AOT) notamment :

> Au terminus centre-ville : Compte tenu du succès du service qu'offre les AOT à leurs clients par la voie réservée, le terminus du centre-ville est maintenant utilisé à sa pleine capacité en période de pointe de l'après-midi.

> Pont Champlain - sens léger de la circulation : Compte tenu de la circulation sans cesse croissante sur le pont Champlain dans le sens contraire de la voie réservée pour autobus, les autobus des AOT qui reviennent au point de chargement sont pris dans la congestion et de moins en moins d'autobus peuvent faire un voyage additionnel ; ce qui a un impact direct sur la flotte d'autobus et les coûts d'exploitation des AOT.

> Pont Champlain — sens lourd de la circulation : Compte tenu de la congestion croissante dans le sens de la voie réservée, les files d'attente au pont Champlain sont de plus en plus longues et les autobus sont pris dans cette congestion avant d'accéder à la voie réservée du pont Champlain.

Une étude de faisabilité et d'opportunité réalisée pour le compte de l'Agence Métropolitaine de Transport en 1999 (à laquelle nous avons été associés) démontre que ce projet permet entre autres :

> de consolider et d'accroître l'usage du transport en commun (transfert de 6000 déplacements de l'automobile vers le SLR en période de pointe du matin) ;

> d'offrir une capacité qui peut répondre aux besoins actuels et pour les prochaines 40 années et plus ;

> de réduire nettement les temps de transport tout en augmentant le confort et la sécurité des usagers ;

> de minimiser les impacts sur l'environnement et le milieu urbain tout en augmentant la fluidité de la circulation ;

> d'optimiser les retombées à l'égard du développement urbain.

Le tracé du SLR proposé emprunte un corridor déjà dédié au transport, soit le corridor de l'autoroute Bonaventure et de l'autoroute 10, en profitant au maximum des infrastructures existantes, soit l'Estacade et la bande médiane de l'autoroute 10. Les études d'impacts réalisées à ce jour pour ce projet démontrent que ce tracé minimise les impacts sur l'environnement et le milieu urbain et accroît la capacité du réseau routier en redonnant la pleine capacité du pont Champlain et en éliminant quelque 330 aller-retour d'autobus en période de pointe du matin et du soir les jours ouvrables.

### Projet de pont autoroutier

En 1999, nous avons proposé la construction d'un pont d'autoroute à autoroute entre Montréal et la Rive-Sud. Ce pont de quelque trois kilomètres créerait un lien autoroutier sans interruption entre l'autoroute Ville-Marie (A-720) et les autoroutes 132 et 20 sur la Rive-Sud de Montréal, au

niveau de l'échangeur Taschereau. Ce pont serait doté d'un système à péage entièrement électronique, éliminant toute contrainte à l'écoulement du trafic et offrirait ainsi un niveau optimal de service et de sécurité.

Établir un lien d'autoroute à autoroute permet de pallier à un des problèmes des infrastructures existantes, les ponts Jacques-Cartier et Victoria, dont les liens avec le centre-ville sont l'objet de goulots d'étranglement à leurs branchements du côté de Montréal. Les gains d'efficacité de cette approche sont substantiels. À l'heure de pointe, l'économie de temps pour un usager venant à Montréal est estimée à environ 20 minutes.

Ce tracé a été proposé puisqu'il permet d'accroître la fluidité des déplacements des personnes et des marchandises tout en minimisant les impacts sur l'environnement et le milieu urbain puisqu'il est un lien entre deux corridors de forte capacité déjà consacrés au transport des personnes et des marchandises, et que sa localisation évite les zones résidentielles.

### Le prolongement de l'autoroute 30

Une part substantielle de nos exportations se fait vers les États-Unis et l'Ontario. La majorité de ces exportations sont transportées par camion. Le prolongement de l'autoroute 30, en facilitant le contournement de Montréal par les véhicules lourds, apporterait deux bénéfices économiques concrets : la réduction des coûts de transport vers les États-Unis et la réduction de la congestion sur les autoroutes sur l'île de Montréal.

Dans le contexte contemporain de restriction budgétaire, le développement de nouveaux projets par l'implication du secteur privé et la mise en place de péage sont devenus une réalité quasi-universelle.

Cette approche apporte plusieurs bénéfices sur le plan économique :

> Elle fait intervenir la priorité des coûts dans le choix de mode de transport. L'utilisateur prêt à payer n'hésitera pas à utiliser une route à péage s'il obtient un bénéfice tangible en terme d'économie de temps grâce à la réduction de la congestion.

> Elle accélère le développement en avançant la réalisation des projets justifiés sur le plan économique par l'intervention des capitaux privés.

> Elle met en évidence les critères démographiques et économiques dans le choix des projets, les capitaux s'allouant naturellement vers les projets mieux justifiés.

Le choix du développement du Grand Montréal passe nécessairement par de nombreux investissements dans le réseau routier. Les débats en cour influenceront notre croissance pour les décennies à venir. Cherchons à faire des choix logiques pour rencontrer nos besoins réels.



Une image familière pour les usagers du pont Jacques-Cartier.

# Le délire de Durban

LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca



Au moment où Jean Chrétien faisait le pître sur un terrain de golf, la Conférence des Nations unies sur le racisme battait son plein à Durban, et l'on y atteignait des sommets dans la rhétorique antisémite — rhétorique hélas! tacitement cautionnée par le Canada, qui y a maintenu jusqu'à la fin sa représentation officielle.

Le ministre des Affaires extérieures, John Manley, avait eu le bon sens de ne pas aller à cette conférence dont il était facile de prévoir qu'elle allait vite déraper et aboutir aux excès les plus délirants. D'où la présence, à Durban, d'une ministre de peu d'expérience.

Il n'y a pas de doute que Hedy Fry se soit trouvée tout à fait chez elle dans cette marmite bouillonnante d'irrationalité et de fanatisme cru, mais enfin, pourquoi diable avoir délégué à une conférence internationale une dame qui répète depuis des années que l'intérieur de la Colombie-Britannique abrite des suprémacistes blancs qui font brûler des croix sur leurs pelouses ? C'est faux, évidemment, mais le principe à la base de ces calomnies est fort simple : si le Canada n'a pas assez de racistes pour nourrir vos fantasmes paranoïaques, vous en inventez, voilà tout.

Mais d'abord, comment se fait-il que M<sup>me</sup> Fry soit encore au Conseil des ministres ? Normalement, le premier ministre aurait dû la démettre de ses fonctions. Mais la normalité ne s'applique plus à ce gouvernement qui, planant dans les sondages à l'abri de toute opposition, a développé une arrogance à la mesure de sa puissance.

Fin de la parenthèse, et retour à Durban... où, c'était prévu, M<sup>me</sup> Fry a suivi le courant, incapable de définir la position du Canada sur les textes explosifs que les délégations votaient à tour de bras, contrairement par exemple aux délégations européennes (dont la France) qui ont au moins menacé de se retirer. Le silence honteux du Canada, à peine rompu jeudi par quelques remarques de M. Chrétien, équivalait à une caution.

■ ■ ■

Le gouvernement canadien n'est pas le seul à s'être discrédité à Durban. Des ONG en principe respectables, comme Amnistie internationale, ont elles aussi suivi le courant, sans même se dissocier de l'antisémitisme qui a marqué les débats.

Ce fut aussi le cas des ONG canadiennes, entre autres du Congrès du travail du Canada et du Centre international des droits de la personne. Leurs représentants respectifs, Hassan Yussuf et Warren Allmand, se sont mollement justifiés en disant qu'ils n'étaient pas là au moment du vote.

Tous ces personnages, rappelons-le, se trouvaient en Afrique du Sud aux frais du gouvernement canadien, de même que le chef des Premières Nations Matthew Coon Come, qui pour sa part s'est employé à démontrer à ses auditoires internationaux que le Canada est coupable de « génocide » envers les autochtones, et qu'il y règne un système comparable à l'apartheid... Ce n'est pas la ministre Fry qui l'aura contredit, elle qui considère que le racisme est « systémique » au Canada.

■ ■ ■

On peut certes condamner les politiques actuelles du gouvernement Sharon, tout comme celles de nombre d'autres États de par le monde. C'est autre chose que de désigner Israël comme le bouc émissaire du racisme et de condamner l'existence même de l'État hébreu, comme on l'a fait à Durban.

Dans les textes qui ont circulé toute la semaine, Israël était le seul pays désigné comme raciste. On reprenait la bonne vieille équation onusienne voulant que sionisme soit synonyme de racisme, en en rajoutant : Israël était devenu coupable d'« apartheid », de « nettoyage ethnique » et de « génocide ». On refusait de condamner l'antisémitisme, et même de reconnaître l'Holocauste (sinon en y rajoutant un « s », histoire de bien nier la spécificité du génocide nazi).

Au dire d'Anne Bayefsky, professeur à la faculté de droit de l'Université Columbia qui était à Durban, le ton général de cette conférence puait l'antisémitisme le plus primaire.

Des délégations officielles distribuaient des pamphlets remplis de l'imagerie antisémite traditionnelle : juifs aux nez crochus et aux dents de vampire chargés de billets de banque, etc. L'atelier consacré à l'antisémitisme, de même que la conférence de presse des organisations juives, ont été sabotés par des manifestants hurlant des insultes de ce genre : « Vous n'appartenez pas à la race humaine ! »... « Les juifs ont tué Jésus ! »... « Je crois à l'État d'Israël... sur Mars ! ».

La réalité, pourtant, c'est que le racisme est malheureusement assez également partagé dans l'ensemble de la planète ; que c'est en Afrique, au Rwanda, qu'a eu lieu le seul génocide récent ; qu'à l'heure actuelle, les pires opérations dues à « l'intolérance » (autre thème de la conférence de Durban) se déroulent dans des pays comme l'Afghanistan et l'Algérie. Sans parler de l'oppression des femmes et de la négation des droits fondamentaux (là-dessus, les pays islamiques sont mal placés pour donner des leçons).

La même hypocrisie a marqué les débats sur l'esclavage. Oui, ce fut une tare immonde, dont les effets se font toujours sentir, notamment dans la population noire américaine. Non, l'Occident n'est pas seul coupable : car qui donc les kidnappait, ces esclaves, pour ensuite les vendre comme du bétail aux armateurs étrangers, sinon d'autres Africains ? Et où l'esclavage existe-t-il encore, sinon dans des pays comme la Mauritanie, le Soudan, le Liberia ou la Sierra Leone ?

***Bibliothèque  
et Archives  
nationales***

**Québec** 

*La Presse*

8 septembre 2001

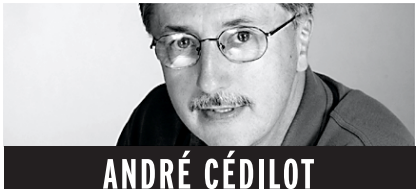
Page A18 manquante

# ACTUALITÉS



Un an après l'attentat, le journaliste Michel Auger n'est pas près d'oublier les médecins de l'Hôpital général de Montréal qui lui ont sauvé la vie. Photo PIERRE McCANN, La Presse

## La police connaît presque tout de l'attentat contre Michel Auger ... même si personne n'est encore accusé



La police de la CUM connaîtrait depuis presque le début de son enquête le nom de l'homme qui a tenté d'assassiner le journaliste Michel Auger, le 13 septembre 2000, dans l'est de Montréal, en lui tirant six balles dans le dos.

C'est ce que révèle Auger lui-même dans un livre qu'il s'apprête à publier, à la veille du premier anniversaire du terrible attentat qui a failli lui coûter la vie dans le terrain de stationnement du *Journal de Montréal*.

Évidemment bien informé du déroulement de l'enquête, Auger affirme que le tireur, qu'il se garde de nommer parce qu'il n'a pas été accusé, aurait agi avec la complicité directe d'au moins trois personnes, toutes reliées à une bande de motards opérant dans le giron des Hells Angels/Nomads.

Selon lui, les détectives de la brigade des homicides de la CUM disposeraient de divers indices « techniques et informatiques » démontrant que les quatre suspects étaient à proximité des lieux du crime, le matin du 13 septembre. Ils se seraient également pointés dans le voisinage, quelques jours avant la sauvage agression armée.

Dans les minutes qui ont suivi, le tireur se serait rendu dans un restaurant de la rue Sainte-Catherine, près de l'avenue Papineau, où se trouvaient des membres des Nomads, club élite des Hells Angels qui paraitrait les Rockers. Ceux-ci sont généralement chargés des sales besognes.

D'après le livre, les limiers montréalais ont été informés de ces détails par des collègues de Carcajou qui surveillaient les allées et venues des Nomads, dont Maurice Boucher. Ce n'est que plus tard, en apprenant le nom du présumé tueur, que les policiers ont fait le lien avec l'attentat de la rue Frontenac, située pas tellement loin du restaurant.

Peu après, toujours suivis discrètement, Boucher et ses acolytes se seraient déplacés dans un chic restaurant italien du boulevard René-Lévesque où, écrit Auger, ils auraient fait la fête. N'entrerait pas qui voulait, des hommes de main des Nomads faisant le guet à la porte !

Un message d'arrêter toute autre agression aurait peu après été transmis aux hommes de main des motards. C'est un membre influent des Rockers, Normand Bélanger, qui aurait transmis l'ordre des Nomads. De toute évidence, Auger est certain que c'est un ou des dirigeants de ce club qui ont commandé le terrible attentat dont il a été victime.

Le plus ironique, c'est que les policiers avaient obtenu le nom du tueur très peu de temps après l'attentat. Un informateur le leur avait communiqué. Sur le coup, croyant à une diversion, ils n'avaient pas pris les informations tellement au sérieux. Le vent a tourné après que le précieux indicateur eut passé un test de détecteur de mensonges.

D'après le livre toujours, deux délateurs arrêtés lors de l'opération Printemps 2001, Stéphane Faucher et Serge Boutin, auraient confirmé que les Hells Angels étaient les instigateurs de l'attentat contre Auger. Ils auraient parlé de l'assassinat de Claude De Serres, abattu dans les Laurentides, au début de l'an 2000, parce qu'on le soupçonnait d'être un informateur de police. Sur son cadavre, les policiers avaient retrouvé intact le micro qu'il portait pour espionner ses amis motards. On y entend les coups de feu et la voix d'un de ses assassins !

En raison du fardeau de la preuve exigé par le tribunal, ces nombreuses informations sont insuffisantes pour mettre qui que ce soit en accusation dans l'affaire Auger. Surtout que les tests sur des échantillons d'ADN trouvés dans l'auto ayant servi à la fuite des suspects ne sont pas concluants.

Ce crime, qui a eu des retentissements jusqu'en Afrique, reste donc non résolu pour l'instant.



Photothèque La Presse

**Le journaliste Michel Auger sur son lit d'hôpital, deux jours après l'attentat qui a failli lui coûter la vie. Pierre McCann, photographe à La Presse et ami de Michel Auger, disait de lui le lendemain de sa visite : « Il parle énormément. Il est en train de gérer l'hôpital. »**

**Le 13 septembre 2000, le journaliste Michel Auger est victime d'une tentative de meurtre. Un enquêteur du Service de police de la CUM observe les lieux du crime. Son agresseur court toujours, mais les policiers croient savoir de qui il s'agit.**



### | L'ATTENTAT |

## Un livre règlement de comptes

« LA LUTTE CONTINUE ! » Venant du reporter judiciaire Michel Auger, sorti miraculeusement indemne d'un attentat par balles, il y a un an, ces quelques mots donnent le frisson.

Devenu au péril de sa vie le porte-étendard du droit de parole au pays, le journaliste de 57 ans s'en prend encore au crime organisé dans un récit autobiographique intitulé *L'Attentat* qui sera publié dans les prochains jours.

Pourquoi avoir écrit ce livre alors que les plaies sont encore vives ? « En quelque sorte, c'est un message que je voulais passer au tireur. Oui, la police sait qui il est. Oui, je l'ai vu les yeux dans les yeux, mais je ne le reconnaîtrais pas », a-t-il dit, lors d'une longue entrevue à *La Presse*.

Dans *L'Attentat*, Auger reconstitue, minute par minute, geste par geste, les moments dramatiques qu'il a vécus à la porte de son journal, le 13 septembre 2000, quand « un homme de main des motards » l'a poivré de six balles dans le dos.

De fait, le gros du livre évoque, à travers divers reportages, les faits marquants de sa carrière de 37 ans à *La Presse*, au *Journal de Montréal* et, dans une moindre mesure, à la télévision anglaise de Radio-Canada.

À sa manière habituelle, dans un style simple, avec un choix de mots et d'expressions qui laisse souvent la porte ouverte à toutes sortes d'interprétations, bonnes ou mauvaises, et pas nécessairement à la portée du lecteur ordinaire, Auger brosse un rapide tableau de la pègre montréalaise, en particulier les bandes de motards, depuis les années 60.

Il explique du même coup comment les Hells Angels en sont venus à mettre son nom en tête d'une « liste noire » de personnes à abattre, dont le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, l'ancien chef de police Jacques Duchesneau et l'animatrice bien connue de TVA, Jocelyne Cazin.

Ce n'est ni la crainte ni la vengeance ou une quelconque forme de thérapie qui l'a incité à reprendre la plume. « C'est sûr que ça aide d'en parler. Je n'ai pas peur, ils ont compris. Mais c'est peut-être une façon de fermer la porte à d'autres représailles possibles », estime Michel Auger.

De son point de vue, s'il se taisait subitement après tant d'années à dénoncer les activités du monde criminel, cela signifierait qu'il baisse les bras. Pire encore, dans le contexte actuel, « ça équivaldrait à signer un pacte avec le diable », en pointant quelques Hells Angels et leurs associés, dont Maurice Boucher (il a depuis été incarcéré). Ceux-ci, à ses yeux, ont largement dépassé les bornes.

Quoiqu'il envisage de couvrir moins l'actualité judiciaire afin de présenter des dossiers fouillés, il n'est pas question de changer sa manière de travailler, ni de puiser ses informations ailleurs qu'à la police et dans les milieux officiels. « C'est là qu'on peut trouver l'heure juste. Les criminels ne sont pas fiables, et ils voudraient qu'on montre seulement leurs bons côtés. Or, il n'y a pas de place pour la complaisance avec des gangs comme les Hells Angels », tranche-t-il.

**La clé du problème : la prison !**

En ce sens, il trouve aberrant que les gouvernements ne prennent pas toutes les mesures qui s'imposent pour vraiment faire mal au crime organisé. « La clé, c'est de les mettre en prison et surtout de leur compliquer la vie en saisissant leur argent et leurs biens. Plus ils sont riches, plus ils se croient puissants et au-dessus des lois, et plus il y a des risques de corruption », souligne-t-il.

Selon lui, il faut également dissuader tout le monde, du politicien à l'homme d'affaires en passant par le petit travailleur au noir et tous les autres professionnels (notaires, comptables, fiscalistes, etc.) de s'associer avec des membres du crime organisé. « Leur rendre service, c'est se rendre complice de leurs activités illicites », affirme Auger.

Selon lui, la « version améliorée » du projet de loi antitang que le gouvernement fédéral a adoptée en juin est un pas dans la bonne direction. Il reste au Sénat à la sanctionner. « Ça fait au moins sept ans qu'on attend une loi avec un peu de dents, et voilà que les sénateurs tardent encore à se prononcer. Ils n'en voient pas l'importance encore une fois ou ils sont trop occupés », dit-il avec ironie.

Toujours d'après lui, les gouvernements doivent absolument radicaliser leurs actions s'ils veulent simplement garder un certain contrôle du crime organisé. « C'est une lutte inégale. Ces gars-là ont les mêmes droits que tous les citoyens, alors qu'ils bafoient chaque jour les droits de ces mêmes citoyens », avance-t-il avec conviction.

C'est ce qui explique, selon lui, que le fléau de la drogue s'accroît et surtout que de plus en plus de jeunes attirés par l'argent facile se lancent dans le crime, en prenant comme modèles des motards, la plupart partis de rien il y a une vingtaine d'années pour devenir des millionnaires et des caïds nationaux et internationaux.

« Et les Hells Angels, c'est de la petite bière à côté de la mafia ! » d'ajouter l'expérimenté journaliste montréalais, en rappelant que la pègre italienne, plus discrète et mieux organisée, est davantage « infiltrée » dans toutes les sphères de la société, à Montréal comme ailleurs au Canada et dans le monde. « À cause de ses ramifications, de sa richesse et surtout de ses nombreuses entreprises légitimes, son action est beaucoup plus pernicieuse », insiste-t-il.

C'est des manifestations de solidarité de la population depuis l'attentat dont il est le plus fier. « La réaction du public et des autres journalistes a été incroyable. C'est ce qui m'encourage à poursuivre mon travail. Seul, on ne peut rien contre le crime organisé. »

## Relations Canada/Kahnawake

### Consultation des membres de Kahnawake

#### Cinq projets d'ententes

Le gouvernement du Canada et le Conseil mohawk de Kahnawake désirent établir de nouvelles relations qui ne reposeraient plus sur la *Loi sur les Indiens*. Un projet d'entente-cadre et quatre projets d'ententes auxiliaires définissent les paramètres liés à l'établissement de ces nouvelles relations et à l'exercice des compétences de Kahnawake dans les domaines suivants : l'éducation, la langue et la culture mohawks, l'appartenance à Kahnawake, les terres de Kahnawake et les services de police.

Nous voulons connaître votre opinion sur ces projets d'ententes avant de rédiger la version définitive. Pour plus de renseignements, veuillez composer sans frais le **1 888 290-9102** ou consulter le site internet d'Affaires indiennes et du Nord Canada à l'adresse **www.ainc-inac.gc.ca/pr/agr/jpr\_f.html** ou celui du Conseil mohawk de Kahnawake à l'adresse **www.kahnawake.com**

Gouvernement du Canada / Government of Canada

Canada

## MONDE

# Ariel Sharon obtient un sursis de la justice belge

JÉRÔME BERNARD  
Agence France-Presse

**BRUXELLES – Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, qui est poursuivi par des victimes du massacre de Sabra et Chatila, a obtenu un sursis de la justice belge avec la suspension de l'instruction pour examiner la régularité de la procédure.**

« C'est une victoire du droit », a déclaré Me Michèle Hirsch, l'avocate belge choisie par l'État israélien pour assister Sharon. C'est elle qui avait contesté la régularité de la procédure.

La chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Bruxelles doit commencer à étudier dans les prochaines semaines cette question et notamment celle de la compétence du juge d'instruction, a précisé le procureur du roi, Benoît Dejemeppe. Cet examen pourrait prendre plusieurs mois, a-t-il ajouté.

La plainte contre Sharon en Belgique a été rendue possible par une loi de 1993 accordant la compétence universelle aux tribunaux belges pour les crimes de guerre, de génocide et crimes contre l'humanité, quels que soient leur lieu et les nationalités et lieux de résidence des victimes et des accusés.

« La loi présente des difficultés d'application et le juge d'instruction a reconnu que certains des arguments qu'on avait soulevés présentaient une certaine pertinence », a expliqué Me Hirsch.

En juin, 23 victimes palestiniennes du massacre de Sabra et Chatila au Liban en 1982 avaient déposé une plainte collective pour crimes de guerre contre Sharon, qui

était à l'époque ministre de la Défense.

Au début de juillet, le juge d'instruction Patrick Collignon du Parquet de Bruxelles s'était déclaré compétent pour instruire cette plainte et avait entendu une des plaignantes, Souad Srour.

Mais Me Hirsch a contesté la compétence de ce juge. Elle a estimé que la justice belge ne pouvait pas poursuivre le premier ministre israélien, car les faits avaient déjà été jugés en Israël il y a plusieurs années par une commission d'enquête. Celle-ci avait décidé de ne pas déférer Sharon devant les tribunaux, tout en reconnaissant sa « responsabilité indirecte » dans le massacre.

Selon l'avocate de Sharon, la procédure engagée en Belgique constitue « une atteinte à la souveraineté judiciaire de l'État d'Israël » ce qui rend « le juge incompétent ».

Elle appuie son argumentaire sur le fait que le statut de la Cour pénale internationale en gestation, déjà ratifié par la Belgique, stipule que « les poursuites sont irrecevables » si les États d'origine des accusés ont décidé de ne pas poursuivre le suspect.

Très embarrassé par les « effets pervers » de la loi de 1993 sur sa diplomatie, surtout au moment où il assure la présidence de l'Union européenne, le gouvernement belge a exprimé le souhait de réviser ce texte. Mais il a dû reporter une éventuelle décision à 2002 en raison de l'opposition des partis socialiste et écologiste qui font partie de la coalition gouvernementale.

« Cette loi est bonne mais le dépôt intempestif de plaintes sans lien de rattachement avec la Belgique et sans respect du droit international la rend inapplicable », a estimé Me Hirsch.

Pénaliste réputée, elle avait assisté les parties civiles lors du procès de quatre Rwandais condamnés en juin à Bruxelles pour leur participation au génocide de 1994 au Rwanda. C'était la première fois que la loi belge était appliquée.

**L'avocate de Sharon a contesté la compétence du juge d'instruction, arguant que les faits avaient déjà été jugés en Israël par une commission d'enquête.**

# ENCAN PUBLIC

Meubles, antiquités, tableaux, porcelaines, tapis, bijoux, bronzes, etc., à vendre pour plusieurs intérêts privés et/ou commerciaux, seront offerts dans cet encan.

#### EXPOSITION

Les samedi et dimanche 8 et 9 sept. de 10 h à 17 h  
**ENCAN**

Le dimanche 9 sept. à 13 h et du lundi 10 au jeudi 13 sept. à 19 h (chaque soir)



Canapé victorien en acajou sculpté

#### MEUBLES DE SALLE À MANGER



Commode style Louis XV



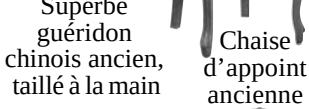
Berceuse en noyer sculpté, du XIXe siècle; de France



Commode style Louis XV en marqueterie d'acajou



Console style néo-classique



Superbe guéridon chinois ancien, taillé à la main



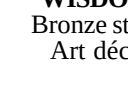
Chaise d'appoint ancienne



Commode servante édouardienne



Masques et sculptures provenant d'Afrique



"WISDOM" Bronze style Art déco



Marbre de style néo-classique, réalisé à la main



Pendule française ancienne faite de marbre



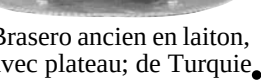
Chaise longue style victorien faite d'acajou; à décor de palmier



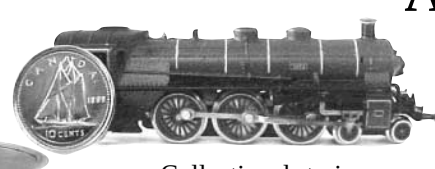
Table à écrire rectangulaire style néo-classique, sculptée; à décor de lion



LIMOGES



Brasero ancien en laiton, avec plateau; de Turquie



Collection de trains miniatures Marklin, échelle Z

#### MORIMURA BROS. Japon

Poupée à tête en biscuit et corps en chiffon; avec la robe d'origine



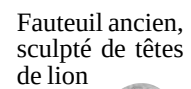
Collection de timbres



Marbre style Art nouveau, taillé à la main; haut de 39"



LeCoultre



Fauteuil ancien, sculpté de têtes de lion



Sélection de sculptures inuits



#### OEUVRES D'ART



Stanley Cosgrove



Hugues-Claude Pissarro



Jean-Philippe Dallaire



Henri Masson



Paul-Émile Borduas



Façade de cheminée style Louis XVI en marbre taillé à la main; à décor de têtes de béliet



Tapis persans tissés à la main; comprend un Nachsheh Tabriz en laine et soie (signé), 10'3" x 6'8"

**www.empireauctions.com**

**Encans Empire 5500, rue Paré**

**EMPIRE**



Horloge de compte à rebours, du Forum de Montréal

**Entrée libre, stationnement gratuit**



**(514) 737-6586**

# Moins de crédits que demandé pour le bouclier antimissile

d'après AFP

WASHINGTON — La Commission des forces armées du Sénat américain a réduit hier d'un peu plus d'un milliard de dollars les crédits demandés par le président George W. Bush pour développer son projet de bouclier antimissile, préfaçant une intense bataille à venir avec la Maison-Blanche.

La Commission, contrôlée par l'opposition démocrate, a retiré 1,3 milliard de dollars US de l'enve-

loppe budgétaire de 8,3 milliards réclamés par l'administration Bush dans le budget fédéral 2002 pour la défense antimissile, ont indiqué des sénateurs démocrates et républicains.

Elle a aussi sérieusement lié les mains du président en matière de défense antimissile en exigeant que l'administration obtienne du Congrès son autorisation avant de dépenser de l'argent pour poursuivre des tests qui violeraient le traité ABM conclu avec Moscou en 1972.

Cette disposition a provoqué la colère des élus républicains membres de la Commission, qui ont finalement voté contre l'ensemble du budget, et de l'administration.

La réduction de ces crédits a été approuvée par 13 voix contre 12 dans le cadre d'un projet de loi-cadre sur la défense, tous les membres démocrates de la Commission votant pour et les républicains contre.

Dans le même temps, la Commission présidée par le sénateur

démocrate Carl Levin a accepté d'allouer quelque 343 milliards de dollars en 2002 pour la défense, y compris les 18,4 milliards de dollars supplémentaires demandés par le président Bush.

Ce projet de loi fixe les grandes orientations budgétaires en matière de défense, mais il faut un autre projet de loi de dépenses pour que l'argent soit effectivement débloquent par le Congrès. En outre, le texte devra être approuvé par le Sénat et la Chambre des représentants.

Le vote sur l'ensemble du budget défense a été acquis également par 13 voix contre 12 — fait sans précédent, selon le sénateur républicain John Warner, qui a fait part de « profonds désaccords » dans les discussions au sein de la commission. Elle a achevé hier trois jours de réunions à huis clos.

Les républicains ont en particulier protesté contre les dispositions relatives aux tests de missiles et promis de s'y opposer en session plénière.

## COLOMBIE

### L'extrême droite soupçonnée de l'assassinat d'un député

d'après AFP

LOS POZOS — Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes) ont accusé hier l'extrême droite d'être responsable de l'assassinat, jeudi à Bogota, du député Jairo Rojas, vice-président de la Commission pour la paix de la Chambre des députés.

« Cet assassinat a été commis par la droite ultra, par les ennemis du processus de paix et du président Andres Pastrana, par ceux qui ne veulent pas que se poursuive la politique de réconciliation qu'il mène », a déclaré le principal porte-parole du mouvement de guérilla, Raul Reyes, à Los Pozos, dans la zone démilitarisée dans le sud du pays.

Jairo Rojas, qui appartenait au Parti conservateur du président Andres Pastrana et était également membre de la commission budgétaire de l'assemblée, a été assassiné par balles jeudi à l'aube à Bogota.

Selon Reyes, le député « croyait fermement à une issue politique » au conflit colombien et « a contribué à consolider le processus de paix » entre le gouvernement et la guérilla des FARC.

Le porte-parole des FARC a par ailleurs estimé que l'assassinat du parlementaire soulignait la nécessité pour le gouvernement de combattre avec détermination les groupes paramilitaires d'extrême droite, représentant, selon lui, « un obstacle sur le chemin de la paix ».

Jairo Rojas avait remplacé temporairement à la présidence de la commission pour la paix le parlementaire d'opposition Diego Turbay, assassiné en même temps que sa mère et cinq autres personnes le 29 décembre dernier sur une route du département de Cauca (Sud), près de la zone démilitarisée de 42 000 km<sup>2</sup> où ont lieu les discussions de paix entre le gouvernement et les FARC.

Le gouvernement du président Pastrana et les FARC, fortes de 16 500 hommes, ont entamé en janvier 1999 des discussions pour un règlement pacifique du conflit sans pour autant décréter un cessez-le-feu ou mettre fin aux combats.

# ECONOMISEZ SANS PÉPINS

**CHAISE OPÉRATEUR**  
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT OU GRIS  
Ajustement manuel de la hauteur

Prix sug : 72\$  
**2999\***

**CHAISE OPÉRATEUR**  
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT OU GRIS  
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR

Prix sug : 114\$  
**3999\***

**CHAISE OPÉRATEUR**  
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS, VERT OU BOURGOGNE  
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR

Prix sug : 161\$  
**7999\***

**CHAISE OPÉRATEUR**  
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT, GRIS OU BOURGOGNE  
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR  
• BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR

Prix sug : 202\$  
**9999\***

**CHAISE OPÉRATEUR**  
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT, GRIS OU BOURGOGNE  
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR  
• BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR  
• DOSSIER AJUSTABLE

Prix sug : 248\$  
**12999\***

**FAUTEUIL ERGONOMIQUE**  
DOSSIER MOYEN, DISPONIBLE EN NOIR, BLEU OU GRIS  
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR  
• BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR  
• DOSSIER AJUSTABLE

Prix sug : 343\$  
**17999\***

**POSTE INFORMATIQUE**  
FINI ÉRABLE NATUREL  
• TIROIR  
• DIMENSIONS : 40" L X 16" P X 28" H

Prix sug : 108\$  
**4999\***

**BUREAU ÉTUDIANT**  
FINI ÉRABLE NATUREL  
• TIROIR  
• DIMENSIONS : 40" L X 20" P X 28" H

Prix sug : 133\$  
**5999\***

**POSTE INFORMATIQUE**  
FINI ÉRABLE NATUREL  
• SUPPORT À CPU MOBILE  
• TIROIR-CLAVIER 27"  
• CAPACITÉ DE 18 CD  
• DIMENSIONS : 30" L X 20" P X 53" H

Prix sug : 163\$  
**8999\***

**POSTE INFORMATIQUE**  
FINI ÉRABLE SUR PIÈTEMENT EN MÉTAL  
• TIROIR-CLAVIER 27"  
• SUPPORT POUR CPU  
• CAPACITÉ DE 27 CD  
• DIMENSIONS : 60" L X 22" P X 59" H

Prix sug : 430\$  
**14999\***

**POSTE INFORMATIQUE**  
DISPONIBLE AVEC LE DESSUS NOIR ET LES CÔTES AULNE  
• TIROIR-CLAVIER 27"  
• ESPACE POUR CPU  
• ESPACE POUR 17 CD  
• DIMENSIONS : 42" L X 20" P X 60" H

Prix sug : 228\$  
**11999\***

**POSTE INFORMATIQUE**  
DISPONIBLE FINI ÉRABLE BRUN SUR ÉRABLE NATUREL  
• TIROIR-UTILITÉ  
• TIROIR-FILIÈRE  
• TIROIR-CLAVIER 30"  
• CAPACITÉ DE 27 CD  
• DIMENSIONS : 72" L X 24" P X 30" H

Prix sug : 379\$  
**19999\***

**POSTE INFORMATIQUE**  
FINI ACAJOU  
• TIROIR-UTILITÉ  
• ESPACE POUR CPU  
• TIROIR-CLAVIER 33"  
• CAPACITÉ DE 36 CD  
• DIMENSIONS : 48" L X 24" P X 62" H

Prix sug : 339\$  
**17999\***

## Denis

LES VRAIS EXPERTS DU BUREAU

**11 MAGASINS ET SALLES DE MONTRE**

**NOUVEAU SAINT-LAURENT, 3500 CÔTE-VERTU (514) 332-7883**

MONTREAL CENTRE-VILLE 499, RUE VIGER (514) 878-3777

ANJOU LES GALERIES D'ANJOU (514) 351-1055

BROSSARD 7903, BOUL. TASCHEREAU O. (450) 656-4840

GATINEAU 120, BOUL. DE L'HÔPITAL (819) 561-5611

LAVAL 2990, BOUL. LE CORBUSIER (450) 687-8682

OTTAWA 850, INDUSTRIAL AVENUE (613) 739-8900

POINTE-CLAIRE 2355, RTE. TRANSCANADIENNE (514) 428-8044

QUÉBEC 1415, BOUL. CHAREST O. (418) 682-3113

ST-JÉRÔME 291, DE VILLEMURE (450) 438-4111

TROIS-RIVIÈRES 2450, BOUL. DES RÉCOLLETS (819) 376-2538

OFFRE EN VIGUEUR JUSQU'AU 25 SEPTEMBRE 2001. CERTAINS ARTICLES PEUVENT ÊTRE LIMITÉS À UN PAR CLIENT ET/OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS. AUCUNE COMMANDE NE SERA DIFFÉRÉE. \* ASSEMBLAGE REQUIS \*\* TERRITOIRES LIMITÉS

COMMANDES TÉLÉPHONIQUES ACCEPTÉES  
OUVERT 7 JOURS

**MAGASINEZ EN LIGNE :  
WWW.DENIS.CA**

**LIVRAISON GRATUITE\*\*  
MÊME LE SAMEDI**

# La GRANDE LIQUIDATION

**Cavalier VLX** Chevrolet  
4 portes

**Malibu** Chevrolet

**Sunfire SLX** Pontiac  
4 portes

**Grand Am SE** Pontiac

**Alero** Oldsmobile

**Venture** Chevrolet

**Century** Buick

**Montana** Pontiac

**Tracker** Chevrolet  
4 portes 4 x 4

**Blazer** Chevrolet  
4 x 4

**Aztek** Pontiac

**Jimmy** GMC  
4 x 4

## ADIEU MODÈLES 2001

# 0,9%

de financement à l'achat\*

CHEVROLET  
Oldsmobile

Les Associations marketing des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile et Pontiac Buick GMC du Québec suggèrent aux consommateurs de lire ce qui suit. Offre d'une durée limitée réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2001 en stock. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. \*Taux de financement à l'achat de 0,9% disponible jusqu'à 48 mois sur la plupart des véhicules 2001 en stock et jusqu'à 60 mois pour Cavalier, Blazer, Sunfire et Jimmy. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Exemples de financement de 15 000 \$ à 0,9% : 1) 48 versements de 318,28 \$, coût en intérêts de 277,44 \$, coût total de 15 277,44 \$; 2) 60 versements de 255,76 \$, coût en intérêts de 345,60 \$, coût total de 15 345,60 \$. Exemple de financement de 25 000 \$ à 0,9% : 48 versements de 530,46 \$, coût en intérêts de 462,08 \$, coût total de 25 462,08 \$. Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères du manufacturier. \*\*Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant, visitez le [www.gmcanada.com](http://www.gmcanada.com) ou faites le 1 800 463-7483.

PONTIAC  
BUICK  
GMC

# **VENEZ SOUPER!**

**TOUTES NOS SALLES À MANGER SONT EN VENTE!  
 (ATTENTION: QUANTITÉS LIMITÉES)**

**COMMANDEZ DÈS MAINTENANT ET NOUS VOUS GARANTISSONS UNE  
 LIVRAISON POUR LES FÊTES! MAIS HÂTEZ-VOUS,  
 LES QUANTITÉS SONT LIMITÉES**



**Table et 4 Chaises**

**pour seulement:... 1,199\$!**

**r é g : 1 , 7 3 5 \$**



**Table Et 4 Chaises  
 pour seulement:... 1,299\$!**



**Table Et 4 Chaises  
 pour seulement:... 1,299\$!**



**Table Et 4 Chaises  
 pour seulement:... 1,199\$!**

**NOUS VOUS LAISSONS LE CHOIX! CHOISISSEZ PARMIS UNE VASTE SÉLECTION DE SALLES À MANGER.  
 D'ALLÉCHANTES ÉCONOMIES VOUS ATTENDENT. QUE VOUS ACHETIEZ SEULEMENT UNE TABLE ET 4 CHAIS-  
 ES, OU QUE CE SOIT UNE SALLE À MANGER COMPLÈTE! COMMANDEZ DÈS MAINTENANT AUX  
 MEILLEURS PRIX DE L'ANNÉE. LES QUANTITÉS SONT LIMITÉES!**

**mobilia**   
**à votre style . à votre portée**

**Montréal centre-ville 625 av. Président Kennedy (coin Union) 514 848-0923  
 Pointe Claire Méga Centre des Sources 2345, autoroute transcanadienne  
 (sortie boul. Des Sources) 514 695-8880  
 Laval Centre Décor 440 3916, autoroute 440 Ouest  
 (coin Curé Labelle) 450 687-1447  
 Saint-Léonard 6855, rue Jean-Talon Est  
 (entre boul. Galeries d'Anjou et boul. Langelier) 514 253-1070  
**Brossard NOUVELLE ADRESSE 8505, boul. Taschereau Ouest 450 462-1264  
 13 MAGASINS DANS L'EST DU CANADA DÉTAILS EN MAGASIN****

## **EN MARGE DE DURBAN**

### **Les p'tits commerces d'un congrès**

JOONEED KHAN

**DURBAN, Afrique du Sud — L'Afrique du Sud post-apartheid s'était fait un point d'honneur d'accueillir la Conférence mondiale contre le racisme (CMCR) et d'en faire la rampe d'une sorte de Charte mondiale antiraciste. Les controverses, les blocages et les délais ont porté un coup dur à cet espoir. Il était même question que Nelson Mandela et son successeur Thabo Mbeki prennent la parole à la plénière de clôture prévue hier. Ce projet est tombé à l'eau. Ces ratés ne font rien pour le prestige de l'ANC au pouvoir, surtout que le camp pro-apartheid, encore bien implanté, ne s'est pas gêné pour critiquer ces assises et trouver qu'« on aurait mieux dépensé tout cet argent à bâtir des écoles et des hôpitaux ». Sentiment fort délicat de la part de ceux qui ont dépossédé la majorité pendant des siècles, et qui aujourd'hui prônent la privatisation des services sociaux et publics.**

■ ■ ■

**Un délégué italien d'origine marocaine d'une trentaine d'années au Forum des ONG a été trouvé mort sous son lit dans un hôtel proche du Centre des congrès. Quatre femmes rapidement arrêtées sont passées aux aveux : elles ont accompagné l'homme à sa chambre et elles l'ont drogué en diluant une centaine de pilules dans sa bière pour ensuite lui faire les poches, et lui voler sa radio, sa montre et son téléphone cellulaire. Quand il est tombé raide mort, elles ont paniqué et pris la clé des champs. Les femmes ont impliqué quatre autres de leurs compagnes dans cette affaire et elles ont refusé les services d'un avocat.**

**Deux délégués péruviens ont été agressés en plein jour, à la vue de tous, rue Gillespie, près de la plage dorée de Durban, au cœur de l'ancienne ville blanche, Cité interdite aux non-Blancs sous l'apartheid. Ils marchaient quand ils ont été attaqués par derrière, les agresseurs cherchant à leur enlever leurs portefeuilles. Ils ont résisté. L'un des agresseurs a alors déchiré une jambe de pantalon de l'un des Péruviens, emportant le morceau — et le portefeuille. Eux aussi ont été très vite arrêtés. Les rues de Durban sont pourvues de caméras vidéo perchées sur des lampadaires à intervalles réguliers. C'est dire que le système de sécurité de l'apartheid est toujours efficace.**

■ ■ ■

**« Les délégués de la Conférence mondiale contre le racisme évitent les prostituées de Durban », rapporte le réseau de radio-télévision national SABC. « Les affaires étaient nettement meilleures l'an dernier avec la Conférence mondiale sur le sida », confie Kevin McInnes, directeur d'une agence d'escortes appelée At Sonja's. En prévision de la CMCR, il a placé des annonces dans les journaux et donné des cours spéciaux à ses travailleuses sur la politesse et sur la façon d'approcher les hôtels. « Les gens de la CMCR sont plus conservateurs, ils ont la mine sombre, ils ne savent pas s'amuser », a opiné McInnes.**

■ ■ ■

**De l'avis des Durbanites, leur ville présente les meilleures infrastructures de toute l'Afrique pour organiser des congrès internationaux. Si bien que l'économie de Durban dépend beaucoup de conférences comme la CMCR. « La conférence finie, les affaires vont baisser », avouent les chauffeurs de taxi. Plusieurs commerces ont lancé des campagnes de rabais ciblant les délégués à la CMCR. Telles ces entreprises de pêche et de surfing offrant cannes à pêche et appâts pour prendre des poissons à même les jetées et des cours rapides de surfing sur les magnifiques vagues de l'océan Indien qui viennent s'écraser avec fracas sur les belles plages s'étirant sur des kilomètres.**

■ ■ ■

**La CMCR a été hier le théâtre d'un service religieux oecuménique. Autour de Mgr Njongonkulu Ndungane, archevêque anglican du Cap, étaient réunis des religieux et laïcs du monde entier. Un moine bouddhiste drapé de safran a prêché l'harmonie cosmique, une musulmane a appelé à célébrer la fraternité humaine, un prêtre hindou a proposé une conférence mondiale sur la spiritualité, et un Américain a chanté *We Shall Overcome* avec l'assistance, comme durant les années 1960.**

## **La GRANDE LIQUIDATION**



**Cavalier VLX 4 portes**

**Garantie de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sur tous les modèles Cavalier 2001**

**ADIEU MODÈLES  
 2 0 0 1**

**0,9%  
 de financement  
 à l'achat\***

**ET PREMIÈRE MENSUALITÉ  
 GRATUITE\*\***



**Sunfire SLX 4 portes**

**Garantie de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sur tous les modèles Sunfire 2001**



**Venture**

**Sécurité 5 étoiles+  
 Fourgonnette offrant la meilleure économie d'essence de sa catégorie\*\***



**Montana**

**Sécurité 5 étoiles+  
 Fourgonnette offrant la meilleure économie d'essence de sa catégorie\*\***

**Les Associations marketing des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile et Pontiac Buick GMC du Québec suggèrent aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2001 en stock. Photos à titre indicatif seulement. \*Taux de financement à l'achat de 0,9 % disponible jusqu'à 48 mois pour Venture et Montana et jusqu'à 60 mois pour Cavalier et Sunfire. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Exemple de financement de 15 000 \$ à 0,9 % : 60 versements de 255,76 \$, coût en intérêts de 345,60 \$, coût total de 15 345,60 \$. Exemple de financement de 25 000 \$ à 0,9 % : 48 versements de 530,46 \$, coût en intérêts de 462,08 \$, coût total de 25 462,08 \$. \*\*Première mensualité gratuite, à l'achat ou à la location, jusqu'à concurrence de 500 \$, taxes incluses, sur les Cavalier, Venture, Sunfire, Montana et Silhouette 2001. Sujet au financement et à l'approbation du crédit de GMAC. \*Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et les passagers des sièges arrière lors de tests d'impacts latéraux. Tests effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des É.-U. \*\*Données fournies par le ministère des Ressources naturelles dans le Guide de consommation de carburant 2001. \*Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères du manufacturier. \*\*Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant, visitez le [www.gmcanada.com](http://www.gmcanada.com) ou faites le 1 800 463-7483.**



| FIDJI |

## Le putschiste Speight pourrait désigner le premier ministre

d'après AFP

SUVA – Le parti du premier ministre sortant des Fidji, Laisenia Qarase, a obtenu une majorité de sièges aux premières élections démocratiques tenues dans cet archipel du Pacifique-Sud depuis le coup d'État qui a renversé son prédécesseur l'an dernier, selon les résultats définitifs publiés hier.

Qarase ne dispose cependant pas d'une majorité absolue et des tractations sont en cours pour la formation d'un gouvernement de coalition qui pourrait inclure les partisans de l'instigateur du coup de force, le nationaliste conservateur George Speight.

Le parti de Qarase, installé au pouvoir par l'armée à l'issue du coup d'État, a obtenu 31 élus sur les 71 que compte le Parlement. Il devance le Parti travailliste de Mahendra Chaudhry, l'ex-premier ministre renversé, crédité de 27 sièges.

L'Alliance conservatrice du putschiste Speight a remporté six sièges. Elle se trouve en position de jouer les arbitres dans la formation d'un gouvernement de coalition dont le premier ministre sera nommé par le président, Josefa Iloilo.

Le Nouveau Parti travailliste a obtenu 2 élus, le Parti général unifié et le Parti de la fédération nationale, chacun un, auxquels s'ajoutent deux élus sans étiquette et un siège vacant à la suite du décès d'un candidat durant la campagne.

Les partisans de Speight posent comme condition à tout accord la libération du putschiste, afin qu'il puisse siéger au Parlement où il a été élu. Poursuivi pour trahison, il est détenu dans une île au large de la capitale, Suva.

Cette exigence rend difficile pour les autres partis la formation d'une coalition avec les nationalistes.

La presse fidjienne a condamné hier tout marchandage pour la libération de Speight.

« N'importe quel premier ministre, prêt à passer l'éponge sur une procédure pour trahison en vue accéder à de telles fonctions, ne pourra jamais espérer gagner la confiance et le respect de la population », a averti le *Fiji Times*.

Les 830 000 habitants des îles Fidji comptent 51 % de Mélanésiens, fidjiens de souche, et de Polynésiens, et 44 % de Fidjiens d'origine indienne, dont la réussite politique et économique suscite jalousies et rancœurs depuis l'indépendance de l'archipel en 1970.

Qarase est un Fidjien de souche alors que Chaudhry est issu de la minorité indienne.

# « LA PROVINCE DE QUÉBEC N'A PAS D'OPINION; ELLE N'A QUE DES SENTIMENTS. »\*

\* Wilfrid Laurier, en réponse à Henri Bourassa qui s'opposait à la participation des Canadiens-français à la guerre des Boers.

## LE CANADA

UNE HISTOIRE POPULAIRE

2981176A



NOUVEAUX ÉPISODES

### demain 19 h 30



ICI Radio-Canada

Réalisation-coordination : Hubert Gendron

## La GRANDE LIQUIDATION



Sunfire SLX ▼ Pontiac  
4 portes

### 213 \$

/mois\*

Transport et préparation inclus

PREMIÈRE MENSUALITÉ GRATUITE\*\*

Garantie de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sur tous les modèles Sunfire 2001

- Moteur 2,2 L 14 de 115 HP • Lecteur CD • Téléverrouillage des portes
- Roues de 15 po

| Location 48 mois                 |            |
|----------------------------------|------------|
| Comptant (ou échange équivalent) | Mensualité |
| 0 \$                             | 252 \$     |
| 896 \$                           | 233 \$     |
| 1 840 \$                         | 213 \$     |

## ADIEU MODÈLES 2001

# 0,9%

de financement à l'achat\*

Grand Prix GT ▼ Pontiac  
4 portes

### 298 \$

/mois\*

Transport et préparation inclus

26 698 \$ à l'achat\*\*\*

| Location 48 mois                 |            |
|----------------------------------|------------|
| Comptant (ou échange équivalent) | Mensualité |
| 0 \$                             | 389 \$     |
| 2 249 \$                         | 338 \$     |
| 4 013 \$                         | 298 \$     |

- Moteur V6 3,8 L de 200 HP • Boîte automatique 4 vitesses
- Lecteur CD • Roues de 16 po en aluminium



2979470A



L'Association marketing des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2001 en stock, tels que décrits ci-dessus. Photos à titre indicatif seulement. \* Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial (voir tableaux de mensualités). À la location, transport et préparation inclus, immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépôt de sécurité d'au plus 450 \$ et première mensualité exigés à la livraison. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km. \*\* Première mensualité gratuite, à l'achat ou à la location, jusqu'à concurrence de 500 \$, taxes incluses, sur les Sunfire et Montana 2001. Sujet au financement et à l'approbation du crédit de GMAC. \*\*\* À l'achat, préparation incluse, transport (895 \$), immatriculation, assurance et taxes en sus. \* Taux de financement à l'achat de 0,9 % disponible jusqu'à 48 mois pour Grand Prix et jusqu'à 60 mois pour Sunfire. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Exemple de financement de 15 000 \$ à 0,9 %: 60 versements de 255,76 \$, coût en intérêts de 345,60 \$, coût total de 15 345,60 \$. Exemple de financement de 25 000 \$ à 0,9 %: 48 versements de 530,46 \$, coût en intérêts de 462,08 \$, coût total de 25 462,08 \$. \* Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères du manufacturier. \*\* Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant, visitez le [www.gmcanada.com](http://www.gmcanada.com) ou faites le 1 800 463-7483.



2979525

# Venezuela: huit policiers accusés d’avoir exterminé des délinquants

d’après AFP

CARACAS — Huit policiers, accusés d’appartenir à un groupe d’extermination qui aurait assassiné une soixantaine de délinquants dans la province de Portuguesa (centre-ouest), ont été inculpés d’homicide et arrêtés ces derniers jours au Venezuela, a-t-on appris hier de source judiciaire. Le procureur de l’État de Portuguesa, Elizabeth de la

Cueva, a déclaré que d’autres inculpations allaient suivre, quelque 40 policiers au total étant soupçonnés d’avoir participé à des assassinats de délinquants dans cet État.

Selon la presse locale, les policiers inculpés font partie d’un groupe appelé « Groupe extermination », dont les membres, des policiers opérant masqués, exécutent sommairement les délinquants tombant entre leurs mains.

Selon le gouverneur de la province, Antonio Munoz, ces assassinats de délinquants seraient commandités par des groupes économiques ou politiques de la région.

« Il paraît difficile que ces policiers agissent pour leur compte et se transforment en justiciers », a-t-elle déclaré.

La présence de groupes d’extermination de délinquants a également été dénoncée dans d’autres États du pays, dont ceux de Bolivar,

Yaracuy, Carabobo et Aragua. À la fin de mai, le gouvernement vénézuélien avait annoncé la détention d’une vingtaine de policiers soupçonnés d’être impliqués dans l’assassinat de plus de 90 personnes entre septembre 2000 et mai 2001.

Chaque week-end, de 60 à 100 assassinats sont en moyenne recensés au Venezuela par la police, qui les attribue principalement à des affrontements entre bandes rivales.

## | ZIMBABWE |

# L’État se plie, en principe, à la volonté internationale

STÉPHANE BARBIER  
Agence France-Presse

HARARE — Le gouvernement zimbabwéen a cédé, sur le papier, aux pressions internationales en acceptant lors d’une réunion du Commonwealth à Abuja de mettre un terme aux occupations illégales de terres, mais reste à savoir si cet engagement sera vraiment appliqué sur le terrain.

Assorti d’une promesse de faire cesser les violences politiques, cet engagement d’Harare a été obtenu jeudi en échange d’une importante aide financière du Royaume-Uni, ancienne puissance coloniale du Zimbabwe, pour dédommager les fermiers blancs expropriés de leurs terres.

L’accord conclu sous l’égide du Nigeria par les ministres des Affaires étrangères zimbabwéen et britannique, Stan Mudengue et Jack Straw, doit encore être approuvé par les chefs de gouvernement des deux pays, Robert Mugabe et Tony Blair.

Après plus de 18 mois d’occupations de fermes appartenant à la minorité blanche par des anciens combattants de la guerre nationale du Zimbabwe — le plus souvent menées dans la violence — cet accord constitue un revirement de la part du gouvernement zimbabwéen.

Ces occupations ont en effet lieu avec l’aval du pouvoir qui a mis en place en juillet 2000 une réforme agraire accélérée visant à redistribuer à des familles noires démunies la quasi-totalité des 11 millions d’hectares de terres appartenant en majorité à des descendants de colons britanniques.

Soumis à une pression de plus en plus forte des pays occidentaux menés par la Grande-Bretagne, mais aussi de ses voisins d’Afrique australe inquiets des répercussions de la crise zimbabwéenne sur leurs économies, le gouvernement a apparemment opté pour une redistribution pacifique des terres des Blancs.

Mais même s’il le souhaite, il aura beaucoup de mal à faire partir ses partisans et les anciens combattants des fermes envahies : ils y sont devenus les maîtres et y agissent comme bon leur semble au nez et à la barbe de la police qu’opposants et défenseurs des droits de l’homme accusent de complicité.

Hier, le leader des anciens combattants, Joseph Chinotimba, a déclaré qu’après Abuja, il n’avait pas l’intention d’ordonner dans l’immédiat l’évacuation des fermes. « Les fermiers blancs sont ceux qui provoquent tous les problèmes. On nous a alloué la terre légalement », a-t-il dit.

Des déclarations qui confortent à Harare le scepticisme entourant l’accord d’Abuja, tant du côté de l’opposition et des fermiers blancs, que de celui des analystes politiques indépendants.

Colin Cloete, président du Syndicat des fermiers commerciaux (CFU), qui regroupe les fermiers blancs, a espéré qu’Abuja n’était « pas juste un coup de bluff », jugeant qu’il y a un gouffre entre « la situation désespérée sur les fermes » et « les sourires et la percée diplomatique d’Abuja ».

Un des dirigeants du principal parti d’opposition, le Mouvement pour le changement démocratique (MDC), Tendai Biti, s’est demandé comment un pouvoir qui ne respecte ni ses obligations internationales, ni sa constitution, ni ses propres institutions judiciaires, « pourrait respecter un accord non contraignant trouvé autour d’un thé à Abuja ».

Selon John Makumbe, politologue à l’Université du Zimbabwe, l’aide promise au gouvernement de Mugabe ne sera versée qu’à « la condition qu’il rétablisse la légalité et redistribue les terres petit à petit, ce qu’il ne peut pas faire et gagner » l’élection présidentielle prévue en avril 2002.

Le président Mugabe, qui n’était pas encore rentré hier d’un voyage en Libye, aura l’occasion, lundi et mardi prochains à Harare, de préciser ses intentions réelles lors d’un sommet des chefs d’État et de gouvernement d’Afrique australe entièrement consacré à la crise zimbabwéenne.

Notre solde se termine le 11 septembre 2001 et voici quelques-uns de nos tarifs, probablement parmi les plus bas de l’année. Faites vite, car tout s’envolera le temps de lire. Voici un aperçu de nos tarifs incroyablement bas pour le Canada, les États-Unis, plusieurs destinations autour du monde et, surtout, les plages ensoleillées. Réservez dès maintenant et bon voyage !

Tarifs de chaque trajet au départ de **MONTRÉAL**, basés sur un voyage aller-retour :

| CANADA par trajet                  | ÉTATS-UNIS par trajet                                                         | INTERNATIONAL par trajet                                                                                                           | PLACE À LA PLAGE par trajet                                                                       |
|------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 99\$ Halifax                       | 99\$ Boston                                                                   | 259\$ Francfort <sup>1</sup> /Munich <sup>1</sup> /Hambourg <sup>1</sup><br>15 oct. – 13 déc. 2001<br>25 déc. 2001 – 28 févr. 2002 | 159\$ Fort Lauderdale<br>28 oct. 2001 – 28 févr. 2002                                             |
| 99\$ Moncton<br>Saint John (N.-B.) | 99\$ Chicago                                                                  | 259\$ Londres<br>1 <sup>er</sup> oct. – 13 déc. 2001<br>25 déc. 2001 – 28 févr. 2002                                               | 159\$ Miami/Orlando                                                                               |
| 99\$ Thunder Bay                   | 99\$ New York                                                                 | 299\$ Paris<br>1 <sup>er</sup> oct. – 13 déc. 2001<br>25 déc. 2001 – 28 févr. 2002                                                 | 159\$ Tampa<br>15 sept. – 14 déc. 2001<br>8 janv. 2002 – 28 févr. 2002                            |
| 99\$ Toronto                       | 119\$ Washington (D.C.)                                                       | 299\$ Zurich<br>15 oct. – 13 déc. 2001<br>25 déc. 2001 – 28 févr. 2002                                                             | 159\$ West Palm Beach/Fort Myers<br>28 oct. 2001 – 28 févr. 2002                                  |
| 159\$ Charlottetown                | 159\$ Atlanta                                                                 | 319\$ Rome <sup>3</sup> /Milan <sup>3</sup><br>15 oct. – 13 déc. 2001<br>25 déc. 2001 – 28 févr. 2002                              | 259\$ Antigua<br>15 sept. – 14 déc. 2001<br>8 janv. 2002 – 28 févr. 2002                          |
| 159\$ Winnipeg                     | 159\$ Charlotte                                                               | 599\$ Shanghai<br>15 sept. 2001 – 28 févr. 2002                                                                                    | 259\$ Barbade<br>15 sept. – 14 déc. 2001<br>8 janv. 2002 – 28 févr. 2002                          |
| 199\$ Calgary/Edmonton             | 159\$ Houston<br>Dallas-Fort Worth                                            | 649\$ Hong Kong/Taipei<br>15 sept. – 13 déc. 2001<br>6 janv. 2002 – 28 févr. 2002                                                  | 259\$ Cancun <sup>2</sup> /Grand Cayman<br>28 oct. – 14 déc. 2001<br>8 janv. 2002 – 28 févr. 2002 |
| 199\$ Regina/Saskatoon             | 159\$ Jacksonville<br>15 sept. – 14 déc. 2001<br>8 janv. 2002 – 28 févr. 2002 | 699\$ Tel Aviv<br>15 oct. – 13 déc. 2001<br>25 déc. 2001 – 28 févr. 2002                                                           | 259\$ Kingston (JA)/Montego Bay<br>15 sept. – 14 déc. 2001<br>8 janv. 2002 – 28 févr. 2002        |
| 199\$ Vancouver                    | 214\$ Las Vegas/Phoenix                                                       | 749\$ Melbourne<br>30 nov. – 13 déc. 2001<br>6 janv. 2002 – 28 févr. 2002                                                          | 259\$ Puerto Vallarta <sup>2</sup><br>3 nov. – 14 déc. 2001<br>8 janv. 2002 – 28 févr. 2002       |
| 259\$ Victoria                     | 214\$ Los Angeles<br>San Francisco                                            | 749\$ Sydney<br>15 sept. – 13 déc. 2001<br>6 janv. 2002 – 28 févr. 2002                                                            | 299\$ Pointe-à-Pitre<br>15 sept. – 14 déc. 2001<br>8 janv. 2002 – 28 févr. 2002                   |

**D’autres tarifs avantageux sont présentement offerts pour nos destinations internationales et le Canada avant le 31 octobre 2001. Pour plus de renseignements, appelez votre agent de voyages ou Air Canada.**

**Canada :** achat 7 jours à l’avance. Voyages effectués entre le 1<sup>er</sup> novembre 2001 et le 28 février 2002.  
**États-Unis :** achat 14 jours à l’avance. Les voyages doivent prendre fin au plus tard le 28 février 2002.  
**Destinations internationales :** achat 7 jours à l’avance. Premières et dernières dates de départ telles qu’indiquées.  
Du 15 décembre 2001 au 7 janvier 2002, des périodes de restriction s’appliquent pour les destinations du Canada, des États-Unis, des Caraïbes et du Mexique.

Le meilleur horaire • Présélection de places sans frais • Milles Aéroplan<sup>MD</sup> • Bornes Enregistrement Express  
Les aînés profitent de 10 % de rabais sur tous les tarifs des vols à destination du Canada et des États-Unis.



**AIR CANADA**

MEMBRE DU RESEAU STAR ALLIANCE



Réservez par Internet en peu de temps : **www.aircanada.ca**  
Optez pour le billet électronique : la façon simple et rapide de voyager sans billet conventionnel.

Pour réserver, communiquez avec votre agent de voyages ou Air Canada au : **1 888 247-2262** **ATS : 1 800 361-8071**



Ces tarifs ne sont accessibles qu’à l’occasion de l’achat d’un billet aller-retour, lequel doit refléter l’itinéraire complet. Sauf avis contraire, les vols peuvent être assurés sur des appareils d’Air Canada ou d’Air Canada Régional inc. (faisant affaire sous le nom d’Air Alliance, Air BC, Air Nova, Air Ontario, lignes aériennes Canadien Régional). Tarifs en vigueur au moment de la publication. Applicables aux nouvelles réservations seulement. Les tarifs sont sous réserve de l’approbation du gouvernement. Les taxes, les redevances de navigation de NAV CANADA, les frais de carburant lorsque applicables et les frais d’aéroport ne sont pas inclus. Les billets doivent être achetés au plus tard le 11 septembre 2001. Pour les destinations canadiennes et internationales : achat sept jours à l’avance. Pour les destinations américaines : achat quatorze jours à l’avance. Pour les destinations canadiennes et américaines : les voyages doivent prendre fin au plus tard le 28 février 2002. Pour les destinations internationales : la dernière date de départ est le 28 février 2002. Du 15 décembre 2001 au 7 janvier 2002, des périodes de restriction s’appliquent pour les destinations du Canada, des États-Unis, des Caraïbes et du Mexique. Les billets sont totalement non remboursables. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s’appliquer. Les tarifs peuvent différer selon les dates de départ et de retour. Séjour minimal et maximal, d’autres conditions s’appliquent. Le rabais pour aînés est offert pour les destinations canadiennes et américaines et pour les personnes ayant 60 ans et plus au moment du voyage. Une carte d’identité avec photo et date de naissance sera requise lors de l’enregistrement. Sauf avis contraire, le rabais d’Air Canada pour aînés s’applique à tous les tarifs publiés. <sup>MD</sup>Aéroplan est une marque déposée d’Air Canada.

<sup>1</sup>En collaboration avec Lufthansa, membre du réseau Star Alliance<sup>MC</sup>. <sup>2</sup>En collaboration avec Mexicana, membre du réseau Star Alliance<sup>MC</sup>. <sup>3</sup>En collaboration avec Alitalia.

2906133A

***Bibliothèque  
et Archives  
nationales***

**Québec** 

*La Presse*

8 septembre 2001

Page A25 manquante

## Milosevic « refusera tout contact » avec les avocats désignés par le TPI

d'après AFP

BELGRADE — Slobodan Milosevic « refusera tout contact » avec les avocats désignés par le Tribunal pénal international (TPI) pour assister la cour dans le dossier de l'ex-président yougoslave, a déclaré l'un de ses défenseurs à Belgrade, Zdenko Tomanovic, cité hier par l'agence Tanjug.

Milosevic « ne reconnaît pas les amis de la cour (amicus curiae) et il refusera tout contact » avec eux, a affirmé Tomanovic, précisant qu'il s'est entretenu par téléphone, avec l'ex-président yougoslave.

Selon l'avocat, Milosevic a mis en garde les trois juristes désignés par le TPI contre la « responsabilité morale qu'ils endossaient en se faisant les complices des représailles contre le leader du peuple qui s'est opposé à l'OTAN ». « Ils seront les complices d'un procès monté », a ajouté Milosevic, selon Tomanovic.

Lors de la dernière comparution de Milosevic devant le TPI, le 30 août, le juge Richard May avait fait part de sa décision de désigner d'office un ou plusieurs avocats, l'ancien chef d'État, déniait toute légitimité au Tribunal, ayant renoncé à recourir à une défense.



photo AP

Les rebelles albanophones de Macédoine ont rendu hier un char qu'ils avaient pris aux forces gouvernementales, et les munitions à l'avenant.

## L'OTAN reprend sa collecte d'armes

L'UCK remet symboliquement un char d'assaut subtilisé aux forces macédoniennes

SYLVIE GROULT  
Agence France-Presse

SKOPJE — L'OTAN a repris hier sa collecte de l'arsenal de la guérilla albanaise à Radusa, un village de montagne au nord-ouest de Skopje, où les rebelles ont symboliquement rendu un char subtilisé aux forces macédoniennes, qui a été aussitôt détruit par les soldats alliés.

Cette deuxième phase de l'opération « Moisson essentielle » s'est mise en marche, aussitôt approuvée par le Parlement, jeudi, le principe de la révision de la constitution prévoyant des droits plus larges pour la minorité albanaise de Macédoine.

Le nouveau lieu de collecte, installé en principe pour deux jours à Radusa, un village proche de la frontière avec le Kosovo, a ouvert ses portes hier matin dans un bâtiment de briques en bordure d'un terrain de football. Affichant leur bonne volonté, mais avertissant aussi que la paix en Macédoine ne se fera pas sans eux, les rebelles ont rendu à l'OTAN le premier des deux chars T-55 de l'armée macédonienne dont ils s'étaient emparés.

Les soldats de l'OTAN ont fait exploser le char sur place, au sommet d'une colline, sous les acclamations des combattants albanais arrivés en colonnes, à la mi-journée, pour abandonner leurs armes.

Dans un défilé minutieusement réglé, sous l'oeil des caméras de télévision, environ 200 rebelles sont allés remettre leur arsenal, fusils d'assaut AK-47, mais aussi armes antichars, mitrailleuses ainsi qu'un transport de troupes blindé macédonien, peint de sigles rouges aux couleurs de l'UCK.

Cette deuxième phase de la collecte, dans le lieu protégé par deux cordons de sécurité, l'un à un kilomètre, l'autre à cinq kilomètres, a débuté, comme la première, selon un scénario soigneusement préparé par les équipes de liaison de l'OTAN.

Les chefs de la guérilla se sont engagés à rendre à l'OTAN, au cours de sa mission d'un mois, 3300 armes, dont deux chars et deux transports de troupes blindés pris aux forces macédoniennes pendant les combats.

La première phase, entre le 27 et le 29 août, avait permis à l'OTAN de récupérer 1200 armes et de répondre ainsi à la condition posée par le Parlement macédonien, qui avait exigé qu'un tiers des armes aient été récoltées avant de démarrer ses travaux sur la révision de la Constitution.

Cette deuxième phase du ramassage doit se dérouler dans trois lieux ouverts tour à tour dans les régions du nord et du nord-ouest du pays occupées par la guérilla, et permettre à l'OTAN de récupérer, d'ici au 13 septembre, le deuxième

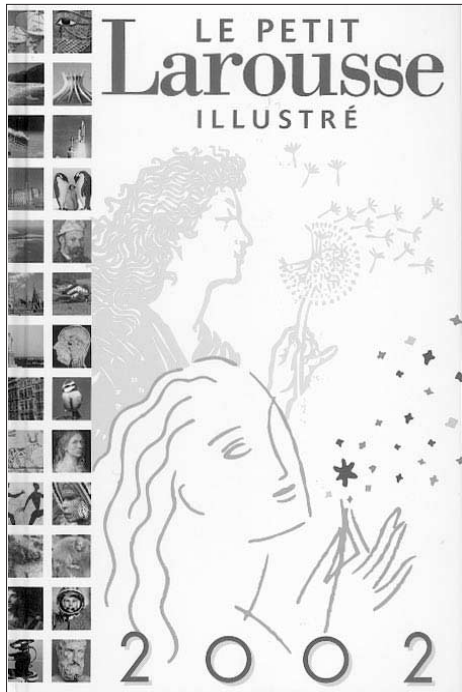
tiers des armes. Le lieu de Radusa devrait probablement rester ouvert aujourd'hui.

Diplomates et militaires occidentaux ne cachent pas cependant que le désarmement de l'UCK, qui s'effectue selon un accord négocié entre l'OTAN et les chefs rebelles, restera imparfait, symbolique même, et ils misent davantage, pour stabiliser le pays, sur les réformes politiques, actuellement débattues au Parlement.

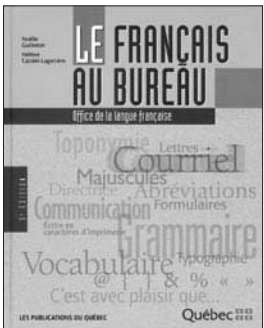
Pour encourager ces réformes, le représentant de la diplomatie européenne, Javier Solana, et le commissaire aux relations extérieures, Chris Patten, étaient hier à Skopje. Le déblocage de 42,5 millions d'euros pour la Macédoine a été annoncé lors de cette visite. Patten a affirmé qu'une conférence des pays donateurs pour la Macédoine se réunirait « dès que le Parlement macédonien aura adopté les changements constitutionnels » prévus par l'accord de paix du 13 août. Il a assuré que l'Union européenne « tiendrait ses promesses » en soutenant financièrement la mise en oeuvre des réformes.

Ces réformes, prévues par l'accord signé le 13 août entre partis politiques, macédoniens et albanais, accordent des droits plus larges à la minorité albanaise de Macédoine, en donnant en particulier à l'albanais le statut de langue officielle dans certaines régions. La guérilla avait accepté de déposer les armes en échange de ces avancées politiques.

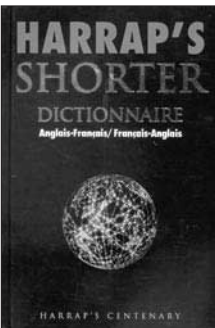
# Les outils d'une rentrée réussie



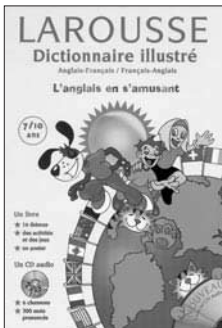
Petit Larousse illustré 2002  
rég. 54,95 \$ / spéc. 39,95 \$



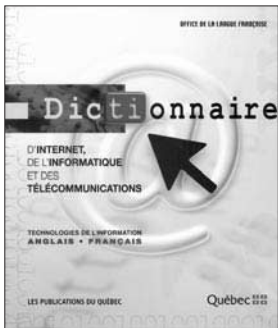
Le français au bureau  
rég. 29,95 \$ / spéc. 22,45 \$



Harraps Shorter fr angl  
rég. 49,95 \$ / spéc. 37,50 \$



Larousse Active dict angl fr  
7-10 ans  
rég. 24,95 \$ / spéc. 18,70 \$



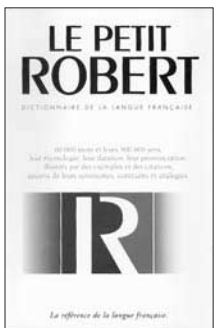
Dictionnaire internet informatique  
rég. 69,95 \$ / spéc. 59,45 \$



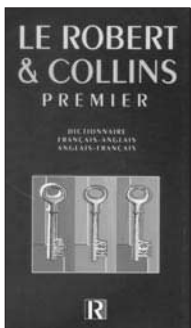
Agenda d'art Musée du Québec  
21,95 \$



40 leçons pour parler anglais  
72,95 \$



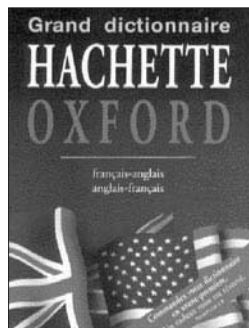
Nouveau Petit Robert  
de la langue française  
rég. 72,95 \$ / spéc. 62 \$



Robert & Collins Premier  
rég. 15,95 \$ / spéc. 13,55 \$



Dictionnaire Larousse  
des jeunes  
29,95 \$



Dictionnaire Hachette Oxford  
rég. 49,95 \$ / spéc. 37,50 \$



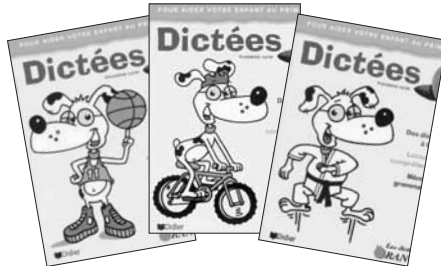
Bescherelle  
Grammaire anglaise  
25,95 \$



Bescherelle Art de conjuguer rég. 14,95 \$  
Petit Bescherelle rég. 22,95 \$ / spéc. 19,50 \$



Les Agendas Quo Vadis – 15 % de rabais



Collection Dictées Orange  
rég. 7,95 \$ / spéc. 6,75 \$

LIBRAIRIESMITH

Chapters  
www.chapters.ca

COLES

# Le premier ministre chinois Zhu arrive en Russie pour sceller le rapprochement Pékin-Moscou

d'après AFP

**SAINT-PÉTERSBOURG** – Le premier ministre chinois, Zhu Rongji, a entamé hier une visite de cinq jours en Russie qui doit sceller le rapprochement entre Pékin et Moscou, notamment dans le domaine économique.

Cette visite doit déboucher sur la signature d'un contrat d'achat d'avions civils russes, d'un accord sur un oléoduc de la Sibérie à la Chine et d'une déclaration politique commune.

Le temps fort est attendu aujourd'hui avec la rencontre de Zhu avec son homologue russe, Mikhaïl Kasianov, à Saint-Petersbourg. Le premier ministre chinois doit aussi rencontrer le président russe Vladimir Poutine à Moscou.

Le déplacement de Zhu concrétise la politique de rapprochement entre Moscou et Pékin, initiée avec la signature d'un traité d'amitié en juillet dernier lors de la visite du président chinois Jiang Zemin dans la capitale russe.

Dans le domaine pétrolier, on attend un accord entre la compagnie pétrolière russe Ioukos, le mono-

pole russe du transport par oléoduc Transneft et un groupe énergétique chinois sur la construction d'un oléoduc reliant la région sibérienne d'Irkoutsk à la région du Nord-Est chinois de Daling.

Une fois achevé, en 2005, cet oléoduc permettra de quasiment doubler les échanges commerciaux qui se sont établis à 8 milliards de dollars US l'an dernier, a expliqué la semaine dernière l'ambassadeur de Chine en Russie, Zhang De-guang. La délégation chinoise et les représentants de Ioukos signeront « un document précis et très important », a indiqué Zhang. Un accord cadre dans ce sens avait été signé par les présidents russe et chinois en juillet dernier.

La Russie et la Chine semblent aussi décidées à élargir leurs échanges commerciaux dans le domaine du transit ferroviaire. Le ministre russe des Chemins de fer, Nikolai Aksionienko, a signé dimanche dernier avec son homologue chinois Fou Jijuan un mémorandum de coopération, par lequel les deux parties s'engagent à augmenter le trafic ferroviaire transfrontalier dès le premier semestre 2002, selon Interfax.

Les échanges en volume entre la Chine et la Russie représentent juste un peu plus du dixième de ceux de la Chine avec les États-

Unis. De surcroît, une bonne part de ces échanges consistent en de petits accords de troc entre les marchands sibériens et leurs homologues du nord de la Chine.

Un accord sur l'achat de cinq avions civils russes Tu-204 sera conclu, selon le directeur de l'agence spatiale russe Iouri Kop-tev, cité mercredi par Interfax. Le chiffre de dix appareils Tu-204 avait été évoqué lors de la visite de Jiang.

Enfin, la politique internationale sera au menu des entretiens du premier ministre chinois avec le président Poutine, notamment sur le traité antimissile ABM de 1972, que Washington souhaite abandonner afin de mener à bien son projet de déploiement d'un bouclier antimissile (MD).

Moscou et Pékin sont opposés à l'abandon du traité ABM. Les Russes considèrent qu'il est la « pierre angulaire » du système de stabilité stratégique. Les Chinois craignent que le MD englobe à terme l'île de Taïwan, que Pékin considère comme une province rebelle à réunifier avec le continent.

La visite du premier ministre chinois en Russie, du 7 au 12 septembre, s'inscrit dans une tournée européenne le menant, du 2 au 15 septembre, successivement en Irlande, en Belgique, en Russie et enfin au Kazakhstan.

## ARRÊTEZ DE CHERCHER !

# 327-7777



Berline ou coupé Civic

**15 800\$\*** à l'achat **228\$\*\***/mois location 48 mois

Option 0 \$ comptant également disponible  
Transport et préparation inclus.

## CR-V LX 2001



**FINANCEMENT 5,8% (60 mois)**  
disponible sur CR-V et Accord 4 portes 4 cyl.

**25 900\$**  
À l'achat T.T.P. en sus.

\*P.D.S.F. de la berline Civic DX 2001 (modèle ES1521PX) et de la coupé Civic DX 2001 (modèle EM2111P) neuves. \*\*Bail 48 mois • Échange ou comptant de 2 275 \$ (coupé Civic) ou 2 175 \$ (berline Civic) • Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,10 \$ le kilomètre excédentaire. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Offre d'une durée limitée.

**HONDA**

# Gabriel

Pour plus de renseignements

**327-7777**

7000, boul. Henri-Bourassa Est Montréal-Nord  
Visitez notre site : [www.gabriel.ca](http://www.gabriel.ca)



## Mesurez vos besoins

### Forfait Mobilité pancanadienne

- Aucuns frais interurbains pour les appels en provenance du Canada à destination du Canada et des États-Unis.

**150**  
minutes  
**30\$**/mois

### Forfait Amérique numérique

- Aucuns frais interurbains ni d'itinérance pour les appels reçus ou effectués n'importe où en Amérique du Nord\*.

**200**  
minutes  
**69\$**/mois

### Forfait Petite entreprise

- Un bloc commun de temps d'antenne à partager entre plusieurs utilisateurs\*\*.

**200**  
minutes  
**40\$**/mois

Forfaits Entreprises également disponibles pour les grandes entreprises.

## doublez vos minutes

Jusqu'au 31 octobre, optez pour l'un des forfaits et on double vos minutes pendant deux mois. C'est juste assez pour trouver le forfait qui s'ajuste parfaitement à vos besoins.

Visitez un magasin Espace Bell ou Bell Mobilité  
**1 866 371-9752** ou [www.bell.ca/doublezvosminutes](http://www.bell.ca/doublezvosminutes)

Détails en magasin. Nouvelles activations seulement. L'offre ne peut être jumelée à aucune autre offre Bell Mobilité et peut être modifiée sans préavis. Taxes, frais interurbains, d'activation et d'accès au réseau en sus. Certaines conditions s'appliquent. \*Temps d'antenne (local, d'itinérance et interurbain) pour les appels en provenance et à destination du Canada et des États-Unis (à l'exclusion d'Hawaï et de l'Alaska). \*\*De 2 à 6 utilisateurs.



**Auteuil**  
ENTREPRISE YACO ENRG.  
5330, boul. des Laurentides  
(450) 628-9366

**Belœil**  
R.C.C. Mail Monténach  
(450) 446-7176

**Blainville**  
CTM  
744, boul. Côté-Labelle (105)  
(450) 433-0228

**Brossard**  
BELL MOBILITÉ  
Mail Champlain  
(450) 465-6025

**Châteauguay**  
MOBILITÉ CHATEAUGUAY INC.  
61A, boul. St-Jean-Baptiste  
(450) 692-4040

**Dorval**  
J.D. MOBILITÉ  
10925, chemin Côte-de-Liesse  
(514) 422-0511

**Cranby**  
CTM  
590, boul. Boivin  
(450) 378-3618

**Hull**  
ELYP SOLUTION DE RÉPARTITION  
73, rue Jean-Proulx  
(819) 777-0999

**Joliette**  
BOUTIQUE DU TELEPHONE INC.  
127, boul. St-Charles  
Borromée Nord  
(450) 752-5030

**Lachine**  
CBCI TELECOM INC.  
2409, 46<sup>e</sup> Avenue  
(514) 422-3334

**Lafontaine**  
COSAT  
2121, boul. Labelle  
(450) 431-5122

**Laval**  
CTM  
2271, boul. Le Corbusier  
(450) 682-9366

**Longueuil**  
CELLCOM  
650, place Trans-Canada  
(450) 463-7777

**Longueuil**  
CELLCOM  
650, place Trans-Canada  
(450) 463-7777

**TELECENTRE QUÉBEC**  
6855, rue St-Jacques Ouest  
(514) 485-5222

**CELLCOM-MONTRÉAL**  
5200, rue Paré  
(514) 739-7777

**Magog**  
Cellulaire Plus  
1739, Sherbrooke  
(450) 446-8895

**Montréal**  
ABCO TELECOMM INC.  
8900, rue Lajeunesse  
(514) 389-8900

**CITÉCELL**  
5571, boul. de la Vérendrye  
(514) 762-2000

**TELECENTRE QUÉBEC**  
6855, rue St-Jacques Ouest  
(514) 485-5222

**CELLCOM-MONTRÉAL**  
5200, rue Paré  
(514) 739-7777

**CELLULAIRE ONE**  
9280, boul. l'Acadie  
(514) 385-0770

**CELLULOUTIQUE**  
MONTRÉAL  
Complexe Desjardins  
(514) 289-1001

**SOLUTIONS SANS FILS**  
1102, de Beury  
(514) 393-9464

**Salaberry-de-Valleyfield**  
LIBRAIRIES BOYER LEE  
10, rue Nicholson  
(450) 373-6211

**Sherbrooke**  
CTM  
2378, rue King Ouest  
(819) 562-9262

**GOREIL ET FILLES**  
2628, rue King Ouest  
(819) 563-0406

**BELL MOBILITÉ**  
Carrefour de l'Estrie  
(819) 659-3400

**St-Eustache**  
COMMUNICATIONS I.D.  
66, rue Dubois (107)  
(450) 974-7444

**St-Laurent**  
J.G. Communications  
245, Côte-Vertu  
(514) 956-8885

**LAZER AUTO**  
9900, boul.  
Henri-Bourassa Ouest  
(514) 334-4785

**St-Leonard**  
AUTOCELL NORD  
9269, Lacordaire  
(514) 324-0000

**Terrebonne**  
HER-COMM  
1729, chemin Gascon  
(450) 964-7777

**Tracy**  
RADIO MICHEL INC.  
604, Marie-Victorin  
(450) 746-7777

**Victoriaville**  
COMMUNICATION 1<sup>re</sup> CHOIX  
La Grande Place des Bois-Francs  
(819) 357-5776

Aussi disponible  
dans les magasins  
Espace Bell.

PROCHE-ORIENT

# Une rencontre entre Arafat et Peres se profile

Elle pourrait avoir lieu la semaine prochaine en un lieu qui demeure indéterminé

d'après AFP

**JÉRUSALEM** — Une rencontre entre le président palestinien, Yasser Arafat, et le chef de la diplomatie israélienne, Shimon Peres, devrait avoir lieu la semaine prochaine, en un lieu inconnu, alors que la violence se poursuit et que les deux parties enterraient hier trois victimes du conflit.

À Tulkarem, dans le nord de la Cisjordanie, Omar Sobah, du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et Moustapha Ambous, du Fatah, le mouvement d'Arafat, tués jeudi dans une attaque d'hélicoptères israéliens, ont été portés en terre, sous les cris de vengeance d'une foule de plus de 2000 personnes.

Les deux activistes palestiniens ont péri dans l'attaque aux missiles dont la cible était Mohammed Raad Al-Karmi, un responsable local du Fatah, recherché par Israël. Ce dernier, qui se trouvait dans le véhicule des deux activistes tués, a réussi à sauter de la voiture, blessé.

Un militaire israélien, le lieutenant Erez Mehavi, tué jeudi par des tirs de Palestiniens alors qu'il circulait dans sa voiture au nord de Tulkarem, a été enterré hier à Jérusalem.

Arafat et Peres devraient tenter au cours de leur rencontre annoncée pour la semaine prochaine de parvenir à un accord pour mettre fin à bientôt un an d'affrontements sanglants.

Toutefois, ni la date ni le lieu de cette rencontre tant attendue, dont le principe avait été arrêté dès le 21 août par le chef de la diplomatie allemande, Joschka Fischer, n'ont encore été fixés. Palestiniens et Israéliens observent la plus grande prudence dans leurs déclarations, les violences dans la région se poursuivant sans répit.

« Pour que cette rencontre soit un succès, il faut qu'un calendrier soit établi pour l'ap-

plication du rapport Mitchell, qu'un contrôle soit mis en place pour superviser le gel de la colonisation (israélienne), que des observateurs internationaux soient déployés dans les territoires palestiniens et que le bouclage soit levé », a déclaré Saëb Erakat, l'un des principaux négociateurs palestiniens.

Ces propos sont en retrait par rapport à ceux du principal conseiller d'Arafat, Nabil Abou Roudeina, qui a pour sa part évoqué hier la possibilité d'une rencontre au Proche-Orient.

De source officielle palestinienne à Gaza on a indiqué, par ailleurs, que la rencontre pourrait avoir lieu à Erez, point de passage entre la bande de Gaza et Israël, ou à Taba (Égypte), à la frontière avec Israël.

« Si cette première rencontre est fructueuse, nous pourrions en avoir une autre, mais il est important de s'assurer que le gouvernement israélien est sérieux, que Peres a un mandat (pour négocier) et que Sharon respectera les conclusions de cette rencontre », a souligné Abou Roudeina.

Le ministre palestinien de la Coopération internationale, Nabil Chaath, avait énoncé jeudi trois conditions pour cette rencontre : un « mandat clair » pour Peres, une « bonne préparation » et que les questions politiques figurent au programme.

Or Peres a été mandaté par Sharon uniquement pour négocier un cessez-le-feu avec les Palestiniens. Officiellement, il n'a pas mandat pour donner aux négociations une quelconque portée politique, Sharon exigeant, préalablement, un arrêt absolu des violences.

« Nous tentons de nous réunir avec Yasser Arafat. Nous avons prévu trois rencontres et nous espérons qu'elles pourront se tenir entre la semaine prochaine et l'Assemblée générale des Nations unies, à la fin du mois de septembre », a déclaré Peres, au cours d'une conférence de presse à Cernobbio, dans le nord de l'Italie. « Aucune date ne sera annoncée avant dimanche », a-t-il souligné.

## Appel d'intellectuels au président syrien

d'après AFP

**DAMAS** — Un groupe d'intellectuels syriens a exhorté hier le président Bachar al-Assad à « intervenir personnellement » pour libérer les détenus d'opinion, dont trois opposants bien connus arrêtés récemment.

Le « Comité de réactivation de la société civile » (CRSC), un groupe d'enseignants, d'écrivains et d'avocats formé en janvier, a « dénoncé » dans un communiqué l'arrestation, jeudi, du député Riad Seif.

Seif, 54 ans, est le troisième opposant arrêté par les autorités en moins d'un mois, après le député indépendant Maamoun al-Homsi, 45 ans, et l'opposant communiste Riad Turk, 71 ans, dont l'emprisonnement a été critiqué par des organisations internationales de défense des droits de l'homme.

L'agence officielle SANA a annoncé l'incarcération jeudi soir de Seif, au lendemain d'un débat politique tenu sans autorisation officielle à son domicile, en indiquant qu'il était accusé de « crimes », sans autre précision.

L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) a également condamné hier les récentes arrestations d'opposants en Syrie, qui « constituent un retour inquiétant aux pratiques d'arrestations arbitraires et d'intimidations qui ont marqué l'ère de l'ancien président Hafez al-Assad ».

**ARCHAMBAULT**  
WWW.ARCHAMBAULT.CA

JUSQU'AU 9 SEPTEMBRE

**GRAND SOLDE DE LANCEMENT!**

**NOUVEAU**  
Instruments de musique à  
SHERBROOKE!

**NOUVEAU PARTENARIAT**  
Roland ARCHAMBAULT

**PIANO ÉLECTRONIQUE**  
HP-137R

- 88 touches lestées
- 64 notes polyphoniques
- 5 sonorités
- Effets

Prix de détail: 1995 \$  
**1799\$**  
Incluant banc et écouteurs gratuits

**PIANO ORCHESTRAL**  
KR-177

- 88 touches lestées
- 64 notes polyphoniques
- 151 rythmes
- Séquenceur 16 pistes

Prix de détail: 3495 \$  
**2999\$**  
Incluant banc et écouteurs gratuits

**GRATUIT!**  
Obtenez une paire d'écouteurs  
Roland RH50 à l'achat d'un  
piano électronique Roland de  
1799 \$ et plus. (Valeur de 60 \$)

**VOUS TROUVEREZ EN MAGASIN  
LA GAMME COMPLÈTE DE PIANOS  
ÉLECTRONIQUES ROLAND.**

Promotion en vigueur jusqu'au 9 septembre ou  
jusqu'à épuisement de la marchandise.

330 rue des Érables, Sherbrooke • 500 rue Ste-Catherine Est, Montréal




# L'information à TQS



## Le Grand Journal

du lundi au vendredi

**11 h 30**

avec  
**Gilles Proulx**

du lundi au vendredi

**17 h**

avec  
**Jean-Luc Mongrain**

du lundi au vendredi

**22 h**

avec  
**Jean Lapierre**

samedi et dimanche

**17 h 30 et 22 h 30**

avec  
**Martin Robert**

# TQS

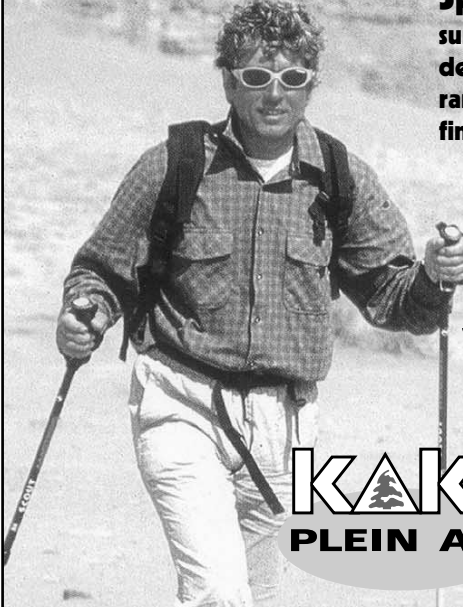
RECHERCHÉ

**BÂTON DE MARCHÉ GRATUIT**

- À l'achat d'une botte de randonnée à prix courant de plus de 149,99 \$, obtenez un bâton de marche Gabel d'une valeur de 49,99 \$.

Valide du 8 au 14 septembre 2001

**Spéciaux sur chaussures de randonnée fin de série.**



**KAKI PLEIN AIR**

Joliette - 67, Place Bourget Nord  
(450) 753-5332 • 1 800 268-7332

Montréal - 6575, rue Saint-Denis  
(514) 274-7122

Laval - 1680, boul. de l'Avenir (grande surface)  
(une rue à l'est de l'angle Saint-Martin et Le Corbusier)  
(450) 681-9859 • 1 800 363-1101

# Berlin inaugure le plus grand musée juif d'Europe

QUERDYA AÏT-ABDELMALEK  
Agence France-Presse

**BERLIN –** Le Musée juif de Berlin, dont le bâtiment constituait déjà depuis deux ans une attraction touristique en raison de son architecture exceptionnelle, ouvre ses portes demain soir, en présence du président allemand, Johannes Rau, et du chancelier, Gerhard Schröder.

La célébration de cet événement, attendu depuis des années par la communauté juive allemande, s'étalera sur une semaine, a annoncé le directeur du musée, l'Américain Michael Blumenthal, promettant un « grand jour pour Berlin et pour l'Allemagne ».

Elle débute demain après-midi par un concert de l'Orchestre symphonique de Chicago, dirigé par le chef d'origine israélienne Daniel Barenboïm, dans l'enceinte de la Philharmonie de Berlin. Les musiciens joueront la 7<sup>e</sup> symphonie de Gustav Mahler devant 2200 personnes, dont tous les ministres du gouvernement ainsi que 19 ambassadeurs en Allemagne.

Ensuite seulement, 850 privilégiés pourront découvrir l'exposition permanente du musée, que personne n'a pu voir avant cette date même si son contenu a été lar-

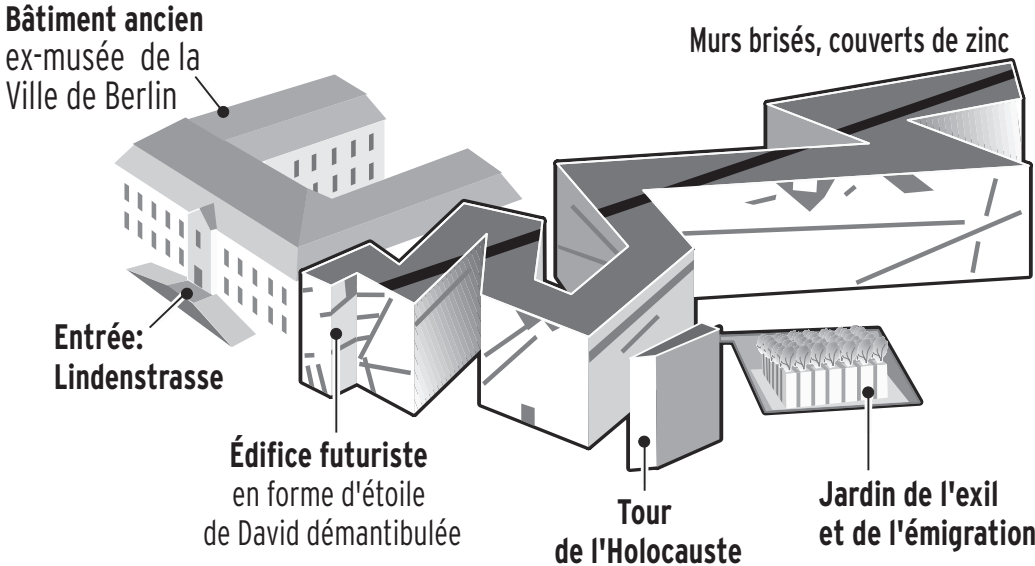
gement dévoilé par Blumenthal. Le « plus grand et le plus important musée juif d'Europe », selon l'ancien secrétaire au Trésor de Jimmy Carter, n'est pas un musée de l'Holocauste — bien qu'une place toute particulière lui soit consacrée, avec notamment « La galerie des objets disparus » —, mais retrace les 1700 ans d'histoire des juifs en Allemagne.

Le musée ne cherche pas à susciter le remords mais vise à ce que les Allemands se souviennent de leurs concitoyens juifs comme « d'Allemands créateurs et pas seulement comme des victimes d'Auschwitz », souligne Blumenthal. Le musée, dit-il, montre qui sont et qui étaient les juifs, ce que signifie être juif en Allemagne, comment ils ont vécu, comment ils sont morts, comment ils continuent de vivre après les atrocités nazies.

Le fonds de 3900 pièces exposées se compose de livres et d'objets de culte, de documents historiques et d'oeuvres d'art mais aussi d'objets de la vie quotidienne comme par exemple des instruments servant à la circoncision ou les lunettes du philosophe Moses Mendelssohn (1729-1786).

Nombre de ces objets personnels ont été donnés au musée par des particuliers, comme cet album de photos retrouvé après guerre par Schoschana H. et sa mère dans un grenier d'Amsterdam, où elles avaient fui les persécutions nazies, explique l'archiviste du musée, Gisela Freydanck.

## BERLIN: LE PLUS GRAND MUSÉE JUIF D'EUROPE



- Architecte: Daniel Libeskind (É-U).
- Construction: 1992-1999.

• Visiteurs: 350 000 depuis 1999.

Conçu initialement comme une extension du Musée de la ville de Berlin, dont le département juif était devenu trop petit, le musée est devenu une institution autonome.

L'entrée de l'édifice futuriste en forme d'étoile de David démantibulée, conçue par l'architecte américain Daniel Libeskind, se fait par le vieux musée de style baroque, auquel il est relié par le sous-sol. Trois chemins conduisent le visi-

teur vers le nouveau musée. Le premier représente l'extermination des juifs : elle correspond au Berlin d'autrefois et mène vers le vide. Le second représente l'exil de milliers de Berlinoïses : il conduit à un jardin composé de 49 colonnes pleines de terre dans lesquelles la végétation pousse à l'envers, représentant l'État d'Israël. Le plus long mène au musée en tant que tel.

L'architecture du bâtiment communique « l'horreur de l'époque nazie », estime Blumenthal.

À l'extérieur, les murs brisés, couverts de zinc, sont presque aveugles malgré la présence de 280 fenêtres étroites comme des meurtrières. À l'intérieur, le sentiment de malaise gagne en acuité : les couloirs vont en se rétrécissant, des poutres de béton jaillissent des murs, les plans s'inclinent, provoquant vertige et étouffement. Le rez-de-chaussée restera un espace vide destiné à se souvenir des six millions de juifs assassinés sous le III<sup>e</sup> Reich.



## lundi 20h

Une soirée chic, plus de 150 vedettes, des numéros inédits, des surprises et beaucoup de plaisir pour le lancement des émissions de la nouvelle saison à Radio-Canada.



ICI Radio-Canada

Animation : Patrice L'Ecuyer - Réalisation : Jean-François Blais

## Améliorez vos perspectives de carrière

Le marché mondial de la traduction grandit de 25 % chaque année!  
Que vous désiriez adopter une nouvelle carrière ou ajouter de la valeur à vos compétences actuelles, votre décision de vous inscrire au **Diplôme de 2<sup>e</sup> cycle en traduction** ou au **Certificat en traduction** pourrait bien être la meilleure que vous ayez jamais prise!

### Certificat en traduction

### Diplôme de 2<sup>e</sup> cycle en traduction (options : anglais, français et espagnol)

.....► Session d'hiver 2002 (janvier-mars)  
Date limite pour s'inscrire : le 1<sup>er</sup> octobre 2001  
Droits d'admission : 60 \$ (non remboursables)

Loi 90 : Les entreprises qui régissent les droits de scolarité de leurs employés peuvent être admissibles à une déduction fiscale. Tous les cours sont déductibles d'impôt pour les étudiants.

#### Renseignements :

514.398.6160



**McGill**

Télécopieur : 514.398.2650  
Courriel : lang@conted.lan.mcgill.ca  
Site web : www.mcgill.ca/conted  
Adresse :  
688, rue Sherbrooke Ouest  
(au coin de la rue University)  
bureau 1199

# Remaniement ministériel à Séoul

En arrière-plan de cette réforme : la poursuite de la normalisation avec le Nord

d'après AFP

**SÉOUL – Le président sud-coréen Kim Dae-Jung a formé hier un nouveau gouvernement et a confié à un poids lourd le dossier de la Corée du Nord pour maintenir le cap de la normalisation avec Pyongyang malgré la rébellion du Parlement.**

L'ambassadeur de Séoul à Pékin et ancien ministre des Affaires étrangères, Hong Soon-Young, a pris la tête du ministère de l'Unification dans le cadre d'un remaniement ministériel touchant au total cinq portefeuilles.

L'ensemble du cabinet sud-coréen avait présenté sa démission mardi après qu'une majorité de députés eut voté la veille une motion de défiance à l'égard du précédent ministre de l'Unification, Lim Dong-Won.

La politique d'ouverture spectaculairement inaugurée par le président Kim lors de son sommet avec le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Il en juin 2000 est critiquée par l'opposition qui juge que Séoul a

fait depuis trop de concessions sans être payé en retour.

Le vote du parlement a porté au président Kim son plus rude coup depuis son arrivée au pouvoir en 1997 et menace de paralysie la fin de son mandat à quinze mois de l'élection présidentielle prévue en décembre de l'an prochain.

Ses alliés libéraux ont voté avec l'opposition conservatrice en faveur du départ du ministre de l'Unification, faisant éclater la coalition au pouvoir depuis quatre ans et privant le président Kim d'une majorité au Parlement.

Mais Pyongyang a semblé vouloir l'aider à maintenir la tête hors de l'eau en proposant la relance de pourparlers au niveau ministériel, gelés depuis six mois, et en acceptant un rendez-vous dès la semaine prochaine.

Le nouveau ministre de l'Unification, Hong, sera plongé dans le bain des difficiles rapports nord-sud lors de cette rencontre prévue du 15 au 18 septembre à Séoul.

La quatrième et dernière réunion entre ministres des deux Corées s'était déroulée à Pyongyang en décembre dernier. Le Nord avait annulé la rencontre suivante prévue en mars à Séoul à la suite du durcissement de ton de Washington au

début de la présidence de George W. Bush.

Les autres nouveaux ministres nommés hier à Séoul sont ceux de l'Agriculture, du Travail, de la Construction et des Transports, ainsi que de la Marine et des Pêches. Ils remplacent tous des ministres de l'Union des démocrates libéraux (ULD), le parti qui a rompu son alliance avec Kim.

Le premier ministre, Lee Hang-Dong, reste en place dans la nouvelle équipe. Membre de l'ULD, il a refusé de quitter son poste et a été exclu par sa formation. Les autres membres du cabinet démissionnaire ont été confirmés, dont le ministre de l'Économie et des Finances, Jin Nyum, et celui des Affaires étrangères, Han Seung-Soo.

Parallèlement à la réconciliation avec le Nord, qui a valu au président Kim le prix Nobel de la paix, le gouvernement veut aussi poursuivre sa politique de réformes économiques. Mais l'opposition tente de tirer parti d'un contexte marqué par le ralentissement mondial et le blocage de la restructuration des grands groupes industriels sud-coreens.

« L'administration Kim paraît en perte de vitesse », estiment des analystes.



EXPRESS INTERNATIONAL

### Maroc | Journal interdit

LA DISTRIBUTION du numéro de jeudi du journal espagnol *El Mundo*, dont la Une publiait des déclarations du ministre espagnol des Affaires étrangères, Josep Piqué, accusant la police marocaine de connivence avec les mafias de l'immigration, a été interdite par les autorités marocaines, a annoncé hier le quotidien. Les 200 exemplaires distribués chaque jour au Maroc ont été interceptés à l'aéroport de Casablanca, empêchant leur remise à la société de distribution chargée de les vendre, a précisé *El Mundo*. « Comme d'habitude dans ce pays lorsqu'on interdit la distribution d'un média, on ne sait pas de quel ministère est partie l'interdiction », écrit le correspondant du journal à Casablanca. — d'après AFP

### Maghreb | Vieux rêve d'unité

LA RÉUNION au Maroc d'un conseil parlementaire maghrébin, après des reports successifs pendant huit ans, a illustré une volonté de faire revivre le rêve de l'unité maghrébine malgré les divergences qui subsistent, notamment entre Rabat et Alger sur le Sahara occidental. Quelque 150 parlementaires représentant le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye et la Mauritanie, réunis dans la capitale marocaine, ont notamment préconisé jeudi la création d'une zone de libre échange entre les cinq pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA). Le conseil a qualifié de « choix stratégique irréversible » le projet de création d'un « pôle économique maghrébin qui soutienne la concurrence avec les grands blocs, dans le contexte de la mondialisation ». La fermeture des frontières entre le Maroc et l'Algérie depuis 1994, la laborieuse recherche d'une solution définitive au conflit du Sahara occidental et la faiblesse des échanges commerciaux intermaghrébins ont maintenu le Maghreb loin des objectifs tracés par les fondateurs de l'UMA en 1989 à Marrakech. — d'après AFP

### Cambodge | Combattants pour la liberté

DIX PERSONNES soupçonnées d'être des responsables des Combattants cambodgiens pour la liberté (CFF), mouvement anticomuniste étroitement lié à la diaspora cambodgienne, ont été arrêtées, ont annoncé les autorités. Les CFF, groupe alors relativement obscur, avaient revendiqué de sanglantes attaques en novembre dernier contre des bâtiments publics. Le mouvement, soutenu par des Cambodgiens de la diaspora exilés aux États-Unis, a juré la chute du premier ministre Hun Sen, que son leader, Chhun Yisath (basé à Long Beach en Californie), accuse d'être à la tête d'un régime dictatorial. Dans la nuit du 24 novembre, plusieurs dizaines d'assaillants puissamment armés avaient attaqué des bâtiments officiels à Phnom Penh, dont le ministère de la Défense, ainsi qu'une caserne en banlieue. — d'après AFP

### Irak | Huit onusiens expulsés

L'IRAK A EXPULSÉ en septembre huit employés de l'ONU accusés « d'activités touchant à la sécurité irakienne » et d'avoir espionné au profit des États-Unis, tentant ainsi de faire preuve de fermeté à l'égard de l'ONU avec laquelle il est brouillé depuis 1998. « Le nombre d'employés de l'ONU expulsés par l'Irak durant le mois de septembre s'élève à huit », a déclaré l'ambassadeur irakien à l'ONU, Mohamed Al-Douri, cité hier par l'agence irakienne INA. Il s'agit de la première affaire de cette ampleur avec l'ONU depuis 1998, date du départ des experts onusiens chargés du désarmement irakien à la veille de frappes américaines. — d'après AFP

### Tchéchénie | Pas de véhicules

LA MISSION de l'Organisation pour sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en Tchéchénie attend toujours les véhicules dont elle a besoin pour fonctionner, près de trois mois après son retour dans la république indépendante du Caucase du Nord, ont indiqué hier des diplomates à Vienne. Les autorités russes tardent à immatriculer les véhicules blindés nécessaires et à livrer ceux dont a besoin l'escorte militaire des cinq membres de l'OSCE, ont-ils ajouté. Malgré le manque de moyens logistiques, le « groupe d'assistance » a pu démarrer des micro-programmes aux victimes du conflit tchéchène et recueillir 200 plaintes pour violations des droits de l'homme — enlèvements, disparitions, vols et extorsion de fonds —, a déclaré à la presse le chef de la mission, le diplomate roumain Alexandru Cornea. — d'après AFP

**BEAUTÉ**  
*à la baie*

**DECLÉOR**  
PARIS

Decléor, le spécialiste de l'Aroma-Cosmétique a votre sérénité et votre bien-être à cœur.

Découvrez l'Esprit de soin Decléor lorsque vous visiterez notre AromaSPA à la Baie.  
Avec chaque soin, nous vous offrons un massage des jambes gratuit.

(Une valeur de 25 \$.)

Réservez dès maintenant, l'offre prend fin le samedi 22 septembre.

*Apaisez votre âme et laissez-vous envoûter par la caresse enchanteresse de nos douces huiles essentielles naturelles. Offrez-vous un moment de détente bien mérité!*



Prenez rendez-vous dès maintenant!

rue Sainte-Catherine O. (514) 281-4781, Rockland (514) 739-5521, Anjou (514) 353-3300, Carrefour Laval (450) 687-1540, Brossard (450) 466-3220, St-Bruno (450) 653-4455



**Primes hbc**

TRANSFORMEZ VOS ACHATS DE TOUS LES JOURS EN RÉCOMPENSES

Amassez des points dans tous les magasins de la Compagnie de la Baie d'Hudson : la Baie, Zellers, Déco Découverte ou hbc.com

AMASSEZ RAPIDEMENT DES POINTS EN UTILISANT VOTRE CARTE LA BAIE OU ZELLERS. OBTENEZ 25 POINTS ADDITIONNELS POUR PRESQUE CHAQUE DOLLAR DÉPENSÉ.

DOUBLEMENT PRATIQUES, VOS CARTES DE CRÉDIT LA BAIE ET ZELLERS VOUS DONNENT ACCÈS À UN PLUS GRAND CHOIX!

Les sociétés de détail de la Compagnie de la Baie d'Hudson — la Baie, Déco Découverte, Zellers et Zellers Select — acceptent désormais les cartes de crédit la Baie et Zellers dans tous leurs magasins, pour toutes vos emplettes.



POUR DES SUPER ARTICLES... CLIQUEZ ET LE TOUR EST JOUÉ!



la **Baie**  
J'aime, j'achète!